



Rapport financier du 1^{er} semestre 2023

Le présent document constitue le rapport financier semestriel prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 juillet 2023.

Sommaire

1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2023	4
1.1 Vue d'ensemble	5
1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	12
1.3 Analyse par secteur opérationnel	19
1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	35
1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	38
1.6 Informations complémentaires	43
2. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2023	47
Compte de résultat consolidé	49
Etat du résultat global consolidé	50
Etat consolidé de la situation financière	51
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	53
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	54
Tableau des flux de trésorerie consolidés	55
Annexe des comptes consolidés	56
3. Déclaration de la personne responsable	90
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	91

Page laissée intentionnellement blanche

1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2023

1.1	Vue d'ensemble	5	1.3.4.4 CAPEX économiques – Entreprises	31
1.1.1	Données financières et effectifs	5	1.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises	32
1.1.2	Synthèse des résultats du premier semestre 2023	6	1.3.5 Totem	32
1.1.3	Faits marquants	7	1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Totem	32
1.1.4	Objectifs financiers et principaux risques et incertitudes	11	1.3.5.2 EBITDAaL – Totem	32
1.2	Analyse des résultats et des investissements du Groupe	12	1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Totem	33
1.2.1	Chiffre d'affaires du Groupe	12	1.3.5.4 CAPEX économiques – Totem	33
1.2.1.1	Chiffre d'affaires	12	1.3.6 Opérateurs internationaux & Services partagés	33
1.2.1.2	Nombre d'accès des activités télécoms	14	1.3.6.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés	33
1.2.2	Résultats opérationnels du Groupe	14	1.3.6.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés	33
1.2.2.1	EBITDAaL du Groupe	14	1.3.6.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés	34
1.2.2.2	Résultat d'exploitation du Groupe	15	1.3.6.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés	34
1.2.3	Résultat net du Groupe	17	1.3.7 Services Financiers Mobiles	34
1.2.4	Résultat global du Groupe	17	1.3.7.1 Activité opérationnelle	35
1.2.5	Investissements du Groupe	17	1.3.7.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie	35
1.2.5.1	CAPEX économiques	18	1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	35
1.2.5.2	Licences de télécommunication	18	1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms	35
1.3	Analyse par secteur opérationnel	19	1.4.1.1 Cash-flow organique des activités télécoms	35
1.3.1	France	21	1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms	36
1.3.1.1	Chiffre d'affaires – France	21	1.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms	37
1.3.1.2	EBITDAaL – France	22	1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	38
1.3.1.3	Résultat d'exploitation – France	22	1.5.1 Données à base comparable	38
1.3.1.4	CAPEX économiques – France	22	1.5.2 EBITDAaL	40
1.3.1.5	Informations complémentaires – France	23	1.5.3 eCAPEX	41
1.3.2	Europe	23	1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX	42
1.3.2.1	Chiffre d'affaires – Europe	24	1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms	42
1.3.2.2	EBITDAaL – Europe	24	1.5.6 Endettement financier net	43
1.3.2.3	Résultat d'exploitation – Europe	25	1.5.7 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms	43
1.3.2.4	CAPEX économiques – Europe	25	1.6 Informations complémentaires	43
1.3.2.5	Informations complémentaires – Europe	26	1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	43
1.3.2.6	Informations complémentaires – Espagne	26	1.6.2 Transactions avec les parties liées	43
1.3.3	Afrique & Moyen-Orient	27	1.6.3 Événements postérieurs à la clôture	44
1.3.3.1	Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient	28	1.6.4 Glossaire financier	44
1.3.3.2	EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient	28		
1.3.3.3	Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient	29		
1.3.3.4	CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient	29		
1.3.3.5	Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient	29		
1.3.4	Entreprises	30		
1.3.4.1	Chiffre d'affaires – Entreprises	30		
1.3.4.2	EBITDAaL – Entreprises	30		
1.3.4.3	Résultat d'exploitation – Entreprises	31		

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2022.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

Les données à base comparable, l'*EBITDA after Leases* (dénommé "*EBITDAaL*"), les CAPEX économiques (dénommés "*eCAPEX*" ou "*Economic CAPEX*"), l'indicateur "*EBITDAaL - eCAPEX*", le cash-flow organique des activités télécoms, l'endettement financier net, et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'*EBITDAaL* des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utiles pour les lecteurs, voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Les données historiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) correspondent aux données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle. Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2022 est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Les informations sectorielles (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Sauf mention explicite, les données des tableaux sont présentées en millions d'euros, sans décimales. Cette présentation peut conduire, dans certains cas, à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. Par ailleurs, les variations qui sont présentées sont calculées sur la base des données en milliers d'euros.

1.1 Vue d'ensemble

1.1.1 Données financières et effectifs

Données opérationnelles

(au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable ⁽¹⁾	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	21 545	21 133	21 297	2,0 %	1,2 %
EBITDAaL ⁽¹⁾	5 895	5 849	5 934	0,8 %	(0,6)%
Activités télécoms	5 957	5 904	5 989	0,9 %	(0,5)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	27,6 %	27,9 %	28,1 %	(0,3 pt)	(0,5 pt)
Services Financiers Mobiles	(62)	(56)	(56)	(10,6)%	(10,6)%
Résultat d'exploitation	2 142	2 412	2 420	(11,2)%	(11,5)%
Activités télécoms	2 215	2 491	2 499	(11,1)%	(11,4)%
Services Financiers Mobiles	(73)	(80)	(80)	8,3 %	8,3 %
eCAPEX ⁽¹⁾	3 154	3 344	3 413	(5,7)%	(7,6)%
Activités télécoms	3 133	3 330	3 399	(5,9)%	(7,8)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	14,5 %	15,8 %	16,0 %	(1,2 pt)	(1,4 pt)
Services Financiers Mobiles	20	14	14	47,9 %	47,9 %
Investissements incorporels et corporels	3 834	3 699	3 850	3,6 %	(0,4)%
Activités télécoms	3 814	3 686	3 836	3,5 %	(0,6)%
Services Financiers Mobiles	20	14	14	47,9 %	47,9 %
EBITDAaL - eCAPEX ⁽¹⁾	2 741	2 505	2 521	9,5 %	8,7 %
Activités télécoms	2 823	2 574	2 590	9,7 %	9,0 %
Services Financiers Mobiles	(82)	(70)	(70)	(18,0)%	(18,0)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽³⁾	127 070	131 136	131 115	(3,1)%	(3,1)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽³⁾	135 740	136 600	136 566	(0,6)%	(0,6)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms. Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels.

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*. Au 30 juin 2023, données hors effectifs de VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

Résultat net

	2023	2022 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation	2 142	2 420
Résultat financier	(592)	(373)
Impôts sur les sociétés	(461)	(580)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 088	1 467
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	877	1 218
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	211	249

Cash-flow organique des activités télécoms

	2023	2022 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Cash-flow organique des activités télécoms ⁽¹⁾	1 477	1 445

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Endettement financier net

	30 juin 2023	31 déc. 2022 données historiques
(en millions d'euros)		
Endettement financier net ⁽¹⁾	27 274	25 298

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2022.

1.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2023

Dans un environnement toujours marqué par les effets de l'inflation (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) et les incertitudes géopolitiques, le Groupe a réalisé un solide premier semestre 2023, tant sur le plan commercial que sur le plan financier.

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 21 545 millions d'euros au premier semestre 2023, en hausse de 1,2 % en données historiques et de 2,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022. En données à base comparable, la croissance de 412 millions d'euros des revenus est tirée essentiellement (i) par la croissance de 3,6 % des services de détail (B2C+B2B, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), qui bénéficient notamment des hausses tarifaires opérées progressivement dans les pays européens du Groupe en 2022 et au cours du premier semestre 2023, et (ii) dans une moindre mesure, par la progression de 8,8 % des ventes d'équipements, (iii) alors que les services aux opérateurs, affectés par le déclin des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre en France et par les baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel en Europe, reculent de 5,9 % par rapport au premier semestre 2022. En données à base comparable :

- les pays d'Afrique & Moyen-Orient restent le principal contributeur de la croissance, avec une progression de 10,5 % des revenus sur un an (soit une hausse de 330 millions euros), grâce à l'ensemble des moteurs de croissance de la zone (*data mobile*, haut débit fixe, Orange Money et B2B) ;
- les pays d'Europe sont également en croissance de 3,3 % sur un an (soit une augmentation de 176 millions euros), grâce principalement à la bonne performance de la Pologne (en hausse de 6,3 %) et au retour à la croissance de l'Espagne (en hausse de 2,5 %) ;
- en France, le chiffre d'affaires recule de 1,5 % (soit une baisse de 135 millions euros), du fait principalement de la baisse des revenus des services aux opérateurs, et, dans une moindre mesure, des services de téléphonie classique (bas débit). Hors services fixes seuls bas débit, les autres services de détail (B2C+B2B) progressent de 2,7 % au premier semestre 2023.

L'**activité commerciale** affiche de bonnes performances au premier semestre 2023 dans un environnement toujours très concurrentiel. La base de clients convergents s'élève ainsi à 11,6 millions de clients au 30 juin 2023, en hausse de 0,8 % sur un an. Les services mobiles comptent 246,2 millions d'accès à fin juin 2023 (en hausse de 4,4 % sur un an), dont 97,4 millions de forfaits (en augmentation de 8,1 % sur un an). Au 30 juin 2023, les services fixes totalisent quant à eux 44,6 millions d'accès (en baisse de 2,8 % par rapport au 30 juin 2022), dont 15,1 millions d'accès très haut débit toujours en forte croissance (avec une hausse de 14,0 % sur un an). Affectés par le recul tendanciel de la téléphonie fixe classique, les accès fixes bas débit sont en baisse de 14,4 % entre le 30 juin 2022 et le 30 juin 2023.

L'**EBITDAaL** ressort à 5 895 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de 0,6 % en données historiques et en hausse de 0,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022. La croissance de l'EBITDAaL en données à base comparable démontre notamment la capacité du Groupe à réduire la pression inflationniste grâce à une stratégie centrée sur la valeur et à une stricte discipline sur les coûts. En données à base comparable, la croissance est principalement soutenue (i) par les très bonnes performances des pays d'Afrique & Moyen-Orient (en hausse de 12,0 % sur un an) et (ii) par la robuste performance des pays

d'Europe, grâce notamment au retour à la croissance confirmé en Espagne (en hausse de 11,0 % sur un an). En données à base comparable, ces bonnes performances font plus que compenser à la fois (i) la diminution de l'EBITDAaL de la France (en recul de 5,1 % au premier semestre 2023), qui est fortement pénalisée par le contexte inflationniste (en particulier l'augmentation des coûts de l'énergie) et qui ne bénéficie pas encore à plein des récentes hausses tarifaires, et (ii) la dégradation des Services aux Entreprises, en recul de 16,7 % sur un an. Dans cette première année de son plan de transformation (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), Orange Business améliore cependant la tendance avec une baisse de l'EBITDAaL réduite de 9 points par rapport au premier semestre 2022.

Le **résultat d'exploitation** ressort à 2 142 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de 11,5 % en données historiques et de 11,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022. Cette évolution s'explique principalement par la comptabilisation d'un complément de provision de 257 millions d'euros relatif aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositif relatif aux accords sur l'emploi des séniors en France) pour prendre en compte la réforme des retraites promulguée en avril 2023 en France.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 1 088 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 1 467 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une baisse de 378 millions d'euros. Cette diminution s'explique par le recul du résultat d'exploitation et par la détérioration du résultat financier, en partie compensés par la diminution de la charge d'impôts sur les sociétés.

Les **CAPEX économiques** s'élèvent à 3 154 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de 7,6 % en données historiques et de 5,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022, en raison principalement de la baisse des investissements bruts dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH) après les importants déploiements réalisés ces dernières années. En données à base comparable, Orange compte 68,3 millions de foyers raccordables au FTTH à travers le monde au 30 juin 2023 (en croissance de 12,6 % sur un an).

Le **cash-flow organique des activités télécoms** s'élève à 1 477 millions d'euros au premier semestre 2023, en hausse de 32 millions d'euros sur un an et en ligne avec l'objectif d'atteindre au moins 3,5 milliards d'euros fin 2023 du fait de la saisonnalité de l'activité.

L'**endettement financier net** s'élève à 27 274 millions d'euros au 30 juin 2023, en hausse de 1 976 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022. Cette augmentation s'explique principalement par l'effet de l'acquisition d'environ 75 % de VOO par Orange Belgium (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms s'établit à 2,09x au 30 juin 2023, en ligne avec l'objectif d'un ratio autour de 2x à moyen terme.

S'agissant du **dividende**, voir section 1.1.4 *Objectifs financiers et principaux risques et incertitudes*.

1.1.3 Faits marquants

Gouvernance

Le 24 mars 2023, Céline Fornaro a été nommée, par arrêté ministériel, membre du Conseil d'administration d'Orange en qualité de représentante de l'Etat, en remplacement de Stéphanie Besnier.

Le 23 mai 2023, l'Assemblée générale des actionnaires a approuvé l'ensemble des résolutions soumises aux actionnaires par le Conseil d'administration et notamment la nomination de deux nouveaux administrateurs : Momar Nguer, en remplacement de Jean-Michel Severino, et Gilles Grapinet, en remplacement de Bernard Ramanantsoa.

Pour accompagner les orientations liées au nouveau plan stratégique, le Comité exécutif a évolué. Au 3 avril 2023 :

- Jean-François Fallacher a été nommé Directeur général d'Orange France,
- Michaël Trabbia a été nommé *Chief Executive Officer* d'Orange Wholesale,
- Jean-Michel Thibaud a été nommé Directeur exécutif Finance, Performance et Développement par intérim, à la suite du départ de Ramon Fernandez,
- Fabienne Dulac a été nommée Directrice exécutive Transformation.

Enfin, Bruno Zerbib a été nommé *Chief Technology & Innovation Officer* du Groupe à compter du 1^{er} juin 2023.

Le Groupe a également annoncé en avril 2023 la nomination de Laurent Martinez en tant que Directeur exécutif en charge des Finances, de la Performance et du Développement à partir du 1^{er} septembre 2023.

Lead the future, le nouveau plan stratégique d'Orange

En février 2023, Orange a présenté *Lead the future*, son nouveau plan stratégique qui a pour ambition de valoriser l'excellence reconnue dans son cœur de métier et de croître durablement en Europe, Afrique et Moyen-Orient. Orange confirme également le repositionnement de ses activités Entreprises dans les solutions de connectivité de nouvelle génération et l'accélération dans la cybersécurité. Le plan s'accompagne de la mise en place d'un nouveau modèle d'entreprise ambitieux avec, en son cœur, la responsabilité sociale et environnementale et l'excellence opérationnelle.

Lead the future s'appuie sur quatre piliers : (i) valoriser notre cœur de métier pour renforcer notre excellence et notre qualité de service, (ii) capitaliser sur les infrastructures dans l'ensemble des pays où le Groupe est présent, (iii) transformer Orange Business pour accélérer sur le segment des services aux Entreprises et renforcer la position d'Orange dans la cybersécurité, et (iv) poursuivre la croissance en Afrique et au Moyen-Orient. *Lead the future* prévoit également la mise en place d'un nouveau modèle d'entreprise guidé par une politique ambitieuse de responsabilité sociale et environnementale.

Pour plus d'informations sur le plan stratégique *Lead the future*, voir section 1.2.3 *La stratégie du groupe Orange* du Document d'enregistrement universel 2022.

Contexte inflationniste

Sur le premier semestre 2023, l'inflation généralisée continue de peser sur les marges opérationnelles du Groupe, en particulier au travers de l'augmentation des coûts de l'énergie, de la hausse des charges de personnel et de la progression des coûts des autres produits et services (notamment via des effets d'indexation : loyers, impôts et taxes d'exploitation, services...). Dans cet environnement macroéconomique (voir note 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés), Orange poursuit ses efforts pour atteindre ses objectifs financiers. Le Groupe dispose à cet égard de plusieurs atouts clés dans ce contexte inflationniste.

Le Groupe dispose d'une certaine **capacité à augmenter les prix** grâce à un fort niveau de satisfaction client et à la qualité de son réseau. En France, des augmentations de prix ont eu lieu au cours du premier semestre 2023 et représentaient 1 euro ou 2 euros supplémentaires sur les forfaits fixes et mobiles grand public des marques Orange et Sosh. Au-delà de la France, tous les pays d'Europe ont initié dès 2022 des augmentations de tarifs qui se poursuivent en 2023. En termes de revenus, l'effet de ces hausses tarifaires est progressif. Sur le premier semestre 2023, ces hausses de prix permettent de compenser en partie les effets de l'inflation sur les coûts du Groupe.

Sur le plan énergétique, Orange dispose d'une importante **couverture de ses besoins en électricité** (principale composante énergétique du Groupe) à des prix fixés à travers des contrats d'approvisionnement en électricité renouvelable (*Power Purchase Agreement*, PPA) et des achats déjà réalisés sur les marchés. Au-delà des mesures déjà prises, Orange poursuit également le travail engagé sur l'ensemble de son périmètre afin d'optimiser sa consommation d'énergie. Les achats d'énergie, dont la principale composante est l'électricité, se sont élevés à 520 millions d'euros au premier semestre 2023, en hausse d'environ 37 % par rapport au premier semestre 2022 en données à base comparable. Toutefois, les dépenses énergétiques du Groupe ne représentent qu'un peu plus de 3 % des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDAaL sur le premier semestre 2023. Le Groupe anticipe que ses dépenses d'énergie (principalement l'électricité) s'élèveront à environ 1,1 milliard d'euros en 2023.

S'agissant des charges de personnel, seules certaines entités du Groupe sont tenues de répercuter l'inflation sur l'ensemble des salaires, comme c'est le cas en Belgique et au Luxembourg. En France, Orange SA a mis en œuvre une **augmentation du budget global des salaires** de 4,8 % en 2023 en maintenant un effort particulier sur les plus bas niveaux de rémunération. Orange renforce ainsi son action en faveur du pouvoir d'achat des salariés tout en préservant les équilibres financiers du Groupe.

Par ailleurs, **BuyIn**, la centrale d'achat conjointe d'Orange et Deutsche Telekom, assure un certain pouvoir de négociation au Groupe pour sécuriser les approvisionnements et limiter les hausses de prix. Orange s'appuie aussi sur son **plan d'efficacité opérationnelle** pour compenser les effets inflationnistes que subit le Groupe (voir ci-dessous *Avancement du plan d'efficacité opérationnelle*).

L'**avance du Groupe en termes de déploiement de réseau**, tout particulièrement pour la fibre optique, permet également à Orange de limiter son exposition à la hausse des coûts associés. Par ailleurs, le choix opéré par Orange de conserver le **contrôle de ses infrastructures**, notamment via Totem, sa *TowerCo* européenne, permet de limiter en partie l'exposition du Groupe aux effets d'indexation des loyers de cette classe d'actifs sur l'inflation.

Enfin, sur le plan financier, la **solidité du bilan du Groupe**, sa politique de financement diversifié et de gestion du risque de taux, ainsi que la qualité de crédit d'Orange, permettent de limiter l'exposition du Groupe à l'effet d'une hausse des taux d'intérêt.

Valorisation du cœur de métier

En mars 2023, Orange a annoncé avoir signé un accord de distribution avec la société Oneweb (société de communication par satellite en orbite terrestre basse) visant à améliorer et à étendre la connectivité globale du Groupe, en particulier dans les zones rurales et isolées d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique. Grâce à ce partenariat, Orange sera en mesure de proposer aux opérateurs de télécommunication et aux entreprises une offre de connectivité enrichie intégrant la solution LEO (*Low Earth Orbit*) de OneWeb, et permettra de connecter, avec une latence améliorée, des zones difficiles d'accès qui ne pouvaient pas être desservies jusqu'à présent. Ce partenariat présente également d'autres avantages, notamment l'augmentation de la résilience et de la couverture géographique des solutions d'entreprises et de *backhaul* dans ces zones isolées.

Par ailleurs, Orange Wholesale France (OWF), l'entité d'Orange dédiée au marché des opérateurs télécoms en France, a lancé en mars 2023, en partenariat avec Network, une offre complète de téléphonie VoIP et de connectivité internet fibrée baptisée *All Fibre*. Cette offre est une solution clé en main pour les opérateurs sans réseau ni plateforme de services opérant sur les marchés des professionnels et des très petites entreprises. Elle offre une large couverture nationale et permet simplicité, confort, gain de temps et économie pour les opérateurs télécoms.

Capitalisation sur les infrastructures

En janvier 2023, Orange Belgium et Telenet ont annoncé avoir signé deux accords commerciaux de vente en gros de services fixes donnant accès à leurs réseaux respectifs hybride fibre-coaxial et fibre optique jusqu'au domicile. Les accords donneront accès aux réseaux fixes de l'autre partie pour une période de 15 ans et couvrent à la fois les technologies actuelles hybrides fibre-coaxial et les futures technologies de fibre optique jusqu'au domicile dans les deux zones de réseau. Orange Belgium estime que ces accords favoriseront les investissements et la concurrence sur le marché belge des télécommunications.

En février 2023, Orange et Vodafone ont annoncé leur coopération pour la construction et le partage d'un réseau d'accès radio ouvert (*Open RAN*) dans les zones rurales d'Europe où les deux opérateurs disposent de réseaux mobiles. Les premiers sites commerciaux seront déployés dans une zone rurale de Roumanie, près de Bucarest. Cet accord de partage de réseau *Open RAN*, qui est une

première en Europe, montre l'engagement des deux opérateurs à déployer cette technologie pour les futurs réseaux mobiles en Europe et à soutenir également l'objectif de la Commission européenne de déployer la 5G dans toutes les zones habitées d'ici 2030. Grâce à ce nouveau modèle opérationnel basé sur l'intégration d'équipements et de logiciels multifournisseurs, Orange et Vodafone bénéficieront chacun d'une plus grande agilité lors de l'ajout de nouveaux sites radio ou de la mise à niveau des sites existants, tout en minimisant les coûts et la consommation d'énergie.

En avril 2023, Totem, la *TowerCo* européenne d'Orange, a annoncé le déploiement d'un réseau 5G de dernière génération au sein du stade Orange Vélodrome à Marseille afin de répondre aux attentes du public, des organisateurs et des médias pour les différents événements sportifs. Les quatre opérateurs de télécommunication français ont pu raccorder leurs équipements à l'infrastructure d'antennes déployée par Totem, avec des antennes de nouvelle génération développées pour ces lieux à forte densité d'usage mobile, offrant une couverture réseau homogène de qualité et une efficacité énergétique élevée.

Le Groupe continue également d'investir de manière significative dans des projets de connectivité internationale. En avril 2023, Orange a annoncé le déploiement d'un nouveau câble sous-marin reliant la Tunisie et la France, cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du programme "Mécanisme pour l'interconnexion en Europe" (MIE). Long de 1 050 kilomètres, la mise en service est prévue pour la fin 2025. Nommé *Via Tunisia*, ce câble fait partie du système de câbles sous-marins *Medusa* en mer Méditerranée dont l'entrée en vigueur du contrat de construction a été annoncé en juillet 2023.

Par ailleurs, Orange a emprunté 500 millions d'euros auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) en mars 2023 pour contribuer à financer en France le déploiement de son réseau mobile 5G et le renforcement des capacités de son réseau mobile 4G en zones rurales. Ce financement s'inscrit dans la feuille de route du nouveau plan stratégique d'Orange qui vise, entre autres, à capitaliser sur les infrastructures du Groupe afin de conforter la position de leader d'Orange en termes de qualité de services et de réseaux.

Transformation d'Orange Business et renforcement de la cybersécurité

Plan de transformation d'Orange Business

Dans le cadre du plan stratégique *Lead the future*, Orange a annoncé en février 2023 vouloir transformer en profondeur son modèle d'opérateur de télécommunication B2B afin de s'adapter à la mutation du marché des entreprises. Orange Business entend se positionner comme leader des solutions de connectivité de nouvelle génération. Cette ambition s'appuie notamment sur son expertise reconnue dans le domaine des solutions de connectivité sécurisées et de confiance qui sont le socle de la transformation digitale des entreprises. Elle repose également sur un recentrage de son portefeuille d'offres, une évolution de son modèle d'entreprise et un programme d'envergure d'optimisation de coûts.

En mars 2023, Orange Business a présenté aux instances représentatives du personnel le projet de déclinaison opérationnelle de ses priorités stratégiques dans le cadre du plan stratégique *Lead the future*. Ce plan porte une ambition forte de transformation et de simplification d'Orange Business, dont le marché est en profonde mutation, vers un modèle d'Entreprise de Services Numériques (ESN).

Dans le cadre de cette transformation, Orange Business a ouvert des discussions avec les partenaires sociaux au cours du premier semestre 2023. Après plusieurs réunions de négociation, Orange Business a finalement opté pour un processus de Plan de Départs Volontaires (PDV) qui pourrait conduire à la suppression d'environ 650 postes en France sur les principales activités historiques d'Orange Business. Les premières réunions avec les instances représentatives ont eu lieu début juin 2023 et le processus de dialogue social devrait durer jusqu'en octobre (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En parallèle, pour accélérer sa transformation digitale vers un modèle d'ESN, Orange Business a, d'une part, initié un programme de formation et de reconversion de 5 000 salariés aux métiers clés du numérique (virtualisation, cloud, data, intelligence artificielle et cybersécurité), et d'autre part, lancé un programme de recrutement ambitieux de 800 experts dans le domaine de la cybersécurité et autant dans celui des services digitaux regroupant le Cloud et Digital & Data.

Transformation digitale du client entreprise

Pour répondre aux attentes des entreprises, en particulier celles liées au recentrage de leurs besoins, Orange Business associe l'expertise d'un opérateur de réseaux avec celle d'une entreprise de services numériques. Dans cet objectif et en s'appuyant sur ses infrastructures digitalisées et sécurisées, Orange Business concentre ses expertises sur 5 propositions de valeur offrant des solutions de bout-en-bout et combinant réseaux, cloud, sécurité, *Data* et *IA*.

Dans ce but, Orange Business, Orange Cyberdefense et Palo Alto Networks, leader mondial dans les services de cybersécurité, ont annoncé en juin 2023 une nouvelle collaboration destinée à fournir une solution SASE (*Secure Access Service Edge*) managée qui répond aux exigences des entreprises en matière de réseau et de sécurité, de performances de haut niveau, de simplicité et d'accès au réseau *Zero Trust 2.0*. Complètement managée, cette offre répond aux enjeux des entreprises à la recherche d'agilité et dont les infrastructures sont orientées vers le cloud, tout en garantissant un haut niveau de sécurité.

Poursuite de la croissance dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient

En juin 2023, Orange Middle East and Africa et Digital Africa ont signé un partenariat stratégique afin de renforcer l'accompagnement et la croissance des startup africaines du réseau des "*Orange Digital Centers*". Les startup sélectionnées auront la possibilité d'accéder à diverses ressources, notamment des programmes de mentorat, une assistance technique, la mobilisation de financement ainsi que des opportunités de mise en réseau par l'intermédiaire de l'Orange Digital Center (ODC) et de la communauté de Digital Africa.

Modèle d'entreprise responsable et efficace

Charte de financement durable indexée à des objectifs environnementaux et sociaux

Début juin 2023, Orange SA a publié sa première charte de financement durable indexé sur des indicateurs de performance environnementale et / ou sociale, dite *Sustainability-Linked Financing Framework*. Orange poursuit ainsi l'alignement de sa politique de financement sur ses engagements environnementaux, sociaux et de gouvernance, comme réaffirmé par le nouveau plan stratégique *Lead the Future*. Orange s'engage ainsi plus avant pour réduire l'impact de ses activités sur le changement climatique et l'épuisement des ressources, pour soutenir une société plus inclusive où la technologie numérique est un puissant moteur de développement économique et social, et pour l'égalité de genre.

Montée en charge du programme d'électricité de source renouvelable

Grâce à la montée en charge de son approvisionnement en électricité de source renouvelable, Orange atteint à la fin juin 2023 un mix électrique d'origine renouvelable de 41 %, en augmentation de 3,2 points sur le semestre. De fait, (i) les programmes de solarisation des sites se poursuivent (2 contrats supplémentaires signés en *Energy As A Service* dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient sur le semestre, signature d'un protocole d'accord avec Reservoir Sun pour l'installation d'une centrale photovoltaïque sur son site stratégique de télécommunication par satellite...), et (ii) les contrats à long terme d'approvisionnement en électricité de source renouvelable à prix connu (*Power Purchase Agreement*, PPA) basés sur de nouvelles installations sont progressivement mis en service.

Conjugués à la maîtrise des consommations énergétiques, les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du Groupe des scopes 1 et 2 s'inscrivent en recul de 36,6 % à la fin du premier semestre 2023 par rapport au premier semestre 2015, dépassant ainsi l'objectif d'une baisse de 30 % fixé pour le secteur numérique par rapport à 2015 et validé par Science Based Targets initiative (SBTI) comme étant sur la trajectoire d'un réchauffement des températures de 1,5 c° par rapport à l'ère préindustrielle.

Avancement du plan d'efficacité opérationnelle

Le Groupe poursuit ses efforts de maîtrise de ses coûts. D'ici 2025, Orange se fixe pour objectif d'économiser 600 millions d'euros sur une base de coûts définie de 11,8 milliards d'euros à fin 2022. Pour cela, le Groupe s'appuie sur les initiatives déjà existantes depuis le lancement du précédent plan *Scale Up* et sur le nouveau modèle d'entreprise détaillé par la direction dans le cadre du nouveau plan stratégique *Lead the future*.

Sur la base de coûts définie à fin 2022, le Groupe a réalisé 175 millions d'euros d'économies nettes au cours du premier semestre 2023.

Evolution du portefeuille d'actifs

Acquisition d'environ 75 % de VOO par Orange Belgium

Suite aux accords signés en décembre 2021, Orange a annoncé en juin 2023 l'acquisition de 75 % du capital moins une action de l'opérateur de télécommunication VOO par Orange Belgium. Cette acquisition représente un investissement de 1 349 millions d'euros nets de la trésorerie acquise. A l'issue de l'opération, Nethys conserve une participation minoritaire dans VOO et dispose de droits protectifs pour garantir la réalisation du projet industriel et social. Le Groupe a consenti à Nethys une promesse d'achat sur sa participation résiduelle dans VOO, exerçable pendant trois ans. A la date d'acquisition, un passif financier courant de 279 millions d'euros a été comptabilisé à ce titre (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

L'acquisition de VOO marque une étape importante dans les ambitions d'Orange en matière de convergence en Belgique et devrait générer d'importantes synergies, liées principalement au transfert de l'activité d'opérateur de réseaux mobiles virtuels (MVNO) de VOO sur le réseau d'Orange Belgium.

Conclusions de la revue stratégique d'Orange Bank et entrée en négociation exclusive avec BNP Paribas

Dans le cadre d'une revue stratégique, lancée il y a plusieurs mois, Orange a engagé une recherche de partenaire pour accompagner le développement de sa filiale bancaire. Fin juin 2023, le Conseil d'administration a donné son accord pour entrer en négociation exclusive avec BNP Paribas afin de définir un partenariat de référencement concernant le portefeuille clients d'Orange Bank en France et pour développer des solutions de financement des terminaux mobiles. Les deux groupes discuteront également des modalités de reprise de l'activité d'Orange Bank en Espagne. Les activités d'Orange Bank Africa ne sont pas concernées.

Ce partenariat apportera une solution de continuité pour les clients d'Orange Bank et s'inscrit dans l'intention de retirer progressivement Orange Bank du marché de la banque de détail en France et en Espagne. Orange Bank dispose aujourd'hui d'un bilan solide et continuera à répondre à l'ensemble de ses obligations réglementaires d'ici à son futur retrait du marché.

Cette opération ne remet pas en cause la trajectoire financière du Groupe 2023 – 2025 telle qu'elle a été exposée en février 2023 lors de la présentation du nouveau plan stratégique d'Orange (voir ci-dessus *Lead the future*, le nouveau plan stratégique d'Orange).

Ce projet sera soumis aux différentes procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel. Le Groupe travaillera également avec les autorités et régulateurs concernés (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Accord en vue de la cession de la totalité des titres d'OCS et Orange Studio au Groupe Canal+

Orange et le Groupe Canal+ ont annoncé en janvier 2023 la signature d'un accord en vue de l'acquisition par le Groupe Canal+ de la totalité des titres qu'Orange détient dans le bouquet de chaînes payantes OCS et dans Orange Studio, la filiale de coproduction de films et séries. A l'issue de cette transaction, le Groupe Canal+ deviendra l'actionnaire unique des deux sociétés.

Depuis leurs créations respectives en 2007 et 2008, la concurrence dans le secteur audiovisuel, notamment pour OCS, n'a cessé de s'intensifier avec l'émergence de puissantes plateformes internationales. Au travers de cet accord avec le Groupe Canal+, partenaire historique d'Orange et acteur européen de la création et de la distribution de contenus, le Groupe souhaite pérenniser le développement de ces deux filiales tout en préservant les emplois et le préfinancement de la création. Canal+ est actionnaire d'OCS depuis 2012 à hauteur de 33,34 % et est le premier distributeur d'OCS.

La finalisation de l'opération reste soumise à l'approbation des autorités compétentes en matière administrative, réglementaire et de concurrence et aux conditions suspensives de réalisation afférentes et / ou contractuelles (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Projet de création d'une co-entreprise avec Deutsche Telekom, Telefónica et Vodafone pour la mise en œuvre d'une plateforme technologique de publicité numérique en Europe

En février 2023, Orange, Deutsche Telekom, Telefónica et Vodafone ont annoncé leur projet de former une coentreprise dans le but de développer une plateforme technologique pour la publicité numérique (*ad tech*) en Europe. La plateforme est spécifiquement conçue pour apporter une amélioration majeure du contrôle, de la transparence et de la protection des données personnelles des consommateurs qui sont aujourd'hui collectées, distribuées et stockées à grande échelle par de grands acteurs non européens. Elle devrait bénéficier à la fois aux consommateurs, aux annonceurs et aux éditeurs. Sa création a été autorisée par la Commission européenne. Les quatre sociétés prendront des parts égales de 25 % chacune dans cette nouvelle coentreprise qui sera basée en Belgique et gérée par une direction indépendante.

1.1.4 Objectifs financiers et principaux risques et incertitudes

Le Groupe confirme à nouveau ses objectifs financiers tels que présentés au *Capital Market Day* du 16 février 2023, notamment pour 2023 (en données à base comparable et sans tenir compte des opérations de fusion et d'acquisition non encore finalisées) :

- un EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) en légère croissance ;
- des eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*) en forte baisse ;
- un cash-flow organique des activités télécoms (voir section 1.5.5 *Cash-flow organique des activités télécoms*) d'au moins 3,5 milliards d'euros ;
- et un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.7 *Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms*) inchangé autour de 2x à moyen terme.

Orange versera le 6 décembre 2023 un acompte sur le dividende 2023 de 0,30 euro en numéraire. Au titre de l'exercice 2023, le versement d'un dividende de 0,72 euro par action sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires de 2024.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont décrits à la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2022. A la date de publication du présent rapport, cette description reste valable et permet d'apprécier les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2023.

1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe

1.2.1 Chiffre d'affaires du Groupe

1.2.1.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires du Groupe par secteur ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
France	8 691	8 826	8 827	(1,5)%	(1,5)%
Europe	5 546	5 371	5 325	3,3 %	4,1 %
Espagne	2 321	2 265	2 265	2,5 %	2,5 %
Autres pays d'Europe	3 230	3 111	3 065	3,8 %	5,4 %
Eliminations	(5)	(5)	(5)	(13,2)%	(13,2)%
Afrique & Moyen-Orient	3 472	3 141	3 381	10,5 %	2,7 %
Entreprises	3 944	3 911	3 888	0,8 %	1,4 %
Totem	342	328	328	4,3 %	4,3 %
Opérateurs internationaux & Services partagés	763	771	772	(1,0)%	(1,1)%
Eliminations	(1 214)	(1 215)	(1 224)		
Chiffre d'affaires du Groupe	21 545	21 133	21 297	2,0 %	1,2 %

(1) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Chiffre d'affaires du Groupe par offre ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services de détail (B2C+B2B) ⁽²⁾	16 021	15 467	15 626	3,6 %	2,5 %
Services convergents	3 958	3 806	3 806	4,0 %	4,0 %
Services mobiles seuls	5 611	5 288	5 454	6,1 %	2,9 %
Services fixes seuls	4 467	4 556	4 567	(2,0)%	(2,2)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 985	1 816	1 799	9,3 %	10,3 %
Services aux opérateurs	3 389	3 602	3 638	(5,9)%	(6,9)%
Ventes d'équipements	1 586	1 458	1 465	8,8 %	8,2 %
Autres revenus	549	606	567	(9,4)%	(3,2)%
Chiffre d'affaires du Groupe	21 545	21 133	21 297	2,0 %	1,2 %

(1) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Au premier semestre 2023, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 21 545 millions d'euros, soit une hausse de 1,2 % en données historiques et de 2,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 1,2 % du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une hausse de 248 millions d'euros, intègre :

- l'effet négatif des variations de change, qui représente 226 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 210 millions d'euros ;
- l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 62 millions d'euros et qui comprend (i) l'effet de la prise de contrôle de VOO par Orange Belgium le 2 juin 2023 pour 42 millions d'euros (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (ii) l'effet de l'acquisition des sociétés SCRT et Telsys par Orange Cyberdefense le 8 novembre 2022 pour 20 millions d'euros ;
- et l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 412 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 412 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une progression de 2,0 %, résulte principalement :

- de la hausse de 323 millions d'euros (soit une progression de 6,1 %) des **Services mobiles seuls** relative (i) à la forte progression des services mobiles (prépayés et forfaits) dans la quasi-totalité des pays d'Afrique & Moyen-Orient, tirée en grande partie par la croissance des services de données, et (ii) accessoirement, à la hausse des forfaits mobiles seuls dans les Autres pays d'Europe et en France (en lien notamment avec les hausses tarifaires, voir section 1.1.3 *Faits marquants*) et pour les services aux Entreprises ;

- de l'augmentation de 169 millions d'euros (soit une hausse de 9,3 %) des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, principalement pour les services aux Entreprises (tirés par les services de cybersécurité et par les services de communication et de collaboration unifiés), et dans une moindre mesure, en Pologne ;
- de la progression de 152 millions d'euros (soit une hausse de 4,0 %) des **Services convergents**, en progression dans tous les pays européens, à l'exception de la Roumanie, en lien avec la progression du nombre de clients des services convergents, la pénétration des offres de fibre dans les bases de clients et les hausses tarifaires (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- et de la croissance de 128 millions d'euros (soit une hausse de 8,8 %) des **Ventes d'équipements**, dans la quasi-totalité des pays européens, avec une progression marquée en Espagne (forte demande de renouvellement de terminaux mobiles) et en Pologne (montée en gamme vers des produits à plus forte valeur, croissance des ventes d'équipements aux entreprises).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la diminution de 213 millions d'euros (soit une baisse de 5,9 %) des **Services aux opérateurs**, essentiellement en France, et dans une moindre mesure, en Europe :
 - en France, le recul des services aux opérateurs est lié principalement (i) au déclin des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre, (ii) à la diminution des activités de construction des réseaux de fibre optique (RIP), (iii) à la baisse de l'interconnexion mobile et fixe (due essentiellement au recul du trafic de la voix et des messages ainsi qu'aux baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel), et accessoirement (iv) à la baisse des cofinancements de lignes FTTH reçus des autres opérateurs, (v) en partie compensés par la progression des locations de lignes FTTH aux opérateurs tiers,
 - en Europe et pour les services aux Opérateurs internationaux, la diminution des services aux opérateurs résulte essentiellement (i) des baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appels mobiles et fixes, et (ii) du recul du transit international (en particulier en Espagne), (iii) partiellement compensés, en Europe, par la progression de l'itinérance nationale en Espagne,
 - au niveau du Groupe, ces évolutions sont partiellement compensées par la vente des droits d'usage du câble sous-marin Arimao reliant Cuba à la Martinique, par l'augmentation des services aux opérateurs dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en raison essentiellement de la mise en place d'un accord d'itinérance nationale en Egypte), et dans une moindre mesure, par la progression des activités de Totem ;
- par la décroissance de 89 millions d'euros (soit une baisse de 2,0 %) des **Services fixes seuls**, en raison principalement :
 - de la diminution des services fixes seuls pour les services aux Entreprises, liée (i) à la baisse des services de données, en raison essentiellement de la tendance générale à la transformation des technologies des services de données, notamment à l'international, et (ii) au recul des services de voix, avec la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique,
 - de la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit (téléphonie classique), principalement en France,
 - en partie compensées par la croissance des services fixes seuls haut débit dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (haut et très haut débit) et en France (en lien avec la progression des offres de fibre optique) ;
- et dans une moindre mesure, par la baisse de 57 millions d'euros (soit une hausse de 9,4 %) des **Autres revenus**, essentiellement en France, en raison principalement du recul de la construction de sites mobiles pour le compte de tiers (*build-to-suit*).

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel est détaillée dans la section 1.3 *Analyse par secteur opérationnel*.

1.2.1.2 Nombre d'accès des activités télécoms

Nombre d'accès des activités télécoms ⁽¹⁾ (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	11 642	11 552	11 552	0,8 %	0,8 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽²⁾	246 175	235 746	235 746	4,4 %	4,4 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	21 428	21 056	21 056	1,8 %	1,8 %
Accès mobiles seuls	224 748	214 690	214 690	4,7 %	4,7 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	97 434	90 138	90 138	8,1 %	8,1 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	148 741	145 607	145 607	2,2 %	2,2 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	44 613	45 916	45 916	(2,8)%	(2,8)%
Accès fixes <i>Retail</i>	30 527	31 072	31 072	(1,8)%	(1,8)%
Dont : Accès fixes Haut débit	24 475	24 002	24 002	2,0 %	2,0 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	15 076	13 224	13 224	14,0 %	14,0 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	11 642	11 552	11 552	0,8 %	0,8 %
Accès fixes seuls	12 833	12 450	12 450	3,1 %	3,1 %
Accès fixes Bas débit	6 051	7 070	7 070	(14,4)%	(14,4)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	14 087	14 845	14 845	(5,1)%	(5,1)%
Nombre d'accès mobiles et fixes des activités télécoms ⁽¹⁾	290 789	281 662	281 662	3,2 %	3,2 %

(1) Au 30 juin 2023, données hors accès de l'opérateur de télécommunication VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

1.2.2 Résultats opérationnels du Groupe

1.2.2.1 EBITDAaL du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDAaL du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	21 545	21 133	21 297	2,0 %	1,2 %
Achats externes ^{(1) (2)}	(9 331)	(9 002)	(9 039)	3,7 %	3,2 %
Charges commerciales, coûts d'équipements et contenus ^{(1) (2)}	(3 841)	(3 658)	(3 672)	5,0 %	4,6 %
Achats et reversements aux opérateurs ⁽¹⁾	(1 949)	(2 071)	(2 104)	(5,9)%	(7,4)%
Autres charges de réseau et charges informatiques ⁽¹⁾	(1 944)	(1 779)	(1 784)	9,3 %	8,9 %
Autres achats externes ^{(1) (2)}	(1 597)	(1 494)	(1 479)	6,9 %	8,0 %
Autres produits et charges opérationnels ^{(1) (2)}	184	149	145	23,9 %	27,4 %
Charges de personnel ^{(1) (2)}	(4 359)	(4 353)	(4 361)	0,1 %	(0,1)%
Impôts et taxes d'exploitation ^{(1) (2)}	(1 221)	(1 214)	(1 235)	0,5 %	(1,1)%
Dotations aux amortissements des actifs financés	(59)	(47)	(47)	24,0 %	24,0 %
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation ⁽²⁾	(742)	(756)	(762)	(1,8)%	(2,6)%
Pertes de valeur des droits d'utilisation ⁽²⁾	0	(1)	(1)	na	na
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽³⁾	(6)	(1)	(1)	ns	ns
Intérêts sur dettes locatives ⁽³⁾	(116)	(59)	(61)	97,6 %	90,0 %
EBITDAaL ⁽³⁾	5 895	5 849	5 934	0,8 %	(0,6)%

(1) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Données ajustées (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2023, l'EBITDAaL du groupe Orange ressort à 5 895 millions d'euros (dont 5 957 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 62 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en baisse de 0,6 % en données historiques et en hausse de 0,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022.

Le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 27,6 % au premier semestre 2023, en baisse de 0,5 point en données historiques et de 0,3 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2022.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 0,6 % de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 38 millions d'euros, s'explique :

- (i) par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 76 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 78 millions d'euros, et (ii) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 9 millions d'euros ;
- en partie compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 46 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 46 millions d'euros de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une hausse de 0,8 %, s'explique principalement :

- par la progression de 2,0 % du chiffre d'affaires, soit 412 millions d'euros ;
- par la baisse de 5,9 %, soit 123 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) résultant (i) du recul des charges d'interconnexion (particulièrement marqué en Europe, pour les services aux Opérateurs internationaux et en France) en lien avec la décroissance des revenus des services aux opérateurs, et lié en grande partie aux baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel et au recul du transit international dans plusieurs pays européens, (ii) en partie compensé par l'augmentation des charges de réseau en France et accessoirement en Europe (Pologne, Belgique), en raison notamment de la migration des clients sur les réseaux tiers à très haut débit ;
- et par l'augmentation de 23,9 %, soit 36 millions d'euros, des autres produits opérationnels ajustés (nets des autres charges opérationnelles ajustées, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), qui s'explique essentiellement (i) par l'évolution de divers litiges entre les deux périodes, et (ii) par la progression du Produit Net Bancaire (PNB, voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés) des Services Financiers Mobiles, (iii) partiellement compensées par la hausse des dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms (voir notes 4 et 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés) et par l'augmentation du coût du risque de crédit bancaire (voir notes 1.2, 1.3, 5.2 et 12.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la croissance de 5,0 %, soit 183 millions d'euros, des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), essentiellement liée à la progression des coûts des terminaux et autres équipements vendus, en Europe (en lien avec la progression des ventes d'équipements), pour les services aux Entreprises (en particulier les services de communication et de collaboration unifiés) et pour les services aux Opérateurs internationaux (dans le cadre de la vente des droits d'usage du câble sous-marin Arimao reliant Cuba à la Martinique) ;
- par l'augmentation de 9,3 %, soit 165 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) du fait (i) de la hausse des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles, principalement en France, accessoirement, dans les Autres pays d'Europe et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (ii) de la croissance des charges informatiques pour les services aux Entreprises (liée notamment à la croissance des services de cybersécurité) ;
- par l'augmentation de 6,9 %, soit 103 millions d'euros, des autres achats externes ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), relative principalement (i) à la progression des frais généraux (reprise des déplacements, augmentation des missions de conseil et d'assistance, recours à l'intérim, hausse des coûts d'énergie des véhicules), et (ii) à l'augmentation des charges immobilières (notamment avec l'effet d'indexation des loyers et la répercussion de la hausse des coûts d'énergie dans les charges locatives) ;
- et accessoirement, par la croissance de 97,6 %, soit 58 millions d'euros, des intérêts sur dettes locatives, qui résulte en grande partie de la hausse des taux d'intérêt impactant les taux d'actualisation appliqués aux nouveaux contrats depuis le 1^{er} janvier 2023 et des effets d'indexation des loyers dans le contexte inflationniste.

Entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, les charges de personnel ajustées (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) sont globalement stables (avec une hausse limitée de 0,1 %, soit 6 millions d'euros). Entre les deux périodes, le nombre moyen d'employés (équivalent temps plein, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) est en baisse de 3,1 % représentant une diminution de 4 066 employés en équivalent temps plein (majoritairement en France, et dans une moindre mesure, en Pologne et pour les Services partagés). Les salaires et charges ajustées sont en très légère hausse entre les deux périodes, le recul du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) étant notamment compensé par l'effet des politiques salariales en France et à l'international dans le contexte inflationniste (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.2.2.2 Résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDAaL au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques
EBITDAaL	5 895	5 849	5 934
Principaux litiges	57	(2)	(2)
Charges spécifiques de personnel	(265)	35	35
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	50	42	36
Coûts des programmes de restructuration	(70)	(40)	(41)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(31)	(21)	(21)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 604)	(3 498)	(3 585)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	3	3
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(4)	(1)	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(8)	(14)	1
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽¹⁾	6	1	1
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽¹⁾	116	59	61
Résultat d'exploitation	2 142	2 412	2 420

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2023, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 2 142 millions d'euros (dont 2 215 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 73 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en baisse de 11,5 % en données historiques et de 11,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 11,5 % du résultat d'exploitation du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 278 millions d'euros, s'explique :

- d'une part, (i) par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 32 millions d'euros (compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 37 millions d'euros), (ii) en partie compensé par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 24 millions d'euros ;
- et, d'autre part, par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 270 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 270 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 11,2 %, s'explique principalement :

- par l'augmentation de 301 millions d'euros des charges spécifiques de personnel. Cette augmentation est liée principalement aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositif relatif aux accords sur l'emploi des séniors en France) et s'explique essentiellement (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2023, d'une charge de 257 millions d'euros correspondant au complément de provision relatif à la réforme des retraites promulguée en avril 2023 en France, et (ii) par la comptabilisation, au premier semestre 2022, d'un gain actuariel de 84 millions d'euros lié à la courbe de taux d'actualisation en forte hausse dans le contexte macroéconomique de 2022 (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par la croissance de 106 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés (majoritairement en France, et accessoirement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient), en lien notamment avec les importants investissements réalisés ces dernières années, en particulier dans le cadre des déploiements des réseaux fixes (FTTH) et mobiles ;
- et accessoirement, par la hausse de 29 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration ;
- en partie compensées (i) par la progression de 104 millions d'euros de l'EBITDAaL hors intérêts sur dettes locatives (sans effet sur le résultat d'exploitation), et (ii) par la comptabilisation, au premier semestre 2023, d'un produit net sur principaux litiges de 57 millions d'euros, en raison principalement d'une reprise de provision de 97 millions d'euros dans le cadre du litige opposant Digicel à Orange (voir notes 5.2 et 14 de l'annexe aux comptes consolidés).

1.2.3 Résultat net du Groupe

	2023	2022 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation	2 142	2 420
Coût de l'endettement financier brut (hors actifs financés)	(528)	(297)
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽¹⁾	(6)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	130	(9)
Gain (perte) de change	(32)	(40)
Intérêts sur dettes locatives ⁽¹⁾	(116)	(61)
Autres produits et charges financiers	(40)	36
Résultat financier	(592)	(373)
Impôts sur les sociétés	(461)	(580)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 088	1 467
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	877	1 218
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	211	249

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2023, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 1 088 millions d'euros, contre 1 467 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une baisse de 378 millions d'euros. Cette diminution s'explique (i) par le recul de 278 millions d'euros du résultat d'exploitation et par la détérioration de 220 millions d'euros du résultat financier, (ii) en partie compensées par la diminution de 119 millions d'euros de la charge d'impôts sur les sociétés.

La détérioration de 220 millions d'euros du résultat financier (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés) entre les deux périodes résulte principalement :

- de l'augmentation du coût de l'endettement financier brut hors actifs financés, en raison essentiellement (i) de la variation de l'effet taux des dérivés couvrant la dette libellée en zloty polonais, et (ii) de la variation de juste valeur de dérivés mis en place pour profiter des conditions de marché actuelles favorables sur les émissions futures, et (iii) de l'augmentation des intérêts sur la part de l'endettement à taux variable et sur les financements à court terme dans un contexte de hausse des taux ;
- et dans une moindre mesure, (i) de l'augmentation des autres produits et charges financiers, et (ii) de la hausse des intérêts sur dettes locatives, qui résulte en grande partie de l'augmentation des taux d'intérêt impactant les taux d'actualisation appliqués aux nouveaux contrats depuis le 1^{er} janvier 2023 et des effets d'indexation des loyers dans le contexte inflationniste ;
- partiellement compensées par la progression des produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net, en raison de l'augmentation de la rémunération des placements sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt.

La diminution de 119 millions d'euros de la charge d'impôts sur les sociétés (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés) entre les deux périodes s'explique notamment par l'évolution du résultat comptable des entités du groupe d'intégration fiscale en France.

Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 13.6 de l'annexe aux comptes consolidés), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 877 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 1 218 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une diminution de 341 millions d'euros.

1.2.4 Résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé du Groupe est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé*.

1.2.5 Investissements du Groupe

Investissements incorporels et corporels du Groupe ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
eCAPEX	3 154	3 344	3 413	(5,7)%	(7,6)%
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés ⁽²⁾	153	124	124	23,2 %	23,3 %
Licences de télécommunication	383	162	244	136,1 %	56,9 %
Actifs financés ⁽³⁾	145	69	69	110,2 %	110,2 %
Investissements incorporels et corporels	3 834	3 699	3 850	3,6 %	(0,4)%

(1) Voir note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations sur le passage des CAPEX économiques (eCAPEX) aux investissements incorporels et corporels, voir section 1.5.3 eCAPEX.

(2) Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés inclus dans les CAPEX économiques (eCAPEX).

(3) Les actifs financés comprennent les décodeurs (*set-top box*, *STB*) en France financés par un intermédiaire bancaire et qui répondent au critère normatif de la définition d'une immobilisation selon IAS 16.

En **données historiques**, l'évolution des investissements incorporels et corporels du Groupe sont en léger recul entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023. Cette évolution résulte (i) principalement de l'effet négatif des variations de change (essentiellement l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro), et (ii) accessoirement de l'impact défavorable des variations de

périmètre et autres variations (iii) globalement compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse des investissements incorporels et corporels.

En **données à base comparable**, les investissements incorporels et corporels du Groupe sont en hausse entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, principalement en raison (i) de l'augmentation des dépenses relatives aux licences de télécommunication, et (ii) dans une moindre mesure, de la progression des dépenses liées aux actifs financés, (iii) en partie compensées par le recul des autres investissements incorporels et corporels.

Les investissements financiers (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) du Groupe sont détaillés dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et dans la section 1.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*.

1.2.5.1 CAPEX économiques

Au premier semestre 2023, les CAPEX économiques du groupe Orange représentent 3 154 millions d'euros (dont 3 133 millions d'euros au titre des activités télécoms et 20 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en baisse de 7,6 % en données historiques et de 5,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022. Le ratio de CAPEX économiques rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 14,5 % au premier semestre 2022, en baisse de 1,4 points en données historiques et de 1,2 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2022.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 7,6 % des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 259 millions d'euros, s'explique :

- par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 57 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 48 millions d'euros ;
- par l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations qui représente 12 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 190 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 190 millions d'euros des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 5,7 %, s'explique principalement :

- par la décroissance des investissements bruts dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH), essentiellement en France, et dans une moindre mesure, en Europe (Espagne, Pologne), après les importants déploiements réalisés ces dernières années. Au 30 juin 2023, le Groupe compte 68,3 millions de foyers raccordables au FTTH à travers le monde (en croissance de 12,6 % sur un an), dont 35,6 millions en France, 16,7 millions en Espagne, 12,5 millions dans les Autres pays d'Europe et 3,5 millions dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient. Le nombre total de foyers raccordables à l'ensemble des réseaux très haut débit (FTTH et réseaux câblés) s'élève quant à lui à 70,0 millions au 30 juin 2023 ;
- par la baisse des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients en France, en lien avec la progression des actifs financés (comptabilisés par ailleurs en investissements incorporels et corporels) ;
- par le recul des investissements dans les réseaux mobiles à très haut débit (4G / 5G) en Espagne, après les déploiements importants réalisés dans le pays les années précédentes ;
- et, dans une moindre mesure, par l'augmentation des cessions d'actifs immobilisés, essentiellement en France (en lien notamment avec la rotation des actifs induite par la commercialisation de la fibre optique) et en Pologne (cessions immobilières réalisées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier) ;
- en partie compensés (i) par la progression des investissements dans les réseaux des pays d'Afrique & Moyen-Orient, en lien avec la croissance de l'activité (investissements capacitaires) et l'évolution des usages, (ii) par l'augmentation des investissements liées à l'informatique et aux plateformes de service client, principalement en Europe (Belgique, Pologne et Roumanie) et en France, et (iii) par la baisse des cofinancements reçus des opérateurs tiers en France.

1.2.5.2 Licences de télécommunication

Au premier semestre 2023, les licences de télécommunication s'élèvent à 383 millions d'euros et concernent principalement (i) la Belgique pour 303 millions d'euros, principalement dans le cadre général de l'acquisition de licences 5G et du renouvellement du spectre existant 2G / 3G dans les bandes de fréquences 700 MHz, 900 MHz, 1 400 MHz, 1 800 MHz, 2 100 MHz et 3 600 MHz, et accessoirement, (ii) le Botswana pour 38 millions d'euros, et (iii) l'Espagne pour 31 millions d'euros.

Au premier semestre 2022, les licences de télécommunication s'élevaient à 244 millions d'euros en données historiques et concernaient principalement (i) l'Egypte pour 203 millions d'euros, avec l'acquisition de licences 4G dans la bande de fréquence 2 600 MHz, et accessoirement, (ii) la Slovaquie pour 16 millions d'euros (acquisition d'une licence 5G), et (iii) la Belgique pour 11 millions d'euros.

Par ailleurs, les licences de télécommunication peuvent donner lieu, dans certains cas, à des redevances annuelles comptabilisées en impôts et taxes d'exploitation dans le *Compte de résultat consolidé*.

1.3 Analyse par secteur opérationnel

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2023, 2022 en données à base comparable et 2022 en données historiques.

Pour plus de détails concernant les informations sectorielles, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Exercices clos le 30 juin (en millions d'euros)	France			Europe		Afrique & Moyen-Orient
	Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total Europe		
2023						
Chiffre d'affaires	8 691	2 321	3 230	(5)	5 546	3 472
EBITDAaL	2 859	582	848	-	1 430	1 260
Résultat d'exploitation	1 186	81	290	-	371	742
eCAPEX	1 429	347	407	-	754	648
Licences de télécommunication	0	31	313	-	344	38
Nombre moyen d'employés ⁽¹⁾	43 248	6 079	20 884	-	26 963	14 598
2022 – Données à base comparable						
Chiffre d'affaires	8 826	2 265	3 111	(5)	5 371	3 141
EBITDAaL	3 014	524	810	-	1 335	1 125
Résultat d'exploitation	1 470	(19)	260	-	242	694
eCAPEX	1 652	465	378	-	843	554
Licences de télécommunication	8	6	27	-	33	121
Nombre moyen d'employés	47 019	6 169	21 653	-	27 822	14 380
2022 – Données historiques						
Chiffre d'affaires	8 827	2 265	3 065	(5)	5 325	3 381
EBITDAaL	3 035	524	799	-	1 323	1 214
Résultat d'exploitation	1 436	(19)	278	-	260	739
eCAPEX	1 673	465	369	-	835	609
Licences de télécommunication	8	6	27	-	33	203
Nombre moyen d'employés	47 009	6 169	21 653	-	27 822	14 380

(1) Au 30 juin 2023, données hors effectifs de VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

Entreprises	Totem	Opérateurs Internationaux & Services Partagés	Eliminations Activités télécoms	Total Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations Groupe	Total Groupe
3 944	342	763	(1 210)	21 549	-	(4)	21 545
311	183	(86)	-	5 957	(62)	0	5 895
118	127	(329)	-	2 215	(73)	0	2 142
140	65	97	-	3 133	20	-	3 154
-	-	-	-	383	-	-	383
29 313	189	11 879	-	126 191	879	-	127 070
3 911	328	771	(1 211)	21 137	-	(4)	21 133
373	180	(122)	-	5 904	(56)	0	5 849
162	120	(197)	-	2 491	(80)	0	2 412
143	44	94	-	3 330	14	-	3 344
-	-	-	-	162	-	-	162
28 525	152	12 322	-	130 220	916	-	131 136
3 888	328	772	(1 220)	21 301	-	(4)	21 297
364	180	(128)	-	5 989	(56)	0	5 934
152	120	(207)	-	2 499	(80)	0	2 420
144	44	94	-	3 399	14	-	3 413
-	-	-	-	244	-	-	244
28 681	152	12 155	-	130 199	916	-	131 115

1.3.1 France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 691	8 826	8 827	(1,5)%	(1,5)%
EBITDAaL	2 859	3 014	3 035	(5,1)%	(5,8)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	32,9 %	34,1 %	34,4 %	(1,2 pt)	(1,5 pt)
Résultat d'exploitation	1 186	1 470	1 436	(19,3)%	(17,4)%
eCAPEX	1 429	1 652	1 673	(13,5)%	(14,6)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	16,4 %	18,7 %	19,0 %	(2,3 pt)	(2,5 pt)
Licences de télécommunication ⁽¹⁾	0	8	8	(99,4)%	(99,4)%
Nombre moyen d'employés	43 248	47 019	47 009	(8,0)%	(8,0)%

(1) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

1.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 691	8 826	8 827	(1,5)%	(1,5)%
Services de détail (B2C+B2B)	5 539	5 466	5 466	1,3 %	1,3 %
Services convergents	2 493	2 406	2 406	3,6 %	3,6 %
Services mobiles seuls	1 182	1 154	1 154	2,4 %	2,4 %
Services fixes seuls	1 865	1 907	1 907	(2,2)%	(2,2)%
Services fixes seuls haut débit	1 496	1 473	1 473	1,6 %	1,6 %
Services fixes seuls bas débit	369	434	434	(14,9)%	(14,9)%
Services aux opérateurs	2 257	2 452	2 455	(7,9)%	(8,1)%
Ventes d'équipements	584	552	552	5,7 %	5,7 %
Autres revenus	310	355	353	(12,7)%	(12,1)%

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 136 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 1,5 %, résulte principalement :

- de la décroissance des **Services aux opérateurs**, en raison (i) du déclin des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre, (ii) de la diminution des activités de construction des réseaux de fibre optique (RIP), (iii) du recul de l'interconnexion mobile et fixe (due essentiellement au recul du trafic de la voix et des messages ainsi qu'aux baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel), et (iv) accessoirement, de la baisse des cofinancements de lignes FTTH reçus des autres opérateurs, (v) en partie compensés par la progression des locations de lignes FTTH aux opérateurs tiers et par la croissance de l'itinérance (*roaming*) des visiteurs ;
- du recul des **Services fixes seuls bas débit**, en raison de la baisse tendancielle de la téléphonie classique (en recul de 14,9 %) et de la migration des clients vers les offres fixes haut débit (FTTH) et convergentes ;
- et de la diminution des **Autres revenus**, en raison principalement de la baisse de l'activité de construction de sites mobiles pour le compte de tiers (*build-to-suit*).

Cette diminution est en partie compensée :

- par l'augmentation du chiffre d'affaires des **Services convergents** qui continuent leur progression, avec une croissance de 0,9 % de la base de clients convergents sur un an. Cette croissance en volume s'accompagne par ailleurs d'une croissance en valeur. L'ARPO convergent semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) progresse de 2,9 % entre le 30 juin 2022 et le 30 juin 2023, porté (i) par les hausses tarifaires et (ii) par un effet mix favorable, avec des offres convergentes à plus forte valeur, notamment grâce à la fibre ;
- par la hausse des **Ventes d'équipements**, liée essentiellement à des ventes de terminaux mobiles à plus forte valeur ;
- par la croissance des **Services mobiles seuls**, tirée par la hausse de 3,7 % de l'ARPO mobile seul semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) entre les deux périodes. La base d'accès mobiles seuls est en diminution de 3,2 % sur un an sous l'effet essentiellement de la baisse de la base d'accès mobiles prépayés ;
- et par la progression des **Services fixes seuls haut débit**, en raison de la croissance de 0,6 % de l'ARPO fixe seul haut débit semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) entre les deux périodes. La base d'accès fixes seuls haut débit est en léger recul de 0,2 % sur un an.

1.3.1.2 EBITDAaL – France

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 176 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique :

- d'une part, (i) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations qui s'établit à 23 millions d'euros, (ii) en partie compensé par l'impact favorable des variations de change pour 1 million d'euros ;
- et, d'autre part, par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 155 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 155 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement :

- (i) par la baisse de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par l'augmentation des autres charges de réseau (charges d'exploitation et de maintenance du réseau), en raison principalement de la hausse des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), (iii) par la progression des charges de réseau, liée essentiellement à la migration des clients sur les réseaux tiers à très haut débit (FTTH), et (iv) par la diminution des autres produits et charges opérationnelles, en raison notamment du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2022, d'un remboursement d'assurance relatif aux dommages causés par la tempête Alex ;
- en partie compensées (i) par la diminution des charges de personnel, en raison principalement de la baisse du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) entre les deux périodes, et (ii) par le recul des charges d'interconnexion, en lien avec la décroissance des revenus des services aux opérateurs, et lié en grande partie au recul du trafic de la voix et des messages ainsi qu'aux baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel.

1.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 250 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 33 millions d'euros, (ii) l'impact favorable des variations de change pour 1 million d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 284 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 284 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement :

- par le recul de 155 millions d'euros de l'EBITDAaL ;
- par la hausse de 149 millions d'euros des charges spécifiques de personnel. Cette augmentation est liée principalement aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS) et s'explique essentiellement par la comptabilisation, au premier semestre 2023, du complément de provision relatif à la réforme des retraites promulguée en avril 2023 en France (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par l'augmentation des dotations aux amortissements des actifs immobilisés sous l'effet des importants investissements réalisés ces dernières années, en particulier dans le cadre des déploiements des réseaux fixes (FTTH) et mobiles ;
- partiellement compensés (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2023, d'une reprise de provision de 97 millions d'euros dans le cadre du litige opposant Digicel à Orange (voir notes 5.2 et 14 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) dans une moindre mesure, par la baisse des coûts des programmes de restructuration.

1.3.1.4 CAPEX économiques – France

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 243 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique (i) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 21 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 223 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 223 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement :

- par la forte décroissance des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH), après les importants investissements réalisés ces dernières années ;
- par le recul des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en lien notamment avec la progression des actifs financés (comptabilisés par ailleurs en investissements incorporels et corporels) ;

- et, dans une moindre mesure, par l'augmentation des cessions d'actifs immobilisés (en raison notamment avec la rotation des actifs induite par la commercialisation de la fibre optique) ;
- en partie compensés par la baisse des cofinancements reçus des opérateurs tiers.

1.3.1.5 Informations complémentaires – France

France (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	5 962	5 909	5 909	0,9 %	0,9 %
ARPO convergent (sur 6 mois, en euros) ⁽²⁾	72,6	70,6	70,6	2,9 %	2,9 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽¹⁾	21 693	21 873	21 873	(0,8)%	(0,8)%
Dont : Accès mobiles des clients convergents	10 191	9 990	9 990	2,0 %	2,0 %
Accès mobiles seuls	11 502	11 883	11 883	(3,2)%	(3,2)%
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	20 667	20 279	20 279	1,9 %	1,9 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	1 026	1 593	1 593	(35,6)%	(35,6)%
ARPO mobile seul (sur 6 mois, en euros) ⁽²⁾	17,7	17,0	17,0	3,7 %	3,7 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	27 586	28 871	28 871	(4,4)%	(4,4)%
Accès fixes <i>Retail</i>	14 859	15 333	15 333	(3,1)%	(3,1)%
Dont : Accès fixes Haut débit	12 370	12 332	12 332	0,3 %	0,3 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	7 706	6 537	6 537	17,9 %	17,9 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 962	5 909	5 909	0,9 %	0,9 %
Accès fixes seuls	6 409	6 424	6 424	(0,2)%	(0,2)%
ARPO fixe seul haut débit (sur 6 mois, en euros) ⁽²⁾	36,3	36,1	36,1	0,6 %	0,6 %
Dont : Accès fixes Bas débit	2 488	3 001	3 001	(17,1)%	(17,1)%
Dont : Accès RTC	2 457	2 967	2 967	(17,2)%	(17,2)%
Autres accès fixes	31	33	33	(7,4)%	(7,4)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	12 728	13 538	13 538	(6,0)%	(6,0)%
Dont : Accès FTTH	6 656	5 788	5 788	15,0 %	15,0 %
Accès Cuivre	6 072	7 750	7 750	(21,6)%	(21,6)%

(1) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.2 Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 546	5 371	5 325	3,3 %	4,1 %
EBITDAaL	1 430	1 335	1 323	7,1 %	8,1 %
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	25,8 %	24,9 %	24,8 %	0,9 pt	0,9 pt
Résultat d'exploitation	371	242	260	53,7 %	43,0 %
eCAPEX	754	843	835	(10,7)%	(9,7)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	13,6 %	15,7 %	15,7 %	(2,1 pt)	(2,1 pt)
Licences de télécommunication ⁽¹⁾	344	33	33	ns	ns
Nombre moyen d'employés ⁽²⁾	26 963	27 822	27 822	(3,1)%	(3,1)%

(1) Voir section 1.2.5.2 *Licences de télécommunication*.

(2) Au 30 juin 2023, données hors effectifs de VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.2.1 Chiffre d'affaires – Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 546	5 371	5 325	3,3 %	4,1 %
Services de détail (B2C+B2B)	3 791	3 648	3 642	3,9 %	4,1 %
Services convergents	1 466	1 400	1 400	4,7 %	4,7 %
Services mobiles seuls	1 449	1 414	1 414	2,5 %	2,5 %
Services fixes seuls	614	615	614	(0,0)%	0,1 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	262	219	214	19,2 %	22,1 %
Services aux opérateurs	814	875	877	(7,1)%	(7,2)%
Ventes d'équipements	822	720	719	14,3 %	14,3 %
Autres revenus	120	128	87	(6,2)%	37,4 %

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 546	5 371	5 325	3,3 %	4,1 %
Espagne	2 321	2 265	2 265	2,5 %	2,5 %
Pologne	1 375	1 294	1 292	6,3 %	6,4 %
Belgique & Luxembourg	740	719	677	2,9 %	9,3 %
Europe centrale ⁽¹⁾	1 117	1 101	1 099	1,4 %	1,6 %
Eliminations	(8)	(9)	(9)		

(1) Europe centrale : entités en Moldavie, en Roumanie et en Slovaquie.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 221 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 42 millions d'euros, en raison de la prise de contrôle de VOO par Orange Belgium le 2 juin 2023 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- par l'effet positif des variations de change pour 3 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 176 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 176 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une hausse de 3,3 %, s'explique principalement :

- par la progression des **Ventes d'équipements**, essentiellement en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*) et en Pologne (liée à une demande de terminaux à plus forte valeur et à la croissance des ventes d'équipements aux entreprises) ;
- par l'augmentation des **Services convergents**, principalement en Belgique (en hausse de 14,9 % sur un an), en Pologne (en progression de 8,1 % sur un an), en Espagne (en croissance de 1,6 % sur un an) et en Slovaquie (en croissance de 30,9 % sur un an), porté notamment par la progression des ARPO convergents semestriels et en lien principalement avec les hausses tarifaires intervenues en 2022 et au premier semestre 2023 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Par ailleurs, la base de clients convergents en Europe s'élève à 5,7 millions de clients au 30 juin 2023, en augmentation de 0,7 % sur un an ;
- par la progression des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, essentiellement en Pologne ;
- et par la hausse des **Services mobiles seuls** dans tous les pays à l'exception de l'Espagne, tirée essentiellement par la croissance des ARPO mobiles seuls semestriels (en lien notamment avec les hausses tarifaires, voir section 1.1.3 *Faits marquants*). La base d'accès mobiles seuls est en retrait de 0,6 % sur un an, en raison principalement de la baisse tendancielle des offres prépayées et de la migration continue des clients avec forfaits mobiles seuls vers les offres convergentes ;
- en partie compensées par la diminution des **Services aux opérateurs** dans tous les pays, essentiellement due aux baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appels (mobiles et fixes) et au recul du transit international (en particulier en Espagne).

1.3.2.2 EBITDAaL – Europe

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 107 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 résulte (i) de l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 10 millions d'euros, en raison de la prise de contrôle de VOO par Orange Belgium le 2 juin 2023 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), (ii) de l'effet positif des

variations de change pour 1 million d'euros, et (iii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 95 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 95 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement :

- (i) par la hausse de 176 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la baisse des achats et reversements aux opérateurs, en raison du recul des charges d'interconnexion (en lien avec les baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel et le recul de l'activité de transit international), (iii) par la diminution des autres charges opérationnelles, en raison notamment par l'évolution de divers litiges entre les deux périodes, et (iv) par la baisse des impôts et taxes d'exploitation ;
- en partie compensés (i) par la progression des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus, en raison essentiellement de la croissance des ventes d'équipements en Pologne et en Espagne, (ii) par la hausse des autres charges de réseau (charges d'exploitation et de maintenance du réseau) et charges informatiques, du fait de la hausse des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles dans les Autres pays d'Europe (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) et de l'augmentation du trafic, (iii) par la progression des charges de personnel, en raison principalement de la hausse des salaires entre les deux périodes dans un contexte d'inflation généralisée (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (iv) par l'augmentation des intérêts sur dettes locatives.

1.3.2.3 Résultat d'exploitation – Europe

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 112 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 18 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 130 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 130 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement (i) par la croissance de 95 millions d'euros de l'EBITDAaL et, (ii) dans une moindre mesure, par la baisse des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, essentiellement en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*).

1.3.2.4 CAPEX économiques – Europe

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 81 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 9 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 90 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 90 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 résulte essentiellement (i) de la baisse des investissements dans les réseaux en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*), (ii) en partie compensée par la croissance des investissements dans les Autres pays d'Europe, principalement en Belgique et en Roumanie (investissements informatiques d'une part, ainsi que terminaux loués, Livebox et équipements installés chez les clients d'autre part).

1.3.2.5 Informations complémentaires – Europe

Europe ⁽¹⁾ (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	5 681	5 643	5 643	0,7 %	0,7 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽²⁾	54 727	54 820	54 820	(0,2)%	(0,2)%
Dont : Accès mobiles des clients convergents	11 237	11 066	11 066	1,5 %	1,5 %
Accès mobiles seuls	43 490	43 753	43 753	(0,6)%	(0,6)%
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	43 362	41 861	41 861	3,6 %	3,6 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	11 365	12 959	12 959	(12,3)%	(12,3)%
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	12 070	12 527	12 527	(3,7)%	(3,7)%
Accès fixes <i>Retail</i>	10 711	11 220	11 220	(4,5)%	(4,5)%
Dont : Accès fixes Haut débit	8 807	8 913	8 913	(1,2)%	(1,2)%
Dont : Accès fixes Très haut débit	6 297	5 924	5 924	6,3 %	6,3 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 681	5 643	5 643	0,7 %	0,7 %
Accès fixes seuls	3 127	3 270	3 270	(4,4)%	(4,4)%
Dont : Accès fixes Bas débit	1 904	2 308	2 308	(17,5)%	(17,5)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	1 359	1 307	1 307	4,0 %	4,0 %

(1) Au 30 juin 2023, données hors accès de l'opérateur de télécommunication VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

1.3.2.6 Informations complémentaires – Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 321	2 265	2 265	2,5 %	2,5 %
EBITDAaL	582	524	524	11,0 %	11,0 %
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	<i>25,1 %</i>	<i>23,1 %</i>	<i>23,1 %</i>	<i>1,9 pt</i>	<i>1,9 pt</i>
Résultat d'exploitation	81	(19)	(19)	na	na
eCAPEX	347	465	465	(25,5)%	(25,5)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,9 %</i>	<i>20,5 %</i>	<i>20,5 %</i>	<i>(5,6 pt)</i>	<i>(5,6 pt)</i>
Licences de télécommunication ⁽¹⁾	31	6	6	385,5 %	385,5 %
Nombre moyen d'employés	6 079	6 169	6 169	(1,5)%	(1,5)%

(1) Voir section 1.2.5.2 *Licences de télécommunication*.

Chiffre d'affaires – Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 321	2 265	2 265	2,5 %	2,5 %
Services de détail (B2C+B2B)	1 589	1 565	1 565	1,5 %	1,5 %
Services convergents	946	931	931	1,6 %	1,6 %
Services mobiles seuls	389	399	399	(2,4)%	(2,4)%
Services fixes seuls	231	217	217	6,3 %	6,3 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	23	18	18	29,5 %	29,5 %
Services aux opérateurs	384	406	406	(5,4)%	(5,4)%
Ventes d'équipements	347	293	293	18,2 %	18,2 %
Autres revenus	1	0	0	141,8 %	141,8 %

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la progression de 56 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre les deux périodes, soit une hausse de 2,5 %, résulte essentiellement :

- de la progression des **Ventes d'équipements**, en raison notamment d'une forte demande de renouvellement de terminaux mobiles et à plus forte valeur ;
- de la croissance du chiffre d'affaires des **Services convergents**, essentiellement portée par la croissance de l'ARPO convergent semestriel (en hausse de 4,2% sur un an) grâce notamment à la refonte des offres convergentes en août 2022 et à une politique de promotion modérée, permettant de compenser l'érosion de la base de clients (en retrait de 2,5 % sur un an) ;

- et de la hausse des **Services fixes seuls**, tirée à la fois (i) par l'augmentation des Services fixes seuls haut débit, en raison de la croissance de 3,4 % de la base d'accès fixes seuls haut débit sur un an, et de la progression de 3,2 % de l'ARPO fixe seul haut débit semestriel, et (ii) par la croissance des Services d'intégration et des technologies de l'information ;
- partiellement compensées (i) par la diminution des **Services aux opérateurs**, principalement liée à la baisse des tarifs des terminaisons d'appel et au recul du transit international, et (ii) par le recul des **Services mobiles seuls**, en raison principalement de la poursuite de la migration du marché vers les offres d'entrée de gamme et vers les offres convergentes, entraînant une stabilité de l'ARPO mobile seul semestriel sur un an.

EBITDAaL – Espagne

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la croissance de 58 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Espagne entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique :

- (i) par la hausse de 56 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la diminution des achats et reversements aux opérateurs, principalement liée à la baisse des tarifs des terminaisons d'appel et au recul du transit international, et (iii) par la baisse des impôts et taxes d'exploitation ;
- en partie compensées par la progression des charges commerciales et coûts d'équipements, en lien avec la croissance des ventes d'équipements.

Résultat d'exploitation – Espagne

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 100 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Espagne entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement (i) par la progression de 58 millions d'euros de l'EBITDAaL, et (ii) par la baisse des dotations aux amortissements des actifs immobilisés en raison essentiellement du contre-effet de la fin d'amortissement des actifs de la base d'abonnés de Jazztel au premier semestre 2022.

CAPEX économiques – Espagne

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 119 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Espagne entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 est due essentiellement au recul des investissements dans les réseaux et résulte principalement (i) de la baisse des dépenses d'investissements dans les réseaux mobiles à très haut débit (4G / 5G) et des investissements capacitaires, après les importants investissements réalisés ces dernières années, et (ii) dans une moindre mesure, de la diminution des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH).

1.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 472	3 141	3 381	10,5 %	2,7 %
EBITDAaL	1 260	1 125	1 214	12,0 %	3,8 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	36,3 %	35,8 %	35,9 %	0,5 pt	0,4 pt
Résultat d'exploitation	742	694	739	6,9 %	0,3 %
eCAPEX	648	554	609	17,1 %	6,4 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	18,7 %	17,6 %	18,0 %	1,0 pt	0,6 pt
Licences de télécommunication ⁽¹⁾	38	121	203	(68,2)%	(81,1)%
Nombre moyen d'employés	14 598	14 380	14 380	1,5 %	1,5 %

(1) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

L'Afrique et le Moyen-Orient continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2022.

1.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 472	3 141	3 381	10,5 %	2,7 %
Services de détail (B2C+B2B)	3 083	2 795	2 984	10,3 %	3,3 %
Services mobiles seuls	2 652	2 413	2 578	9,9 %	2,8 %
Services fixes seuls	411	362	384	13,4 %	6,9 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	21	19	21	5,9 %	(1,6)%
Services aux opérateurs	324	284	324	14,3 %	0,1 %
Ventes d'équipements	43	48	55	(9,0)%	(21,2)%
Autres revenus	21	15	18	38,5 %	15,8 %

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 472	3 141	3 381	10,5 %	2,7 %
Sous-groupe Sonatel ⁽¹⁾	1 210	1 079	1 087	12,2 %	11,3 %
Sous-groupe Côte d'Ivoire ⁽²⁾	760	732	732	3,8 %	3,9 %
Egypte	368	288	503	27,7 %	(26,8)%
Maroc	352	326	338	8,0 %	4,0 %
Jordanie	227	223	221	1,8 %	2,9 %
Cameroun	227	205	205	10,9 %	10,9 %
Congo (RDC)	215	193	191	11,3 %	12,7 %
Autres pays ⁽³⁾	146	129	138	13,2 %	5,7 %
Eliminations	(35)	(35)	(35)		

(1) Sous-groupe Sonatel : entités au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone.

(2) Sous-groupe Côte d'Ivoire : entités en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Libéria.

(3) Autres pays : entités principalement au Botswana, en Centrafrique (RCA) et à Madagascar.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 91 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'impact négatif des variations de change pour 239 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 210 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 330 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 330 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une hausse de 10,5 %, s'explique principalement :

- par la hausse des **Services mobiles seuls**, portée (i) par la progression des services de données, en augmentation de 17,9 % sur un an, tirée notamment par la dynamique de la base de clients 4G qui croît de 15,9 % sur un an pour atteindre 56,7 millions de clients au 30 juin 2023, et (ii) par l'augmentation de 23,1 % du chiffre d'affaires d'Orange Money sur un an, en raison notamment de la croissance de 26,0% de la base de clients actifs. Par ailleurs, la base d'accès mobiles continue sa progression et affiche une hausse de 5,0 % sur un an ;
- par la croissance des **Services fixes seuls**, tirée par le développement des services fixes seuls haut débit, qui augmentent de 17,4 % sur un an. La base d'accès fixes seuls haut débit atteint 3,1 millions de clients au 30 juin 2023, en progression de 21,9 % sur un an ;
- et par la progression des **Services aux opérateurs**, en raison essentiellement de la mise en place d'un accord d'itinérance nationale en Egypte.

1.3.3.2 EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 46 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, intègre (i) l'effet négatif des variations de change pour 89 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 135 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 135 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement par la croissance de 330 millions d'euros du chiffre d'affaires, partiellement compensée :

- par la progression des impôts et taxes d'exploitation, en lien avec la croissance de l'activité ;
- par la hausse des autres charges de réseau (charges d'exploitation et de maintenance du réseau) et charges informatiques, en raison de la croissance du trafic, de la poursuite des déploiements des réseaux dans l'ensemble des pays et de l'augmentation des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- par la croissance des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus, en raison notamment (i) de la hausse des coûts des cartes SIM dans plusieurs pays, (ii) de la signature d'un accord de distribution en Egypte et (iii) de l'augmentation des commissions dans le cadre du renforcement d'Orange Money ;
- par l'augmentation des charges de personnel, essentiellement des salaires et charges, dans la quasi-totalité des pays de la zone ;
- par la croissance des autres achats externes, principalement les frais généraux et les charges immobilières ;
- et par l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs, en lien avec la croissance des revenus des services aux opérateurs, et liée en grande partie à la mise en place d'un accord d'itinérance nationale en Egypte.

1.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 2 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, intègre (i) l'effet négatif des variations de change pour 45 millions d'euros, compté essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 48 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 48 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement par la hausse de 135 millions d'euros de l'EBITDAaL, en partie compensée (i) par l'augmentation des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, essentiellement en Côte d'Ivoire et au Congo (RDC), en lien notamment avec les importants investissements réalisés ces dernières années, et (ii) par la comptabilisation, au premier semestre 2023, d'une charge nette sur principaux litiges de 38 millions d'euros.

1.3.3.4 CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 39 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique et Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'effet négatif des variations de change, soit 56 millions d'euros, compté essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 95 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 95 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux des pays de la zone afin de soutenir la croissance de l'activité (investissements capacitaires) et l'évolution des usages.

1.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽¹⁾	146 172	139 212	139 212	5,0 %	5,0 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	9 822	8 156	8 156	20,4 %	20,4 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	136 350	131 055	131 055	4,0 %	4,0 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	3 889	3 319	3 319	17,2 %	17,2 %
Accès fixes <i>Retail</i>	3 889	3 319	3 319	17,2 %	17,2 %
Dont : Accès fixes Haut débit	3 060	2 509	2 509	21,9 %	21,9 %
Accès fixes Bas débit	830	810	810	2,4 %	2,4 %

(1) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

1.3.4 Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 944	3 911	3 888	0,8 %	1,4 %
EBITDAaL	311	373	364	(16,7)%	(14,7)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	7,9 %	9,5 %	9,4 %	(1,7 pt)	(1,5 pt)
Résultat d'exploitation	118	162	152	(27,3)%	(22,4)%
eCAPEX	140	143	144	(1,7)%	(2,4)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	3,6 %	3,6 %	3,7 %	(0,1 pt)	(0,1 pt)
Nombre moyen d'employés	29 313	28 525	28 681	2,8 %	2,2 %

Le plan stratégique *Lead the future* porte une ambition forte de transformation et de simplification d'Orange Business, dont le marché est en profonde mutation, vers un modèle d'Entreprise de Services Numériques (ESN, voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 944	3 911	3 888	0,8 %	1,4 %
Services fixes seuls	1 641	1 748	1 738	(6,2)%	(5,6)%
Services de voix ⁽¹⁾	464	516	514	(10,2)%	(9,7)%
Services de données ⁽²⁾	1 177	1 232	1 224	(4,5)%	(3,9)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 794	1 676	1 663	7,1 %	7,9 %
Services et équipements mobiles ⁽³⁾	509	487	487	4,4 %	4,5 %
Services mobiles seuls	348	326	325	7,0 %	7,0 %
Services aux opérateurs	20	20	20	0,4 %	0,4 %
Ventes d'équipements	140	141	141	(0,9)%	(0,9)%

(1) Les Services de voix comprennent (i) les offres de voix historiques (accès au Réseau Téléphonique Commuté, RTC), (ii) les produits de Voix sur IP (VoIP), (iii) les services d'audioconférence, (iv) le trafic entrant pour centres d'appels, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix.

(2) Les Services de données comprennent (i) les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), (ii) les services ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique, (iii) les services de télédiffusion satellitaire (*broadcast*), (iv) les offres de nomadisme Business Everywhere, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de données.

(3) Les Services et équipements mobiles comprennent (i) les services mobiles seuls, (ii) les services aux opérateurs, correspondant au trafic mobile entrant des entreprises facturé aux autres opérateurs, et (iii) les ventes d'équipements mobiles.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 56 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique :

- par l'impact positif des variations de périmètre et autres variations pour 20 millions d'euros, lié à l'acquisition des sociétés SCRT et Telsys par Orange Cyberdefense le 8 novembre 2022 ;
- par l'effet favorable des variations de change, soit 3 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 33 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 33 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une hausse de 0,8 %, s'explique principalement :

- par la progression des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, portés par les besoins croissants des entreprises dans le domaine des services de cybersécurité se traduisant par un chiffre d'affaires de 533 millions d'euros pour Orange Cyberdefense au premier semestre 2023 (en augmentation de 11,4 % sur un an) et des services d'intégration (en hausse de 9,5 % sur un an), incluant notamment les services de communication et de collaboration unifiés ;
- et par la croissance des **Services et équipements mobiles**, en raison notamment de l'augmentation de la base de clients, et de la progression des nouveaux services mobiles tels que les réseaux mobiles privés (PMR) ;
- en partie compensées par le recul des **Services fixes seuls**, impactés à la fois (i) par la décroissance des **Services de données**, qui résulte de la tendance générale à la transformation des technologies des services de données, (ii) et par le recul des **Services de voix**, qui continuent d'être affectés par la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique, principalement en France.

1.3.4.2 EBITDAaL – Entreprises

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 54 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'impact favorable des variations de change pour 5 millions d'euros, (ii) l'effet positif des variations de

périmètre et autres variations pour 4 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 62 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 62 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement :

- par la croissance des charges commerciales et coûts d'équipements, en lien avec la progression des ventes d'équipements pour les services de communication et de collaboration unifiés ;
- par la hausse des charges informatiques, liée notamment à la croissance des services de cybersécurité ;
- par l'augmentation des charges de personnel, en raison notamment de la progression du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) et liée au développement des services d'intégration et des technologies de l'information dans le contexte de transformation d'Orange Business vers un modèle d'Entreprise de Services Numériques (ESN, voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par la croissance des autres achats externes, relative principalement à la hausse des coûts de construction de réseau pour revente à autrui, en lien avec le développement des services d'intégration et des technologies de l'information ;
- en partie compensées (i) par la baisse des autres charges opérationnelles, (ii) par la progression de 33 millions d'euros du chiffre d'affaires, et (iii) par la diminution des achats et reversements aux opérateurs, en lien notamment avec la baisse du trafic voix.

1.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 34 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'effet favorable des variations de change, soit 6 millions d'euros, (ii) l'impact positif des variations de périmètre et autres variations pour 4 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 44 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 44 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement :

- par le recul de 62 millions d'euros de l'EBITDAaL ;
- et par la hausse de 25 millions d'euros des charges spécifiques de personnel. Cette augmentation est liée principalement aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS) et s'explique essentiellement par la comptabilisation, au premier semestre 2023, du complément de provision relatif à la réforme des retraites promulguée en avril 2023 en France (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensés par la baisse des dotations aux amortissements des actifs immobilisés et par la progression du résultat de cession des actifs immobilisés.

1.3.4.4 CAPEX économiques – Entreprises

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 4 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'impact négatif des variations de change, soit 1 million d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 2 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 2 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement par l'augmentation des cessions d'actifs immobilisés avec la vente d'un immeuble aux Etats-Unis par Globecast.

1.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles en France ⁽¹⁾	23 583	19 842	19 842	18,9 %	18,9 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes en France	1 068	1 199	1 199	(11,0)%	(11,0)%
Accès fixes <i>Retail</i>	1 068	1 199	1 199	(11,0)%	(11,0)%
Dont : Accès fixes Haut débit	238	248	248	(4,0)%	(4,0)%
Accès fixes Bas débit	830	951	951	(12,8)%	(12,8)%
Accès IP-VPN dans le monde ⁽²⁾	337	348	348	(3,1)%	(3,1)%
Dont : Accès IP-VPN en France ⁽²⁾	294	300	300	(2,1)%	(2,1)%

(1) Clients avec forfaits. Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(2) Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

1.3.5 Totem

Totem (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	342	328	328	4,3 %	4,3 %
EBITDAaL	183	180	180	1,6 %	1,6 %
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	53,4 %	54,8 %	54,8 %	(1,4 pt)	(1,4 pt)
Résultat d'exploitation	127	120	120	6,0 %	6,0 %
eCAPEX	65	44	44	47,8 %	47,8 %
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	19,0 %	13,4 %	13,4 %	5,6 pt	5,6 pt
Nombre moyen d'employés	189	152	152	24,4 %	24,4 %

1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Totem

Totem (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	342	328	328	4,3 %	4,3 %
Services aux opérateurs	342	328	328	4,3 %	4,3 %
Autres revenus	-	-	-	-	-

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires de Totem entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une hausse de 4,3 %, s'explique principalement :

- par la progression des activités d'études et travaux de réaménagement de sites en France ;
- et par l'augmentation de 4,1 % du chiffre d'affaires d'hébergement sur un an. Au premier semestre 2023, 16,4 % des revenus d'hébergement proviennent de clients externes, en hausse de 0,3 point par rapport au premier semestre 2022.

Au 30 juin 2023, Totem compte près de 27 200 sites et environ 37 500 occupants actifs sur ces sites, soit un taux d'occupation de 1,38 occupant par site.

1.3.5.2 EBITDAaL – Totem

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 3 millions d'euros de l'EBITDAaL de Totem entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique essentiellement par la hausse de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires, en partie compensée :

- par la hausse des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, des intérêts sur dettes locatives et des charges immobilières (en autres achats externes), en raison de l'augmentation des coûts de location des baux dans le contexte inflationniste (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) et de la hausse du nombre de sites loués accompagnant la croissance de l'activité d'hébergement ;
- et accessoirement, par l'augmentation des charges de personnel, en lien notamment avec la croissance de l'activité et la montée en charge de la société créée fin 2021.

1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Totem

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 7 millions d'euros du résultat d'exploitation de Totem entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 résulte de la croissance de 3 millions d'euros de l'EBITDAaL.

1.3.5.4 CAPEX économiques – Totem

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 21 millions d'euros des CAPEX économiques de Totem entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 résulte principalement de la forte augmentation des études et travaux, du développement de la construction de nouveaux sites mobiles et de la hausse des déploiements (notamment 5G).

1.3.6 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	763	771	772	(1,0)%	(1,1)%
EBITDAaL	(86)	(122)	(128)	29,8 %	32,9 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	(11,2)%	(15,8)%	(16,5)%	4,6 pt	5,3 pt
Résultat d'exploitation	(329)	(197)	(207)	(67,4)%	(58,8)%
eCAPEX	97	94	94	3,0 %	2,9 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	12,7 %	12,2 %	12,2 %	0,5 pt	0,5 pt
Nombre moyen d'employés	11 879	12 322	12 155	(3,6)%	(2,3)%

1.3.6.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données à base comparable	2022 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	763	771	772	(1,0)%	(1,1)%
Services aux opérateurs	516	538	539	(4,0)%	(4,1)%
Autres revenus	247	233	234	6,1 %	5,7 %

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 9 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique (i) par l'impact défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 1 million d'euros, (ii) par l'effet négatif des variations de change pour 1 million d'euros, et (iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 7 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 7 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, soit une baisse de 1,0 %, s'explique :

- par la diminution de 22 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, liée (i) à la baisse tendancielle du trafic de la voix et au recentrage des services vers les activités à plus forte valeur, (i) en partie compensés par la vente des droits d'usage du câble sous-marin Arimao reliant Cuba à la Martinique et par l'augmentation des services mobiles de données (en raison de la croissance du marché et de la hausse des déplacements) ;
- en partie compensée par la croissance de 14 millions d'euros des **Autres revenus**. Cette progression résulte (i) de l'augmentation des revenus de Sofrecom, et (ii) de la progression du chiffre d'affaires d'Orange Marine, en raison, d'une part, de l'augmentation des activités d'études et de pose de câbles, et d'autre part, de la vente d'un robot sous-marin, (iii) partiellement compensées par le recul du chiffre d'affaires des activités de contenus (OCS et Orange Studio, en cours de cession, voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.6.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'amélioration de 42 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique (i) par l'impact favorable des variations de change pour 6 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 36 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'amélioration de 36 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 résulte principalement :

- du fort recul des charges d'interconnexion, en lien avec la décroissance des revenus des services aux opérateurs et lié en grande partie à la baisse du trafic de la voix ;
- de la diminution des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, relative essentiellement à la sortie de baux de sites tertiaires (bureaux et boutiques) et techniques ;
- et de la baisse des charges de personnel, en lien notamment avec la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) entre les deux périodes, en particulier pour les services partagés ;
- partiellement compensés (i) par la progression des charges commerciales et coûts d'équipements, en raison de la production déstockée suite à la vente des droits d'usage du câble sous-marin Arimao reliant Cuba à la Martinique, (ii) par l'augmentation des charges informatiques, principalement liée à un recours accru à l'externalisation, et (iii) par la croissance des autres achats externes, due en grande partie à la hausse des charges immobilières dans le contexte inflationniste (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.6.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la dégradation de 122 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 intègre (i) l'impact favorable des variations de change pour 6 millions d'euros, (ii) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 5 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 132 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la dégradation de 132 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement :

- par l'augmentation de 127 millions d'euros des charges spécifiques de personnel. Cette augmentation est liée principalement aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS) et s'explique essentiellement (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2023, du complément de provision relatif à la réforme des retraites promulguée en avril 2023 en France, et (ii) par la comptabilisation, au premier semestre 2022, d'un gain actuariel de 84 millions d'euros lié à la courbe de taux d'actualisation en forte hausse dans le contexte macroéconomique de 2022 (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par la comptabilisation d'une charge de 52 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration, principalement en lien avec l'optimisation du patrimoine immobilier en France ;
- partiellement compensées par la hausse de 36 millions d'euros de l'EBITDAaL.

1.3.6.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 3 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, s'explique essentiellement par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 3 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 3 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement par la baisse des cessions d'actifs immobilisés.

1.3.7 Services Financiers Mobiles

Services Financiers Mobiles (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022	2022	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable	données historiques	données à base comparable	données historiques
Produit Net Bancaire (PNB) ⁽¹⁾	75	56	56	33,5 %	33,5 %
Coût du risque de crédit bancaire ⁽²⁾	(32)	(22)	(22)	48,6 %	48,6 %
Résultat d'exploitation	(73)	(80)	(80)	8,3 %	8,3 %
eCAPEX	20	14	14	47,9 %	47,9 %
Nombre moyen d'employés	879	916	916	(4,1)%	(4,1)%

(1) Produit net bancaire (PNB) comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Coût du risque de crédit bancaire comptabilisé en autres charges opérationnelles (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2023, les activités des Services Financiers Mobiles ont poursuivi leur développement, notamment :

- en Europe, avec la poursuite du développement des offres à valeur et l'amélioration continue de la qualité de service. Au 30 juin 2023, Orange Bank compte 2,0 millions de clients en France et en Espagne (ce nombre inclut les clients de l'ensemble des offres commercialisées par Orange Bank pour les particuliers, professionnels et entreprises : comptes, crédits et assurance mobile) ;
- et en Afrique, avec le lancement de nouvelles offres (crédit Prestige et crédit immobilier) et avec la croissance soutenue du crédit aux entreprises et du micro-crédit. Au 30 juin 2023, Orange Bank Africa compte 1,2 million de clients.

Dans le cadre de la revue stratégique d'Orange Bank, le Groupe a annoncé fin juin l'entrée en négociation exclusive avec BNP Paribas afin d'accompagner le développement de sa filiale bancaire (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.7.1 Activité opérationnelle

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels) sont présentées dans les notes 1.2, 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Résultat d'exploitation – Services Financiers Mobiles

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'amélioration de 7 millions d'euros du résultat d'exploitation entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique principalement :

- (i) par la hausse du Produit Net Bancaire (PNB, voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés), portée par la croissance des offres de comptes et crédits en France et en Espagne ainsi que par la progression des activités bancaires en Côte d'Ivoire, et (ii) par le recul des dotations aux amortissements des actifs immobilisés ;
- en partie compensés (i) par l'augmentation du coût du risque de crédit bancaire (voir notes 1.2, 1.3 et 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés), liée principalement au développement de l'activité de crédit, et (ii) par la hausse des autres charges d'exploitation.

Capex économiques – Services financiers Mobiles

Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 7 millions d'euros des CAPEX économiques de Services Financiers Mobiles entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023 s'explique par l'augmentation des investissements informatiques.

1.3.7.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans les notes 1.5, 1.6 et 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés, et les activités des Services Financiers Mobiles (actifs et passifs financiers) sont décrites dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités des Services Financiers Mobiles, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2022.

1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les analyses et commentaires financiers sont scindés pour refléter ces deux périmètres d'activité. Ainsi, la section 1.4 *Trésorerie et endettement financier des activités télécoms* traite des activités télécoms, et la section 1.3.7 *Services Financiers Mobiles* est dédiée aux activités bancaires du Groupe.

1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

1.4.1.1 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms est un indicateur financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul du cash-flow organique des activités télécoms et les raisons pour lesquelles le groupe Orange utilise cet indicateur, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Le cash-flow organique des activités télécoms s'établit à 1 477 millions d'euros au premier semestre 2023 contre 1 445 millions d'euros au premier semestre 2022 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique des activités télécoms (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données historiques
EBITDAaL des activités télécoms	5 957	5 989
eCAPEX des activités télécoms	(3 133)	(3 399)
EBITDAaL - eCAPEX des activités télécoms	2 823	2 590
Augmentation (diminution) des dettes de fournisseurs d'eCAPEX	(454)	(179)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	252	37
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés) ⁽²⁾	(442)	(441)
Impôts sur les sociétés décaissés	(647)	(580)
Autres éléments opérationnels ⁽³⁾	(56)	18
Cash-flow organique des activités télécoms	1 477	1 445

(1) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Hors (i) intérêts décaissés sur dettes locatives pour 112 millions d'euros au premier semestre 2023 et 60 millions d'euros au premier semestre 2022, et (ii) intérêts décaissés sur dettes liées aux actifs financés pour 6 millions d'euros au premier semestre 2023 et 1 million d'euros au premier semestre 2022 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Dont (i) décaissements liés aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositif relatif aux accords sur l'emploi des séniors en France) et aux coûts des programmes de restructuration, (ii) remboursements des dettes locatives et des dettes liées aux actifs financés, (iii) variation des créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation, et (iv) neutralisation des effets non monétaires.

Entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, la progression de 32 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms s'explique :

- par l'évolution de 215 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes, qui s'explique essentiellement par l'augmentation des dettes de fournisseurs sur autres biens et services, et accessoirement par la diminution des créances clients brutes ;
- et par le recul de 265 millions d'euros des CAPEX économiques des activités télécoms en données historiques (voir section 1.2.5.1 *CAPEX économiques*) ;
- en partie compensés :
 - par l'évolution de 274 millions d'euros des dettes de fournisseurs de CAPEX économiques des activités télécoms entre les deux périodes, en lien avec la décroissance des CAPEX économiques des activités télécoms en données historiques,
 - et, dans une moindre mesure, (i) par la dégradation de 74 millions d'euros des autres éléments opérationnels, (ii) par l'augmentation de 67 millions d'euros des impôts sur les sociétés décaissés, et (iii) par le recul de 32 millions d'euros de l'EBITDAaL des activités télécoms en données historiques (voir section 1.2.2.1 *EBITDAaL du Groupe*).

1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms

Les flux de trésorerie des activités télécoms sont présentés dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données historiques
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	5 885	5 789
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(4 050)	(4 622)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 830)	(1 517)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités des activités télécoms	4	(349)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	5 846	8 188
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	4	(349)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	40	32
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture des activités télécoms	5 890	7 871

(1) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, l'augmentation de 96 millions d'euros des flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités télécoms s'explique essentiellement :

- (i) par l'évolution de 215 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes (voir section 1.4.1.1 *Cash-flow organique des activités télécoms*), (ii) par la diminution de 155 millions d'euros des impôts et taxes d'exploitation décaissés, et (iii) par l'évolution des éléments non monétaires inclus dans le résultat d'exploitation des activités télécoms ;
- partiellement compensées (i) par le recul de 285 millions d'euros du résultat d'exploitation des activités télécoms en données historiques (voir section 1.2.2.2 *Résultat d'exploitation du Groupe*), (ii) par l'augmentation de 67 millions d'euros des impôts sur les sociétés décaissés, et (iii) par la hausse de 59 millions d'euros des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés, et y compris intérêts décaissés sur dettes locatives et sur dettes liées aux actifs financés), résultant en grande partie de la progression des intérêts décaissés sur dettes locatives et sur dettes liées aux actifs financés.

Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, la diminution de 571 millions d'euros des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique principalement :

- par l'évolution des placements et autres actifs financiers entre les deux périodes (essentiellement des placements à la juste valeur), avec une diminution de 1 122 millions d'euros au premier semestre 2023 contre une augmentation de 707 millions d'euros au premier semestre 2022, en lien avec la politique de gestion active de la trésorerie du Groupe ;
- compensée en grande partie :
 - par l'acquisition, au premier semestre 2023, d'environ 75 % de VOO par Orange Belgium pour 1 349 millions d'euros nets de la trésorerie acquise (voir section 1.1.3 *Faits marquants*),
 - et accessoirement, par la diminution de 92 millions d'euros des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles décaissées (et encaissées), en raison essentiellement de la baisse des licences de télécommunication décaissées avec principalement (i) le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2022, de l'acquisition de licences 4G en Egypte, (ii) en partie compensée par l'acquisition de licences en Belgique au premier semestre 2023, dans le cadre général de l'acquisition de licences 5G et du renouvellement du spectre existant 2G / 3G (voir section 1.2.5.2 *Licences de télécommunication*).

Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, l'augmentation de 314 millions d'euros des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités télécoms résulte principalement :

- de l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collatéral*, avec une baisse de 252 millions d'euros au premier semestre 2023 contre une hausse de 922 millions d'euros au premier semestre 2022, en raison de l'évolution de la juste valeur des dérivés de couverture des emprunts obligataires du Groupe ;
- de l'augmentation de 503 millions d'euros des remboursements d'emprunts à moyen et long terme, en raison essentiellement du remboursement par Orange SA d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 500 millions d'euros au cours du premier semestre 2023 (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et de la baisse de 149 millions d'euros des émissions d'emprunts à moyen et long terme (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensées :
 - par l'évolution des découverts bancaires et des emprunts à court terme, avec une hausse de 537 millions d'euros au premier semestre 2023 contre une baisse de 892 millions d'euros au premier semestre 2022, en raison principalement du recours accru au programme de titres de créances négociables (*NEU Commercial Paper*) ;
 - et, dans une moindre mesure, (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2023, d'émissions de titres subordonnés (nets de rachats et autres frais) pour 177 millions d'euros (voir note 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) par l'effet des augmentations de capital d'Orange Bank souscrites par le Groupe entre les deux périodes.

1.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms

L'endettement financier net (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés) et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2022.

	30 juin 2023	31 déc. 2022 données historiques
Endettement financier net ^{(1) (2)}	27 274	25 298
Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms ⁽¹⁾	2,09	1,93

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*.

(2) En millions d'euros.

Entre le 31 décembre 2022 et le 30 juin 2023, l'endettement financier net augmente de 1 976 millions d'euros.

Evolution de l'endettement financier net (au 30 juin, en millions d'euros)	Diminution / (Augmentation)
Endettement financier net au 31 décembre 2022	(25 298)
Cash-flow organique des activités télécoms ⁽¹⁾	1 477
Licences de télécommunication décaissées ⁽²⁾	(202)
Principaux litiges décaissés (et encaissés)	(22)
Effet net des variations de périmètre ⁽³⁾	(1 851)
Emissions (rachats), coupons et autres frais sur titres subordonnés ⁽⁴⁾	75
<i>Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés</i>	177
<i>Coupons sur titres subordonnés</i>	(102)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽⁵⁾	(1 064)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(222)
Autres éléments financiers ⁽⁶⁾	(168)
Diminution (augmentation) de l'endettement financier net	(1 976)
Endettement financier net au 30 juin 2023	(27 274)

(1) Voir section 1.4.1.1 *Cash-flow organique des activités télécoms* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Principalement les décaissements relatifs aux licences en Belgique (dans le cadre général de l'acquisition de licences 5G et du renouvellement du spectre existant 2G / 3G) et en Espagne.

(3) Principalement l'effet de l'acquisition d'environ 75 % de VOO par Orange Belgium comprenant essentiellement (i) l'investissement de 1 349 millions d'euros nets de la trésorerie acquise, et (ii) la promesse d'achat consentie par Orange à Nethys pour 279 millions d'euros (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(4) Voir note 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(5) L'Assemblée Générale du 23 mai 2023 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2022. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 7 décembre 2022 pour un montant total de 797 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 7 juin 2023 pour un montant de 1 064 millions d'euros (voir note 13.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(6) Principalement l'augmentation de capital d'Orange Bank souscrite par le Groupe pour 100 millions d'euros (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés)

Au 30 juin 2023, la position de liquidité des activités télécoms s'élève ainsi à 15 485 millions d'euros (voir note 11.1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'évolution des actifs, passifs et résultats financiers des activités télécoms est décrite dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les indicateurs financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les indicateurs financiers tels que définis par les normes IFRS.

1.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation des indicateurs en données à base comparable est pertinente car il s'agit des indicateurs utilisés en interne par le Groupe pour le suivi de ses activités opérationnelles. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2022 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2022 / Groupe (au 30 juin 2022, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	Résultat d'exploitation	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques	21 297	5 934	2 420	3 413	131 115
Variations de change ⁽¹⁾	(226)	(76)	(32)	(57)	-
Livre égyptienne (EGP)	(210)	(78)	(37)	(48)	-
Leone (SLE)	(20)	(6)	(5)	(5)	-
Dirham marocain (MAD)	(12)	(3)	(1)	(4)	-
Dollar américain (USD)	18	6	6	1	-
Franc guinéen (GNF)	11	6	5	2	-
Autres	(13)	(1)	(0)	(3)	-
Variations de périmètre et autres variations	62	(9)	24	(12)	20
Acquisition / Prise de contrôle de VOO ⁽²⁾	42	10	(3)	9	nd
Acquisition de SCRT et Telsys par Orange Cyberdefense	20	1	1	0	81
Autres	0	(20)	26	(21)	(61)
Données à base comparable	21 133	5 849	2 412	3 344	131 136

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2022 et les taux de change moyens du premier semestre 2023.

(2) Données hors effectifs de VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2022 intègrent :

- les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2022 et les taux de change moyens du premier semestre 2023 ;
- et les variations de périmètre (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés) et autres variations, avec principalement :
 - la prise de contrôle de VOO par Orange Belgium (secteur Europe) le 2 juin 2023 (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1^{er} juin 2022 dans les données à base comparable ;
 - et les acquisitions de SCRT et Telsys par Orange Cyberdefense (secteur Entreprises) le 8 novembre 2022, prenant effet le 1^{er} janvier 2022 dans les données à base comparable.

Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2022 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2022 / Secteurs (au 30 juin 2022, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	Résultat d'exploitation	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
France					
Données historiques	8 827	3 035	1 436	1 673	47 009
Variations de change ⁽¹⁾	-	1	1	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	(0)	(23)	33	(21)	10
Données à base comparable	8 826	3 014	1 470	1 652	47 019
Europe					
Données historiques	5 325	1 323	260	835	27 822
Variations de change ⁽¹⁾	3	1	0	0	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	42	10	(18)	9	-
Acquisition / Prise de contrôle de VOO ⁽³⁾	42	10	(3)	9	nd
Autres variations ⁽²⁾	0	0	(15)	-	-
Données à base comparable	5 371	1 335	242	843	27 822
Afrique & Moyen-Orient					
Données historiques	3 381	1 214	739	609	14 380
Variations de change ⁽¹⁾	(239)	(89)	(45)	(56)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	3 141	1 125	694	554	14 380
Entreprises					
Données historiques	3 888	364	152	144	28 681
Variations de change ⁽¹⁾	3	5	6	(1)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	20	4	4	0	(156)
Acquisition de SCRT et Telsys par Orange Cyberdefense	20	1	1	0	81
Autres variations ⁽²⁾	(0)	3	3	(0)	(237)
Données à base comparable	3 911	373	162	143	28 525
Totem					
Données historiques	328	180	120	44	152
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	328	180	120	44	152
Opérateurs internationaux & Services partagés					
Données historiques	772	(128)	(207)	94	12 155
Variations de change ⁽¹⁾	(1)	6	6	(0)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	(1)	(0)	5	(0)	166
Données à base comparable	771	(122)	(197)	94	12 322
Services Financiers Mobiles					
Données historiques	-	(56)	(80)	14	916
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	-	(56)	(80)	14	916

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2022 et les taux de change moyens du premier semestre 2023.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

(3) Données hors effectifs de VOO acquis en juin 2023 par Orange Belgium et en cours d'intégration (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.5.2 EBITDAaL

L'EBITDAaL (ou "EBITDA after Leases") correspond au résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDAaL et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

	2023			2022 données historiques		
	Données ajustées	Ajustements de présen- tation ⁽¹⁾	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présen- tation ⁽¹⁾	Compte de résultat consolidé
(au 30 juin, en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	21 545	-	21 545	21 297	-	21 297
Achats externes	(9 331)	(16)	(9 347)	(9 039)	(11)	(9 050)
Autres produits opérationnels	376	-	376	366	0	366
Autres charges opérationnelles	(191)	41	(150)	(222)	(9)	(231)
Charges de personnel	(4 359)	(265)	(4 624)	(4 361)	33	(4 329)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 221)	(2)	(1 223)	(1 235)	0	(1 235)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	50	50	-	36	36
Coûts des restructurations	-	(35)	(35)	-	(47)	(47)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(59)	-	(59)	(47)	-	(47)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(742)	(3)	(745)	(762)	-	(762)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	0	(28)	(28)	(1)	6	5
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(6)	6	na	(1)	1	na
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(116)	116	na	(61)	61	na
EBITDAaL	5 895	(137)	na	5 934	70	na
Principaux litiges	57	(57)	na	(2)	2	na
Charges spécifiques de personnel	(265)	265	na	35	(35)	na
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	50	(50)	na	36	(36)	na
Coûts des programmes de restructuration	(70)	70	na	(41)	41	na
Coûts d'acquisition et d'intégration	(31)	31	na	(21)	21	na
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 604)	-	(3 604)	(3 585)	-	(3 585)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	3	-	3
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(4)	-	(4)	(2)	-	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(8)	-	(8)	1	-	1
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	6	(6)	na	1	(1)	na
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	116	(116)	na	61	(61)	na
Résultat d'exploitation	2 142	-	2 142	2 420	-	2 420
Résultat financier			(592)			(373)
Impôts sur les sociétés			(461)			(580)
Résultat net de l'ensemble consolidé			1 088			1 467
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère			877			1 218
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			211			249

(1) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au *Compte de résultat consolidé*.

(2) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur EBITDAaL est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle clé utilisé en interne par le Groupe (i) pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources. L'EBITDAaL, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux nets de trésorerie générés par l'activité.

1.5.3 eCAPEX

Les eCAPEX (ou "CAPEX économiques") correspondent à la fois (i) aux investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés, et (ii) aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, diminués du prix de cession des actifs immobilisés.

Le tableau suivant montre le passage (i) des investissements incorporels et corporels tels que présentés dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés, et (ii) des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés*, (iii) aux eCAPEX.

	2023	2022 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Investissements incorporels et corporels	3 834	3 850
Actifs financés	(145)	(69)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽¹⁾	3 690	3 781
Prix de cession des actifs immobilisés	(153)	(124)
Licences de télécommunication	(383)	(244)
eCAPEX	3 154	3 413

(1) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés*. Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations. Les actifs financés sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur eCAPEX est pertinente car cet indicateur (i) exclut les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les actifs financés (sans effet sur les flux nets de trésorerie lors de leur acquisition), et (ii) permet, dans un contexte de rotation des actifs lié notamment au modèle économique de la fibre optique, de mesurer plus justement le montant réel des investissements en excluant le prix de cession des actifs immobilisés. Il s'agit de l'indicateur utilisé en interne par le Groupe pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ou aux investissements incorporels et corporels.

1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" correspond à l'EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) diminué des eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle clé utilisé en interne par le Groupe pour (i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement.

1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et principaux litiges décaissés (et encaissés).

Le tableau suivant présente, pour les activités télécoms, le passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité au cash-flow organique des activités télécoms tel que présenté dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Cash-flow organique des activités télécoms (au 30 juin, en millions d'euros)	2023	2022 données historiques
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)	5 885	5 789
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 789)	(3 880)
Remboursements des dettes locatives	(787)	(734)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(56)	(44)
Neutralisation des licences de télécommunication décaissées	202	302
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	22	13
Cash-flow organique des activités télécoms	1 477	1 445

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation du cash-flow organique des activités télécoms est pertinente pour mesurer la capacité du Groupe à dégager de la trésorerie à travers ses activités télécoms prises dans leur ensemble en excluant les principaux éléments qui ne sont pas sous son contrôle et qui peuvent varier significativement d'une année à l'autre, ce qui est particulièrement le cas des décaissements (et encaissements) relatifs aux principaux litiges et des décaissements liés aux acquisitions de licences de télécommunication. Il s'agit d'un indicateur plus complet que l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" (utilisé en interne pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels et mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources), car il inclut notamment l'impact des charges financières, des impôts sur les sociétés et de la variation des besoins en fonds de roulement. C'est pourquoi cet indicateur a été retenu par Orange comme indicateur de performance opérationnelle clé des activités télécoms. Cet indicateur est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il ne se substitue pas aux flux nets de trésorerie générés par l'activité ni aux flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement.

1.5.6 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier net, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couverture en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs.

1.5.7 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 1.5.6 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles, pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDAaL des entités concernées sur les 12 mois précédents.

	30 juin 2023	31 déc. 2022 données historiques
(en millions d'euros)		
Endettement financier net (a)	27 274	25 298
EBITDAaL des activités télécoms (b)	13 048	13 080
Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (a/b)	2,09	1,93

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes.

1.6 Informations complémentaires

1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2023 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.2 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2023, les montants des transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2022 (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

1.6.3 Evénements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2023 sont décrits dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.4 Glossaire financier

Achats et reversements aux opérateurs : voir Achats externes.

Achats externes : les achats externes comprennent les charges opérationnelles suivantes, hors contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 (voir note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés) :

- les **Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : coûts des terminaux et autres équipements vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPO convergent : le chiffre d'affaires moyen par client des offres convergentes (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services des offres convergentes grand public facturées aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres convergentes grand public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO convergent est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres convergentes.

ARPO mobile seul : le chiffre d'affaires moyen par client des offres mobiles seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services mobiles seuls vendus au détail (hors *machine-to-machine* et hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres mobiles seuls (hors *machine-to-machine*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO mobile seul est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres mobiles seuls.

ARPO fixe seul haut débit : le chiffre d'affaires moyen par client des offres fixes seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit vendus au détail (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres fixes seuls haut débit sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO fixe seul haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres fixes seuls.

Autres achats externes : voir Achats externes.

Autres charges de réseau et charges informatiques : voir Achats externes.

Autres charges opérationnelles : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres produits et charges opérationnels : autres produits opérationnels nets des autres charges opérationnelles. Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement le Produit Net Bancaire (PNB), les produits liés au recouvrement des créances clients, les locations de sites et franchises, les crédits d'impôts et subventions, les produits du service universel, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non contrôlées, les refacturations liées aux partages de réseau, les produits reçus sur litiges, et les produits sur dommages aux lignes ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les litiges, les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, le coût du risque de crédit bancaire, les charges du service universel, le résultat de change opérationnel, et les coûts d'acquisition et d'intégration (voir note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Autres produits opérationnels : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres revenus : voir Chiffre d'affaires.

CAPEX économiques : voir eCAPEX.

Cash-flow organique des activités télécoms : le cash-flow organique des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et principaux litiges décaissés (et encaissés) (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes

consolidés). Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus : voir Achats externes.

Charges de personnel : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés).

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés) comprend :

- les **Services convergents** : revenus des offres convergentes vendues au détail aux clients grand public, hors ventes d'équipements (voir cette définition). Une offre convergente est définie par la combinaison a minima d'un accès fixe haut débit (xDSL, FTTx, câble, 4G fixe) et d'un forfait mobile voix ;
- les **Services mobiles seuls** : revenus des offres mobiles (appels sortants principalement : voix, SMS et données) vendues au détail, hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions) ;
- les **Services fixes seuls** : chiffre d'affaires des services fixes vendus au détail, hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions). Il comprend (i) les services fixes bas débit (téléphonie fixe classique), (ii) les services fixes haut débit, et (iii) les solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception de la France, pour lequel l'essentiel des solutions et réseaux d'entreprises est porté par le secteur Entreprises). Pour le secteur Entreprises, le chiffre d'affaires des services fixes seuls comprend les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix et de données ;
- les **Services d'intégration et des technologies de l'information** : revenus incluant les services de communication et de collaboration unifiés (*Local Area Network* et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *cloud computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, les services liés au *machine-to-machine* (hors connectivité) ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus ;
- les **Services aux opérateurs** : revenus incluant (i) les services mobiles aux opérateurs, qui regroupent notamment le trafic mobile entrant, l'itinérance (*roaming*) visiteurs, le partage de réseaux, l'itinérance nationale et les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO), (ii) les services fixes aux opérateurs, qui comprennent notamment l'interconnexion nationale, les services aux opérateurs internationaux, les services d'accès à haut et très haut débit (accès fibre, dégroupage de lignes téléphoniques, ventes d'accès xDSL), et la vente en gros de lignes téléphoniques, et (iii) les ventes d'équipements aux opérateurs ;
- les **Ventes d'équipements** : ventes d'équipements fixes et mobiles, à l'exception (i) des ventes d'équipements liées à la fourniture des services d'intégration et des technologies de l'information, (ii) des ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix et de données du secteur Entreprises, (iii) des ventes d'équipements aux opérateurs, et (iv) des ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers ;
- et les **Autres revenus** : revenus incluant notamment les ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers, les revenus des portails, de la publicité en ligne et d'activités transverses du Groupe, et divers autres revenus.

Chiffre d'affaires des services de détail (B2C+B2B) : agrégation des revenus des Services convergents, des Services mobiles seuls, des Services fixes seuls et des Services d'intégration et des technologies de l'information (voir ces définitions). Le chiffre d'affaires des Services de détail (B2C+B2B) regroupe l'ensemble des revenus d'un périmètre donné hors chiffre d'affaires des Services aux opérateurs, Ventes d'équipements et Autres revenus (voir ces définitions).

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Données contributives : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

Données historiques : données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle.

Données sociales : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

EBITDAaL ou "EBITDA after Leases" : résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

EBITDAaL – eCAPEX : EBITDAaL (voir cette définition) diminué des eCAPEX (voir cette définition). L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

eCAPEX ou "CAPEX économiques" : investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés (voir note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés). Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Endettement financier net : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier net, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couverture en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Impôts et taxes d'exploitation : impôts et taxes incluant notamment la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur services de télécommunication.

Investissements incorporels et corporels : voir eCAPEX.

Investissements financiers : les investissements financiers comprennent (i) les investissements dans les sociétés contrôlées (nets de la trésorerie acquise) et dans les sociétés mises en équivalence ainsi que les acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur, et (ii) les variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Salaires et charges : voir Charges de personnel.

Services aux opérateurs : voir Chiffre d'affaires.

Services convergents : voir Chiffre d'affaires.

Services d'intégration et des technologies de l'information : voir Chiffre d'affaires.

Services de détail (B2C+B2B) : voir Chiffre d'affaires des services de détail (B2C+B2B).

Services fixes seuls : voir Chiffre d'affaires.

Services mobiles seuls : voir Chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement : la variation du besoin en fonds de roulement comprend :

- la **Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation**, qui comprend (i) la variation des stocks bruts, (ii) la variation des créances clients brutes, (iii) la variation des dettes de fournisseurs d'autres biens et services, et (iv) la variation des actifs et passifs de contrats clients ;
- et la **Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation**, qui comprend la variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

Ventes d'équipements : voir Chiffre d'affaires.

2. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2023

Faits marquants du premier semestre 2023

Prise de contrôle de VOO en Belgique

Suite à l'approbation de la Commission européenne, Orange Belgium a finalisé le 2 juin 2023 l'acquisition de 75 % du capital moins une action de VOO pour 1 369 millions d'euros auprès de Nethys.

Le Groupe a consenti à Nethys une promesse d'achat sur sa participation résiduelle, exerçable pendant trois ans.



Note 3.2

Conclusions de la revue stratégique d'Orange Bank

Le 28 juin 2023, le groupe Orange a annoncé entrer en négociation exclusive avec BNP Paribas afin de définir un partenariat de référencement concernant le portefeuille clients d'Orange Bank en France et pour développer des solutions de financement des terminaux mobiles.

Ces négociations s'inscrivent dans l'intention de retirer progressivement Orange Bank du marché de la banque de détail en France et en Espagne d'ici à fin 2025.



Note 3.2

Réforme des retraites en France

En France, la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 a conduit à la comptabilisation d'un complément de provision de 257 millions d'euros au titre des accords Temps Partiel Senior (TPS). Les effets de la réforme sur les engagements postérieurs à l'emploi et autres avantages à long-terme (hors TPS) ne sont pas significatifs au 30 juin 2023.



Note 6

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	49
Etat du résultat global consolidé	50
Etat consolidé de la situation financière	51
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	53
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	54
Tableau des flux de trésorerie consolidés	55
Annexe des comptes consolidés	56

Notes annexes

Note 1 Informations sectorielles	57
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	57
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2023	59
1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2022	61
1.4 Investissements sectoriels	63
1.5 Actifs sectoriels	65
1.6 Passifs sectoriels	67
1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles	69
Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés	72
2.1 Base de préparation des informations financières	72
2.2 Recours à des estimations et au jugement	73
2.3 Prise en compte du contexte macro-économique	73
2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 ^{er} janvier 2023	73
Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre	74
3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	74
3.2 Principales variations de périmètre et transactions en cours	74
Note 4 Créances clients	75
Note 5 Achats et autres charges	76
5.1 Achats externes	76
5.2 Autres charges opérationnelles	76
5.3 Coûts des restructurations	77
5.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	77
Note 6 Charges de personnel	77

Note 7 Pertes de valeur	77
Note 8 Titres mis en équivalence	78
8.1 Variation des titres mis en équivalence	78
8.2 Principales données des entités mises en équivalence	78
8.3 Transactions avec les parties liées	79
Note 9 Impôts sur les sociétés	79
Note 10 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)	80
10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	80
10.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers	80
10.3 Endettement financier net	81
10.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires	82
10.5 Actifs financiers	82
Note 11 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)	83
11.1 Politique de gestion des risques	83
11.2 Evolution de la notation d'Orange	83
11.3 Ratios financiers	83
11.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers	83
Note 12 Activités des Services Financiers Mobiles	83
12.1 Eléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles	83
12.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank.	85
12.3 Informations sur la gestion du risque de taux et de liquidité d'Orange Bank	85
Note 13 Capitaux propres	86
13.1 Evolution du capital	86
13.2 Actions propres	86
13.3 Distributions	86
13.4 Titres subordonnés	86
13.5 Ecart de conversion	87
13.6 Participations ne donnant pas le contrôle	87
Note 14 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	88
14.1 Litiges	88
14.2 Engagements contractuels non comptabilisés	89
Note 15 Evénements postérieurs à la clôture	89

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2023	30 juin 2022
Chiffre d'affaires	1.1	21 545	21 297
Achats externes	5.1	(9 347)	(9 050)
Autres produits opérationnels		376	366
Autres charges opérationnelles	5.2	(150)	(231)
Charges de personnel	6	(4 624)	(4 329)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 223)	(1 235)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	50	36
Coûts des restructurations	5.3	(35)	(47)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		(3 604)	(3 585)
Dotations aux amortissements des actifs financés		(59)	(47)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		(745)	(762)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		-	3
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	7	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés		(4)	(2)
Pertes de valeur des droits d'utilisation		(28)	5
Résultat des entités mises en équivalence	8	(8)	1
Résultat d'exploitation		2 142	2 420
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés		(528)	(297)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés		(6)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		130	(9)
Gains (pertes) de change		(32)	(40)
Intérêts sur dettes locatives		(116)	(61)
Autres produits et charges financiers		(40)	36
Résultat financier	10.2	(592)	(373)
Impôts sur les sociétés	9	(461)	(580)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 088	1 467
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		877	1 218
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		211	249
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère			
Résultat net			
- de base		0,30	0,42
- dilué		0,30	0,42

Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2023	30 juin 2022
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 088	1 467
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		(13)	170
Titres à la juste valeur		(0)	(33)
Impôt sur les éléments non recyclables		3	(44)
Eléments non recyclables du résultat global des MEE		1	-
Eléments non recyclables en résultat (a)		(9)	93
Titres à la juste valeur		3	1
Couverture de flux de trésorerie	10.2	(277)	438
Ecart de conversion	13.5	(65)	(37)
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		69	(107)
Eléments recyclables ou recyclés du résultat global des MEE		(9)	39
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		(278)	333
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b)		(288)	426
Résultat global consolidé		801	1 893
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		579	1 591
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		222	302

MEE : Entités mises en équivalence

Etat consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2023	31 décembre 2022
Actif			
Ecarts d'acquisition	3.2	23 963	23 113
Autres immobilisations incorporelles		15 108	14 946
Immobilisations corporelles		32 527	31 640
Droits d'utilisation		8 149	7 936
Titres mis en équivalence	8	1 501	1 486
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles	12.1	539	656
Actifs financiers non courants	10.1	1 002	977
Dérivés actifs non courants	10.1	1 155	1 458
Autres actifs non courants		183	216
Impôts différés actifs		509	421
Total de l'actif non courant		84 636	82 847
Stocks		1 090	1 048
Créances clients	4	6 184	6 305
Autres actifs de contrats clients		1 634	1 570
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	12.1	3 262	2 742
Actifs financiers courants	10.1	3 342	4 541
Dérivés actifs courants	10.1	113	112
Autres actifs courants		2 174	2 217
Impôts et taxes d'exploitation		1 226	1 265
Impôts sur les sociétés		220	149
Charges constatées d'avance		1 097	851
Disponibilités et quasi-disponibilités	10.1	6 022	6 004
Total de l'actif courant		26 364	26 803
Total de l'actif		111 000	109 650

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2023	31 décembre 2022
Passif			
Capital social	13.1	10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés	13.4	5 148	4 950
Réserves		(1 261)	(666)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		31 386	31 784
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	3 019	3 172
Total capitaux propres	13	34 406	34 956
Passifs financiers non courants	10.1	31 786	31 930
Dérivés passifs non courants	10.1	341	397
Dettes locatives non courantes		7 097	6 901
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		1 575	1 480
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	12.1	69	82
Avantages du personnel non courants		2 600	2 567
Provisions pour démantèlement non courantes		713	670
Provisions pour restructuration non courantes		53	43
Autres passifs non courants		281	276
Impôts différés passifs		1 157	1 124
Total des passifs non courants		45 671	45 471
Passifs financiers courants	10.1	5 651	4 702
Dérivés passifs courants	10.1	51	51
Dettes locatives courantes		1 503	1 509
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes		2 707	3 101
Dettes fournisseurs sur autres biens et services		7 341	7 067
Passifs de contrats clients		2 683	2 579
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	12.1	3 447	3 034
Avantages du personnel courants		2 416	2 418
Provisions pour démantèlement courantes		16	26
Provisions pour restructuration courantes		87	119
Autres passifs courants		2 629	2 526
Impôts et taxes d'exploitation		1 852	1 405
Impôts sur les sociétés		379	538
Produits constatés d'avance		162	149
Total des passifs courants		30 924	29 223
Total du passif et des capitaux propres		111 000	109 650

Tableau des variations des capitaux propres consolidés

	(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère					Total	Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres
			Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves		Autres éléments du résultat global	Réserves	Autres éléments du résultat global	
Solde au 31 décembre 2021	2 660 056 599	10 640	16 859	5 497	(399)	(257)	32 341	2 825	195	3 020	35 361	
Résultat global consolidé	-	-	-	-	1 218	373	1 591	249	54	302	1 893	
Rémunération en actions	-	-	-	-	5	-	5	1	-	1	6	
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	0	-	0	-	-	-	0	
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(1 063)	-	(1 063)	(277)	-	(277)	(1 340)	
Rémunération des titres subordonnés	-	-	-	-	(121)	-	(121)	-	-	-	(121)	
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(2)	-	(2)	3	-	3	1	
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(0)	-	(0)	(1)	-	(1)	(1)	
Autres mouvements	-	-	-	-	3	-	3	5	-	5	8	
Solde au 30 juin 2022	2 660 056 599	10 640	16 859	5 497	(358)	116	32 753	2 805	249	3 054	35 807	
Résultat global consolidé	-	-	-	-	928	(469)	459	222	(38)	184	643	
Rémunération en actions	-	-	-	-	6	-	6	2	-	2	8	
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	(7)	-	(7)	-	-	-	(7)	
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(798)	-	(798)	(51)	-	(51)	(849)	
Emissions et rachats de titres subordonnés	-	-	-	(547)	51	-	(496)	-	-	-	(496)	
Rémunération des titres subordonnés	-	-	-	-	(94)	-	(94)	-	-	-	(94)	
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(8)	-	(8)	(3)	-	(3)	(11)	
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	
Autres mouvements	-	-	-	-	(32)	-	(32)	(16)	-	(16)	(48)	
Solde au 31 décembre 2022	2 660 056 599	10 640	16 859	4 950	(313)	(353)	31 784	2 960	211	3 172	34 956	
Résultat global consolidé	-	-	-	-	877	(299)	579	211	11	222	801	
Rémunération en actions	-	-	-	-	5	-	5	1	-	1	6	
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	2	-	2	-	-	-	2	
Distribution de dividendes	13.3	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(374)	-	(374)	(1 438)	
Emissions et rachats de titres subordonnés	13.4	-	-	-	198	(22)	177	-	-	-	177	
Rémunération des titres subordonnés	13.4	-	-	-	(100)	-	(100)	-	-	-	(100)	
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(6)	-	(6)	(2)	-	(2)	(7)	
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales ⁽¹⁾	3.2	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0	
Autres mouvements	-	-	-	-	11	-	11	(0)	-	(0)	11	
Solde au 30 juin 2023	2 660 056 599	10 640	16 859	5 148	(610)	(652)	31 386	2 797	222	3 019	34 406	

(1) Inclut la juste valeur des minoritaires dans les capitaux propres de VOO à la date d'acquisition pour 279 millions d'euros, compensée par l'effet de la comptabilisation du passif financier lié à la promesse d'achat consentie à Nethys par Orange.

Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global	
	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE	Total	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE		Total
Solde au 31 décembre 2021	78	220	(96)	(516)	97	(39)	(257)	(3)	(3)	212	(11)	1	-	195	(62)
Variation	(32)	406	(56)	171	(145)	28	373	(0)	32	20	(2)	(6)	10	54	426
Solde au 30 juin 2022	46	626	(152)	(344)	(48)	(11)	116	(3)	29	232	(13)	(5)	10	249	365
Variation	(79)	(139)	(303)	7	32	14	(470)	(1)	(3)	(33)	(1)	1	(2)	(38)	(507)
Solde au 31 décembre 2022	(33)	487	(455)	(337)	(16)	3	(353)	(4)	25	198	(14)	(4)	9	211	(142)
Variation ⁽¹⁾	3	(260)	(94)	(11)	68	(4)	(299)	1	(17)	30	(2)	3	(4)	11	(288)
Solde au 30 juin 2023	(30)	226	(550)	(348)	52	(1)	(652)	(3)	9	228	(16)	(0)	5	222	(430)

(1) Au 30 juin 2023, la variation de (288) millions d'euros des autres éléments du résultat global intègre des variations sur les couvertures de flux de trésorerie d'Orange SA en dollar américain pour (88) millions d'euros et en livre sterling pour (159) millions d'euros.

MEE : Entités mises en équivalence

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2023	30 juin 2022
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 088	1 467
Eléments non monétaires et reclassements de présentation		6 517	6 215
Impôts et taxes d'exploitation		1 223	1 235
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	(50)	(36)
Autres gains et pertes		(22)	(13)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		3 604	3 585
Dotations aux amortissements des actifs financés		59	47
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		745	762
Dotations (reprises) des provisions		(151)	(335)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		-	(3)
Pertes de valeur des actifs immobilisés		4	2
Pertes de valeur des droits d'utilisation		28	(5)
Résultat des entités mises en équivalence		8	(1)
Écarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		8	17
Résultat financier		592	373
Impôts sur les sociétés	9	461	580
Rémunération en actions		6	6
Variations du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles ⁽¹⁾		140	(5)
Diminution (augmentation) des stocks bruts		(14)	(40)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		220	99
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		126	90
Variation des actifs et passifs de contrats clients		33	75
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽²⁾		(225)	(229)
Autres décaissements nets		(2 010)	(2 040)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(804)	(958)
Dividendes encaissés		1	2
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net ⁽³⁾		(561)	(504)
Impôts sur les sociétés décaissés		(647)	(581)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)		5 736	5 636
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁴⁾		(3 809)	(3 892)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁵⁾		(3 690)	(3 781)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(285)	(237)
Cessions des actifs corporels et incorporels		166	126
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise		(1 350)	(12)
Prise de contrôle de VOO en Belgique	3.2	(1 349)	-
Autres		(0)	(12)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence		(25)	(8)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur		(40)	(17)
Cessions de titres de participation nettes de la trésorerie cédée		29	0
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur		3	2
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers		1 215	(593)
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		1 205	(694)
Autres		10	101
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)		(3 978)	(4 519)

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2023	30 juin 2022
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts moyen et long terme	10.4	836	985
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁶⁾	10.4	(834)	(331)
Remboursements des dettes locatives		(789)	(737)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		498	(884)
Augmentation (diminution) des dépôts de <i>cash collateral</i>		(260)	899
Effet change des dérivés net		(14)	(103)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	13.4	177	-
Coupons sur titres subordonnés	13.4	(102)	(121)
Cessions (rachats) d'actions propres		2	20
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		2	0
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		(10)	1
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	13.3	(1 064)	(1 063)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	(222)	(177)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)		(1 779)	(1 510)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		(22)	(394)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		6 004	8 621
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(22)	(394)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		40	32
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires		40	32
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		6 022	8 259

(1) Les activités bancaires opérationnelles comprennent principalement les opérations avec la clientèle et les établissements de crédit. Elles sont présentées en variation des autres éléments d'actif et de passif.

(2) Hors créances, dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(3) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (113) millions d'euros au 30 juin 2023 et (60) millions d'euros au 30 juin 2022.

(4) Dont licences de télécommunications décaissées pour (202) millions d'euros au 30 juin 2023 et (302) millions d'euros au 30 juin 2022.

(5) Les investissements d'actifs financés d'un montant de 145 millions d'euros au 30 juin 2023 et 69 millions d'euros au 30 juin 2022 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(6) Dont décaissements sur dettes liées aux actifs financés pour (56) millions d'euros au 30 juin 2023 et (44) millions d'euros au 30 juin 2022.

Note 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

(en millions d'euros)	France	Europe			Total
		Espagne	Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	Eliminations Europe	
30 juin 2023					
Chiffre d'affaires	8 691	2 321	3 230	(5)	5 546
Services convergents	2 493	946	520	-	1 466
Services mobiles seuls	1 182	389	1 060	-	1 449
Services fixes seuls	1 865 ⁽⁵⁾	231	384	-	614
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	23	238	-	262
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 257	384	434	(5)	814
Ventes d'équipements	584	347	475	-	822
Autres revenus	310	1	119	-	120
<i>Externe</i>	8 332	2 299	3 183	-	5 482
<i>Inter-secteurs</i>	359	22	47	(5)	64
30 juin 2022					
Chiffre d'affaires	8 827	2 265	3 065	(5)	5 325
Services convergents	2 406	931	469	-	1 400
Services mobiles seuls	1 154	399	1 015	-	1 414
Services fixes seuls	1 907 ⁽⁵⁾	217	397	-	614
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	18	196	-	214
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 455	406	476	(5)	877
Ventes d'équipements	552	293	426	-	719
Autres revenus	353	0	87	-	87
<i>Externe</i>	8 485	2 240	3 015	-	5 255
<i>Inter-secteurs</i>	342	25	51	(5)	70

(1) Inclut la contribution de VOO à compter du 2 juin 2023. La contribution de VOO au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 38 millions d'euros au 30 juin 2023.

(2) Dont, à fin juin 2023, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 546 millions d'euros, en Espagne pour 9 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 861 millions d'euros et dans les autres pays pour 528 millions d'euros.

Dont, à fin juin 2022, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 552 millions d'euros, en Espagne pour 8 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 838 millions d'euros et dans les autres pays pour 491 millions d'euros.

(3) Dont, à fin juin 2023, chiffre d'affaires réalisé en France pour 239 millions d'euros et en Espagne pour 104 millions d'euros.

Dont, à fin juin 2022, chiffre d'affaires réalisé en France pour 224 millions d'euros et en Espagne pour 105 millions d'euros.

(4) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 674 millions d'euros à fin juin 2023 et 690 millions d'euros à fin juin 2022.

(5) Dont, à fin juin 2023, 1 496 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 369 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

Dont, à fin juin 2022, 1 473 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 434 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

(6) Dont, à fin juin 2023, 1 177 millions d'euros au titre des services de données et 464 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix.

Dont, à fin juin 2022, 1 224 millions d'euros au titre des services de données et 514 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix.

Afrique et Moyen- Orient	Entrepri- ses ⁽²⁾	Totem ⁽³⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽⁴⁾	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
3 472	3 944	342	763	(1 210)	21 549	-	(4)	21 545
-	-	-	-	-	3 958	-	-	3 958
2 652	348	-	-	(19)	5 611	-	(0)	5 611
411	1 641 ⁽⁶⁾	-	-	(64)	4 467	-	(0)	4 467
21	1 794	-	-	(89)	1 987	-	(3)	1 985
324	20	342	516	(885)	3 389	-	-	3 389
43	140	-	-	(4)	1 586	-	(0)	1 586
21	-	-	247	(148)	550	-	(1)	549
3 386	3 767	64	514	-	21 545	-	-	21 545
86	177	278	249	(1 210)	4	-	(4)	-
3 381	3 888	328	772	(1 220)	21 301	-	(4)	21 297
-	-	-	-	-	3 806	-	-	3 806
2 578	325	-	-	(18)	5 454	-	(0)	5 454
384	1 738 ⁽⁶⁾	-	-	(75)	4 568	-	(1)	4 567
21	1 663	-	-	(96)	1 802	-	(2)	1 799
324	20	328	539	(904)	3 638	-	-	3 638
55	141	-	-	(3)	1 465	-	(0)	1 465
18	-	-	234	(124)	568	-	(1)	567
3 298	3 692	56	511	-	21 297	-	-	21 297
83	196	272	261	(1 220)	4	-	(4)	-

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2023

(en millions d'euros)	France	Europe			Total	Afrique et Moyen- Orient
		Espagne	Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	Elimina- tions Europe		
Chiffre d'affaires	8 691	2 321	3 230	(5)	5 546	3 472
Achats externes	(3 572)	(1 414)	(1 880)	5	(3 290)	(1 352)
Autres produits opérationnels	594	46	142	(2)	187	23
Autres charges opérationnelles	(260)	(74)	(72)	2	(145)	(117)
Charges de personnel	(1 711)	(135)	(392)	-	(528)	(296)
Impôts et taxes d'exploitation	(662)	(64)	(56)	-	(120)	(348)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(59)	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(126)	(82)	(101)	-	(184)	(94)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽³⁾	(6)	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽³⁾	(29)	(15)	(22)	-	(37)	(28)
EBITDAaL	2 859	582	848	-	1 430	1 260
Principaux litiges	95	-	-	-	-	(38)
Charges spécifiques de personnel	(188)	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	0	-	25	-	25	3
Coûts des programmes de restructuration	(2)	0	(10)	-	(10)	(2)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	(3)	(23)	-	(26)	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 602)	(513)	(565)	-	(1 078)	(516)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(0)	-	(3)	-	(3)	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(12)	-	(4)	-	(4)	9
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés⁽³⁾</i>	6	-	-	-	-	-
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes locatives⁽³⁾</i>	29	15	22	-	37	28
Résultat d'exploitation	1 186	81	290	-	371	742
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés						
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽³⁾						
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net						
Gains (pertes) de change						
Intérêts sur dettes locatives ⁽³⁾						
Autres produits et charges financiers						
Résultat financier						
Impôt sur les sociétés						
Résultat net de l'ensemble consolidé						

(1) Inclut la contribution de VOO à compter du 2 juin 2023.

(2) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 75 millions d'euros à fin juin 2023. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (32) millions d'euros à fin juin 2023.

(3) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Entreprises	Totem	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajustements de présentation ⁽³⁾	Comptes consolidés Orange
3 944	342	763	(1 210)	21 549	-	(4)	21 545	-	21 545
(2 173)	(59)	(999)	2 171	(9 274)	(62)	5	(9 331)	(16)	(9 347)
98	0	1 027	(1 629)	300	77	(2)	376	-	376
(297)	(0)	(7)	668	(158)	(35)	1	(191)	41	(150)
(1 135)	(8)	(640)	-	(4 318)	(41)	-	(4 359)	(265)	(4 624)
(40)	(3)	(47)	-	(1 220)	(1)	-	(1 221)	(2)	(1 223)
-	-	-	-	-	-	-	-	50	50
-	-	-	-	-	-	-	-	(35)	(35)
-	-	-	-	(59)	-	-	(59)	-	(59)
(83)	(83)	(171)	-	(740)	(2)	-	(742)	(3)	(745)
-	-	0	-	0	-	-	0	(28)	(28)
-	-	-	-	(6)	-	-	(6)	6	n/a
(5)	(5)	(12)	-	(116)	(0)	-	(116)	116	n/a
311	183	(86)	-	5 957	(62)	-	5 895	(137)	n/a
-	-	-	-	57	-	-	57	(57)	n/a
(29)	(0)	(48)	-	(265)	(0)	-	(265)	265	n/a
12	-	8	-	50	-	-	50	(50)	n/a
(4)	-	(52)	-	(70)	-	-	(70)	70	n/a
(0)	(0)	(4)	-	(31)	-	-	(31)	31	n/a
(176)	(61)	(160)	-	(3 593)	(11)	-	(3 604)	-	(3 604)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
0	-	(1)	-	(8)	-	-	(8)	-	(8)
-	-	-	-	6	-	-	6	(6)	n/a
5	5	12	-	116	0	-	116	(116)	n/a
118	127	(329)	-	2 215	(73)	-	2 142	-	2 142
									(528)
									(6)
									130
									(32)
									(116)
									(40)
									(592)
									(461)
									1 088

1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2022

(en millions d'euros)	France	Europe			Total	Afrique et Moyen- Orient
		Espagne	Autres pays d'Europe	Elimina- tions Europe		
Chiffre d'affaires	8 827	2 265	3 065	(5)	5 325	3 381
Achats externes	(3 537)	(1 407)	(1 762)	5	(3 164)	(1 335)
Autres produits opérationnels	618	47	141	(0)	188	21
Autres charges opérationnelles	(250)	(77)	(106)	0	(183)	(113)
Charges de personnel	(1 775)	(128)	(369)	-	(497)	(290)
Impôts et taxes d'exploitation	(664)	(82)	(59)	-	(141)	(324)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(47)	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(130)	(86)	(101)	-	(187)	(95)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(1)	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(5)	(8)	(10)	-	(18)	(31)
EBITDAaL	3 035	524	799	-	1 323	1 214
Principaux litiges	0	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(39)	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	(0)	-	20	-	20	2
Coûts des programmes de restructuration	(13)	(8)	(3)	-	(11)	(4)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	-	(13)	-	(13)	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 551)	(543)	(533)	-	(1 076)	(509)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	0	-	(0)	-	(0)	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(3)	-	(1)	-	(1)	7
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	1	-	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	5	8	10	-	18	31
Résultat d'exploitation	1 436	(19)	278	-	260	739
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés						
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾						
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net						
Gains (pertes) de change						
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾						
Autres produits et charges financiers						
Résultat financier						
Impôts sur les sociétés						
Résultat net de l'ensemble consolidé						

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 56 millions d'euros à fin juin 2022. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (22) millions d'euros à fin juin 2022.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Entreprises	Totem	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajustements de présentation ⁽²⁾	Comptes consolidés Orange
3 888	328	772	(1 220)	21 301	-	(4)	21 297	-	21 297
(2 041)	(59)	(1 019)	2 172	(8 984)	(64)	9	(9 039)	(11)	(9 050)
90	-	1 020	(1 629)	309	65	(8)	366	0	366
(337)	(0)	(5)	677	(211)	(14)	4	(222)	(9)	(231)
(1 109)	(6)	(644)	-	(4 321)	(40)	-	(4 361)	33	(4 329)
(48)	(4)	(53)	-	(1 234)	(1)	-	(1 235)	0	(1 235)
-	-	-	-	-	-	-	-	36	36
-	-	-	-	-	-	-	-	(47)	(47)
-	-	-	-	(47)	-	-	(47)	-	(47)
(75)	(78)	(195)	-	(761)	(2)	-	(762)	-	(762)
(1)	-	-	-	(1)	-	-	(1)	6	5
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(2)	(2)	(3)	-	(61)	(0)	-	(61)	61	n/a
364	180	(128)	-	5 989	(56)	-	5 934	70	n/a
-	-	(2)	-	(2)	-	-	(2)	2	n/a
(4)	-	79	-	36	(0)	-	35	(35)	n/a
3	-	12	-	36	-	-	36	(36)	n/a
(11)	-	(2)	-	(41)	-	-	(41)	41	n/a
(0)	(0)	(7)	-	(21)	(1)	-	(21)	21	n/a
(205)	(61)	(161)	-	(3 563)	(23)	-	(3 585)	-	(3 585)
3	-	-	-	3	-	-	3	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0	(0)	(0)	-	(2)	-	-	(2)	-	(2)
0	-	(2)	-	1	-	-	1	-	1
-	-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
2	2	3	-	61	0	-	61	(61)	n/a
152	120	(207)	-	2 499	(80)	-	2 420	-	2 420
									(297)
									(1)
									(9)
									(40)
									(61)
									36
									(373)
									(580)
									1 467

1.4 Investissements sectoriels

(en millions d'euros)	France	Europe			Total
		Espagne	Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	Eliminations Europe	
30 juin 2023					
eCapex	1 429	347	407	-	754
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	78	-	46	-	46
Licences de télécommunication	0	31	313	-	344
Actifs financés	145	-	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels⁽⁴⁾	1 652	378	766	-	1 143
30 juin 2022					
eCapex	1 673	465	369	-	835
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	59	-	36	-	36
Licences de télécommunication	8	6	27	-	33
Actifs financés	69	-	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels⁽⁵⁾	1 809	472	432	-	904

(1) Inclut la contribution de VOO à compter du 2 juin 2023.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 106 millions d'euros à fin juin 2023 et pour 100 millions d'euros à fin juin 2022.

(3) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 106 millions d'euros à fin juin 2023 et pour 110 millions d'euros à fin juin 2022.

(4) Dont 1 163 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 671 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(5) Dont 991 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 858 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises (2)	Totem	Opérateurs internationaux et Services partagés (3)	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
648	140	65	97	-	3 133	20	-	3 154
4	14	-	11	-	153	-	-	153
38	-	-	-	-	383	-	-	383
-	-	-	-	-	145	-	-	145
690	155	65	108	-	3 814	20	-	3 834
609	144	44	94	-	3 399	14	-	3 413
3	8	-	19	-	124	-	-	124
203	-	-	-	-	244	-	-	244
-	-	-	-	-	69	-	-	69
815	151	44	113	-	3 836	14	-	3 850

1.5 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)	France	Europe			Total
		Espagne	Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	Eliminations Europe	
30 juin 2023					
Ecarts d'acquisition	13 176	2 734	2 746	-	5 480
Autres immobilisations incorporelles	4 227	1 938	2 725	-	4 663
Immobilisations corporelles	16 923	3 561	5 191	-	8 752
Droits d'utilisation	2 152	1 165	1 035	-	2 200
Titres mis en équivalence	1 060	-	340	-	340
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	8	13	29	-	42
Total de l'actif non courant	37 546	9 411	12 066	-	21 477
Stocks	402	73	253	-	325
Créances clients	1 831	588	1 298	(0)	1 886
Autres actifs de contrats clients	343	188	429	-	617
Charges constatées d'avance	75	396	92	-	489
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	854	52	177	-	229
Total de l'actif courant	3 507	1 297	2 249	(0)	3 547
Total de l'actif	41 053	10 708	14 316	(0)	25 024
31 décembre 2022					
Ecarts d'acquisition	13 176	2 734	1 852	-	4 586
Autres immobilisations incorporelles	4 331	1 994	2 287	-	4 280
Immobilisations corporelles	16 906	3 640	4 239	-	7 879
Droits d'utilisation	1 946	1 035	1 023	-	2 058
Titres mis en équivalence	1 070	-	313	-	313
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	9	12	43	-	55
Total de l'actif non courant	37 438	9 415	9 755	-	19 171
Stocks	429	73	187	-	260
Créances clients	2 055	601	1 176	(1)	1 776
Autres actifs de contrats clients	371	174	425	-	600
Charges constatées d'avance	41	373	61	-	434
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	789	77	215	-	292
Total de l'actif courant	3 685	1 298	2 064	(1)	3 361
Total de l'actif	41 123	10 714	11 819	(1)	22 532

(1) Inclut la contribution de VOO à compter du 2 juin 2023.

(2) Dont 1 318 millions d'euros d'actifs courants liés au cantonnement de monnaie électronique à fin juin 2023 et 1 242 millions d'euros en 2022.

(3) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 532 millions d'euros à fin juin 2023 et 526 millions d'euros en 2022.

(4) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 757 millions d'euros à fin juin 2023 et 748 millions d'euros en 2022.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Totem	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
1 411	2 255	1 624	18	-	23 963	-	-	23 963
1 820	581 ⁽³⁾	7 ⁽⁴⁾	3 746 ⁽⁵⁾	-	15 044	64	-	15 108
4 392	395 ⁽³⁾	946 ⁽⁴⁾	1 109 ⁽⁵⁾	-	32 517	9	-	32 527
767	420	675	1 913	-	8 128	22	-	8 149
87	3	-	11	(0)	1 501	-	-	1 501
-	-	-	-	1 087	1 087	-	-	1 087
28	36	4	20	1 535	1 674	654 ⁽⁶⁾	(27)	2 300
8 505	3 690	3 257	6 818	2 623	83 915	749	(27)	84 636
155	117	-	90	-	1 090	0	-	1 090
1 036	1 323	238	1 175	(1 320)	6 170	55	(41)	6 184
10	664	-	-	-	1 634	-	-	1 634
294	105	22	116	(33)	1 069	29	(0)	1 097
-	-	-	-	9 299	9 299	-	-	9 299
1 851 ⁽²⁾	256	13	580	(128)	3 657	3 434 ⁽⁷⁾	(31)	7 060
3 347	2 465	273	1 963	7 818	22 919	3 518	(73)	26 364
11 852	6 155	3 530	8 780	10 441	106 834	4 267	(100)	111 000
1 420	2 289	1 624	18	-	23 113	-	-	23 113
1 956	577 ⁽³⁾	6 ⁽⁴⁾	3 741 ⁽⁵⁾	-	14 892	54	-	14 946
4 315	417 ⁽³⁾	943 ⁽⁴⁾	1 169 ⁽⁵⁾	-	31 630	10	-	31 640
819	438	649	2 002	-	7 912	23	-	7 936
89	3	-	12	(0)	1 486	-	-	1 486
-	-	-	-	1 390	1 390	-	-	1 390
27	36	4	21	1 430	1 583	781 ⁽⁶⁾	(27)	2 337
8 626	3 761	3 226	6 964	2 820	82 005	869	(27)	82 847
127	91	-	141	-	1 048	0	-	1 048
954	1 339	272	1 042	(1 200)	6 237	130	(62)	6 305
11	588	-	-	-	1 570	-	-	1 570
178	125	19	61	(28)	830	22	(0)	851
-	-	-	-	10 451	10 451	-	-	10 451
1 720 ⁽²⁾	278	13	424	150	3 666	2 931 ⁽⁷⁾	(18)	6 579
2 991	2 421	304	1 668	9 373	23 801	3 083	(81)	26 803
11 616	6 182	3 530	8 631	12 192	105 807	3 951	(108)	109 650

(5) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 1 692 millions d'euros à fin juin 2023 et 1 746 millions d'euros en 2022. Les immobilisations incorporelles incluent la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(6) Dont 644 millions d'euros d'actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles à fin juin 2023 et 772 millions d'euros en 2022 (voir note 12.1).

(7) Dont 3 271 millions d'euros d'actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles à fin juin 2023 (incluant 569 millions d'euros relatifs aux créances cédées par Orange Espagne) et 2 747 millions d'euros d'actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2022 (incluant 519 millions d'euros relatifs aux créances cédées par Orange Espagne) (voir note 12.1).

1.6 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)	France	Europe			Total
		Espagne	Autres pays d'Europe ⁽¹⁾	Éliminations Europe	
30 juin 2023					
Capitaux propres	-	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 932	1 072	869	-	1 941
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	466	405	484	-	889
Avantages du personnel non courants	1 492	3	59	-	62
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	346	13	269	-	282
Total des passifs non courants	4 236	1 493	1 681	-	3 174
Dettes locatives courantes	237	194	206	-	399
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 192	398	329	-	727
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 934	870	1 136	(0)	2 006
Passifs de contrats clients	843	225	554	-	779
Avantages du personnel courants	1 197	45	144	-	189
Produits constatés d'avance	-	83	21	-	104
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	1 047	138	622	-	760
Total des passifs courants	7 450	1 952	3 012	(0)	4 964
Total du passif et des capitaux propres	11 686	3 445	4 692	(0)	8 137
31 décembre 2022					
Capitaux propres	-	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 740	961	870	-	1 831
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	468	429	396	-	825
Avantages du personnel non courants	1 522	5	18	-	23
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	347	13	247	-	259
Total des passifs non courants	4 076	1 408	1 531	-	2 939
Dettes locatives courantes	214	178	194	-	373
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 383	451	460	-	911
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 924	868	971	(1)	1 839
Passifs de contrats clients	830	228	513	-	740
Avantages du personnel courants	1 243	56	125	-	181
Produits constatés d'avance	-	67	20	-	86
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	763	143	269	-	412
Total des passifs courants	7 357	1 992	2 552	(1)	4 542
Total du passif et des capitaux propres	11 433	3 399	4 083	(1)	7 481

(1) Inclut la contribution de VOO à compter du 2 juin 2023.

(2) Dont 1 318 millions d'euros de passifs courants liés au cantonnement de monnaie électronique à fin juin 2023 et 1 242 millions d'euros en 2022.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Totem	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
-	-	-	-	35 111	35 111	(705)	-	34 406
678	309	494	1 722	-	7 076	21	-	7 097
220	-	-	-	-	1 575	-	-	1 575
92	237	2	703	(0)	2 588	12	-	2 600
-	-	-	-	32 091	32 091	-	-	32 091
102	26	121	48	1 265	2 191	144 ⁽³⁾	(27)	2 308
1 092	572	617	2 474	33 357	45 522	177	(27)	45 671
170	129	143	420	-	1 498	4	-	1 503
627	55	12	87	(0)	2 701	6	-	2 707
1 508	903	284	1 009	(1 320)	7 325	58	(41)	7 341
92	837	9	157	(33)	2 683	-	(0)	2 683
111	472	5	424	-	2 398	17	-	2 416
36	9	-	9	(0)	158	4	(0)	162
-	-	-	-	5 711	5 711	-	(9)	5 702
2 241 ⁽²⁾	306	32	578	(1 236)	3 727	4 705 ⁽⁴⁾	(22)	8 410
4 785	2 711	485	2 684	3 122	26 202	4 795	(73)	30 924
5 877	3 284	1 102	5 158	71 590	106 834	4 267	(100)	111 000
-	-	-	-	35 589	35 589	(633)	-	34 956
691	320	476	1 820	-	6 879	23	-	6 901
188	-	-	-	-	1 480	-	-	1 480
89	242	2	682	0	2 560	7	-	2 567
-	-	-	-	32 265	32 265	-	-	32 265
96	16	115	43	1 235	2 112	172 ⁽³⁾	(27)	2 257
1 064	579	593	2 545	33 500	45 296	202	(27)	45 471
209	134	142	433	-	1 504	4	-	1 509
589	68	9	134	(0)	3 094	6	-	3 101
1 307	909	256	942	(1 200)	6 976	153	(62)	7 067
93	750	9	184	(27)	2 580	-	(0)	2 579
88	455	6	421	-	2 394	24	-	2 418
40	8	-	10	(0)	145	5	(0)	149
-	-	-	-	4 759	4 759	-	(6)	4 753
2 031 ⁽²⁾	311	11	572	(630)	3 470	4 190 ⁽⁴⁾	(12)	7 647
4 358	2 636	432	2 696	2 901	24 922	4 382	(81)	29 223
5 422	3 215	1 026	5 240	71 989	105 807	3 951	(108)	109 650

(3) Dont 131 millions d'euros de passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles à fin juin 2023 et 171 millions d'euros en 2022 (voir note 12.1).

(4) Dont 3 447 millions d'euros de passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles à fin juin 2023 et 3 034 millions d'euros en 2022 (voir note 12.1).

1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles

(en millions d'euros)	30 juin 2023			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 161	(73)	0	1 088
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	6 486	30	0	6 517
Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles	252	(112)	0	140
Diminution (augmentation) des stocks bruts	(14)	0	-	(14)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	166	75	(21)	220
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	203	(98)	21	126
Variation des actifs et passifs de contrats clients	33	-	0	33
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(136)	(89)	-	(225)
Autres décaissements nets	(2 015)	6	(0)	(2 010)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(807)	3	-	(804)
Dividendes encaissés	1	-	-	1
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(563) ⁽¹⁾	2	(0)	(561)
Impôts sur les sociétés décaissés	(647)	0	-	(647)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)	5 885 ⁽²⁾	(149)	-	5 736
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(3 789)	(20)	-	(3 809)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁴⁾	(3 669)	(20)	-	(3 690)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(285)	0	-	(285)
Cessions des actifs corporels et incorporels	166	-	-	166
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(1 350)	-	-	(1 350)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(25)	-	-	(25)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(40)	-	-	(40)
Cessions de titres de participation nettes de la trésorerie cédée	29	-	-	29
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur	3	-	-	3
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	1 122	90	3	1 215
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)	(4 050)	69	3	(3 978)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	836	-	-	836
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁵⁾	(834)	-	-	(834)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	537	(36)	(3)	498
Augmentation (diminution) des dépôts de <i>cash collateral</i>	(252)	(8)	-	(260)
Effet change des dérivés net	(14)	-	-	(14)
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(787)	(2)	-	(789)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	177	-	-	177
Coupons sur titres subordonnés	(102)	-	-	(102)
Cessions (rachats) d'actions propres	2	-	-	2
Variations de capital - propriétaires de la société mère	0	-	-	0
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	2	-	-	2
Variations de capital - activités Télécoms / Services Financiers Mobiles ⁽⁶⁾	(100)	100	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(10)	-	-	(10)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 064)	-	-	(1 064)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(222)	-	-	(222)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)	(1 830)	54	(3)	(1 779)

(en millions d'euros)	30 juin 2023			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	5 846	158	-	6 004
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	4	(26)	-	(22)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	40	-	-	40
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires	40	-	-	40
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	5 890	133	-	6 022

(en millions d'euros)	30 juin 2022			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 546	(80)	(0)	1 467
Éléments non monétaires et reclassements de présentation	6 249	(35)	0	6 215
Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles	37	(42)	1	(6)
Diminution (augmentation) des stocks bruts	(41)	0	-	(40)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	98	4	(3)	99
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	50	37	3	90
Variation des actifs et passifs de contrats clients	75	-	1	75
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(146)	(83)	-	(229)
Autres décaissements nets	(2 044)	4	(0)	(2 040)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(962)	4	-	(958)
Dividendes encaissés	2	-	-	2
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(504) ⁽¹⁾	0	(0)	(504)
Impôts sur les sociétés décaissés	(580)	(1)	-	(581)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)	5 789 ⁽²⁾	(153)	-	5 636
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(3 880)	(11)	-	(3 892)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁴⁾	(3 767)	(14)	-	(3 781)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(239)	3	-	(237)
Cessions des actifs corporels et incorporels	126	-	-	126
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(12)	-	-	(12)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(8)	-	-	(8)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(17)	-	-	(17)
Cessions de titres de participation nettes de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur	2	-	-	2
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	(707)	114	(0)	(593)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)	(4 622)	103	(0)	(4 519)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	985	0	(0)	985
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁵⁾	(331)	-	-	(331)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(892)	8	0	(884)
Augmentation (diminution) des dépôts de <i>cash collateral</i>	922	(23)	-	899
Effet change des dérivés net	(103)	-	-	(103)
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(734)	(2)	-	(737)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	-	-	-	-
Coupons sur titres subordonnés	(121)	-	-	(121)
Cessions (rachats) d'actions propres	20	-	-	20
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	0	0	-	0
Variations de capital - activités Télécoms / Services Financiers Mobiles	(23)	23	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	1	-	-	1
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 063)	-	-	(1 063)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(177)	-	-	(177)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)	(1 517)	6	0	(1 510)

(en millions d'euros)	30 juin 2022			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	8 188	433	-	8 621
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(349)	(45)	-	(394)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	32	-	-	32
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires	32	-	-	32
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	7 871	388	-	8 259

(1) Dont (112) millions d'euros au 30 juin 2023 et (60) millions d'euros au 30 juin 2022 d'intérêts décaissés sur les dettes locatives.

(2) Dont principaux litiges (décaissés) et encaissés pour (22) millions d'euros au 30 juin 2023 et (13) millions d'euros au 30 juin 2022.

(3) Dont licences de télécommunications décaissées pour (202) millions d'euros au 30 juin 2023 et (302) millions d'euros au 30 juin 2022.

(4) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 145 millions d'euros au 30 juin 2023 et 69 millions d'euros au 30 juin 2022 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(5) Dont décaissements au titre des dettes liées aux actifs financés de (56) millions d'euros au 30 juin 2023 et de (44) millions d'euros au 30 juin 2022.

(6) Correspond à l'augmentation de capital de 100 millions d'euros d'Orange Bank souscrit par le groupe Orange au 30 juin 2023.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le cash-flow organique des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	5 885	5 789
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 789)	(3 880)
Remboursements des dettes locatives	(787)	(734)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(56)	(44)
Neutralisation des licences de télécommunications décaissées	202	302
Neutralisation des principaux litiges décaissés ou encaissés	22	13
Cash-flow organique des activités télécoms	1 477	1 445

Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2023 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2022.

2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2023 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 25 juillet 2023.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, ces comptes sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union européenne et publiée par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées en note 2.4.

Les données sont présentées sur la base de données en millions d'euros, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;

- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

La direction d'Orange exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions et procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent pas être précisément évalués ou lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience.

2.3 Prise en compte du contexte macro-économique

Le jugement et les estimations réalisés par le Groupe tiennent aussi compte de la volatilité de certaines données liée à la complexité du contexte macro-économique actuel, le Groupe a porté une attention particulière :

- aux éventuels impacts sur les tests de dépréciation, que ce soit sur l'évolution des données de marché (taux d'actualisation, évolution de l'inflation) ou sur les flux utilisés ;
- aux conséquences de l'évolution des données de marché sur l'évaluation de certains actifs et passifs du Groupe ;
- à la volatilité des prix ou aux risques de difficultés d'approvisionnement, notamment d'électricité, dans certains pays.

2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1^{er} janvier 2023

Sont décrits ci-après les nouvelles normes et amendements de normes dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2023.

2.4.1 Amendement IAS 1 : Informations à fournir sur les méthodes comptables

L'amendement de la norme indique qu'une entité doit désormais fournir des informations significatives sur les méthodes comptables plutôt que sur les principales méthodes comptables. Cet amendement ne devrait faire évoluer que de façon marginale les informations fournies par le Groupe dans ses annexes aux comptes consolidés annuels.

2.4.2 Amendement IAS 8 : Définition des estimations comptables

L'amendement de la norme a revu la définition des estimations comptables sans en modifier le concept. La mise en œuvre de cet amendement a été sans impact sur les comptes consolidés du Groupe et seule une évolution marginale des informations fournies par le Groupe dans ses annexes aux comptes consolidés annuels pourrait se produire.

2.4.3 Amendement IAS 12 : Impôts – Impôts différés relatifs à un actif ou passif acquis via une transaction unique

L'amendement introduit une nouvelle exception à l'exemption de comptabilisation initiale d'impôts différés. Suite à cet amendement, une entité n'applique pas l'exemption de comptabilisation initiale pour les transactions qui donnent lieu à des différences temporelles déductibles.

Selon la législation fiscale applicable, des différences temporelles imposables et déductibles égales peuvent survenir lors de la comptabilisation initiale d'un actif et d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable. Par exemple, cela peut survenir lors de la comptabilisation de la dette liée à un contrat de location et du droit d'utilisation correspondant en application d'IFRS 16 à la date de début d'un contrat de location. Les principes comptables du Groupe étaient déjà alignés aux propositions de l'amendement.

2.4.4 IFRS 17 et amendements IFRS 9 : Contrats d'assurance

Le Groupe n'est pas soumis aux dispositions de la nouvelle norme IFRS 17 traitant des modalités de comptabilisation et d'évaluation des contrats d'assurance. Les amendements IFRS 9 proposent des dispositions afin de pouvoir fournir une information comparative aux sociétés appliquant pour la première fois la norme IFRS 17.

Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre

3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Résultat de cession des actifs immobilisés	50	41
<i>dont prix de cession des immobilisations⁽¹⁾</i>	153	124
<i>dont valeur nette comptable des immobilisations cédées</i>	(103)	(83)
Résultat de cession de titres et d'activités	(0)	(5)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	50	36

(1) Le prix de cession des actifs immobilisés est utilisé dans la détermination des eCAPEX, cet indicateur de performance opérationnelle correspond à l'acquisition d'actifs incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors investissements d'actifs financés, diminuée du prix de cession des actifs immobilisés.

3.2 Principales variations de périmètre et transactions en cours

Principales variations de périmètre

Prise de contrôle de VOO en Belgique

Le 2 juin 2023, Orange Belgium a finalisé l'acquisition de 75 % du capital moins une action de VOO pour 1 369 millions d'euros auprès de Nethys. La contribution de VOO est consolidée dans les états financiers du Groupe depuis cette date.

Cette transaction a pour objectif d'appuyer la stratégie convergente nationale d'Orange Belgium et devrait générer d'importantes synergies, liées principalement au transfert de l'activité MVNO de VOO sur le réseau d'Orange Belgium.

A l'issue de l'opération, Nethys conserve une participation minoritaire dans VOO et dispose de droits protectifs pour garantir la réalisation du projet industriel et social.

Une promesse d'achat (*put option*), consentie par Orange à Nethys sur sa participation dans VOO et exerçable jusqu'en juin 2026, a conduit à la comptabilisation d'un passif financier courant de 279 millions d'euros à la date d'acquisition correspondant à la juste valeur des capitaux propres attribuables aux minoritaires.

La transaction prévoit également la possibilité pour Nethys de convertir sa participation dans VOO en titres Orange Belgium jusqu'en juin 2025. Le cas échéant, Nethys dispose d'une promesse d'achat consentie par Orange sur ces titres, exerçable jusqu'en juin 2026.

(en millions d'euros)	A la date d'acquisition
Prix d'acquisition	1 369
Trésorerie acquise	(19)
Investissement net de la trésorerie acquise	1 349

Conformément à IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, le Groupe dispose d'un an à compter de la date d'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés. Ces travaux ne sont pas encore finalisés au 30 juin 2023.

Par conséquent les montants communiqués ci-dessous sont provisoires et seront revus au cours du second semestre 2023.

(en millions d'euros)	A la date d'acquisition
Prix d'acquisition relatif à la prise de participation de 75 %	1 369
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle	279
Coût d'acquisition (a)	1 648
Actif net comptable acquis avant évaluation à la juste valeur (b)	763
Ecart d'acquisition préliminaire (a)-(b)	885

Des garanties de passif, usuelles dans ce type de transaction, ont par ailleurs été accordées à Orange.

Transactions en cours au 30 juin 2023

Signature d'un accord entre Orange et MásMóvil portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne

Le 23 juillet 2022, Orange et MásMóvil ont signé un accord portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne (hors Totem Espagne et MásMóvil Portugal). Ce regroupement prendrait la forme d'une *joint-venture* 50-50, co-contrôlée par le groupe Orange et l'actionnaire de MásMóvil. Le groupe Orange perdrait alors le contrôle exclusif sur ses activités en Espagne, et la *joint-venture* serait consolidée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange.

La finalisation de l'opération reste soumise à l'approbation des autorités compétentes en matière administrative, réglementaire et de concurrence et aux conditions suspensives de réalisation afférentes et/ou contractuelles.

La Commission européenne a réalisé une enquête préliminaire (phase I) et a décidé d'ouvrir une enquête approfondie (phase II) afin d'apprécier, au regard du règlement de l'Union Européenne sur les concentrations, ce projet de création d'une entreprise commune par Orange et MásMóvil.

Au regard de l'état d'avancement de l'opération et de la nécessité d'obtenir le feu vert des autorités de concurrence et des autorités administratives compétentes, le Groupe estime que les critères de la norme IFRS 5 relatifs à l'évaluation et à la présentation des activités destinées à être cédées ne sont pas remplis au 30 juin 2023.

Cette transaction pourrait être conclue lors du second semestre 2023.

Signature d'un accord pour la cession des titres OCS et Orange Studio détenus par Orange au groupe Canal+

Orange et le groupe Canal+ ont annoncé le 9 janvier 2023 la signature d'un protocole d'accord en vue de la cession à Canal+ de la totalité des titres qu'Orange détient dans le bouquet de chaînes payantes OCS et dans Orange Studio, la filiale de coproduction de films et séries. Le groupe Canal+ deviendrait à l'issue de cette transaction l'actionnaire unique des deux sociétés.

La finalisation de l'opération reste soumise à l'approbation des autorités compétentes en matière administrative, réglementaire et de concurrence et aux conditions suspensives de réalisation afférentes et/ou contractuelles.

Le Groupe estime que les critères de la norme IFRS 5 relatifs à l'évaluation et à la présentation des activités destinées à être cédées ne sont pas remplis au 30 juin 2023.

Autres projets

Conclusions de la revue stratégique d'Orange Bank et entrée en négociation exclusive avec BNP Paribas

Le 28 juin 2023, le groupe Orange a annoncé entrer en négociation exclusive avec BNP Paribas afin de définir un partenariat de référencement concernant le portefeuille clients d'Orange Bank en France et pour développer des solutions de financement des terminaux mobiles. Les deux groupes discuteront également des modalités de reprise de l'activité d'Orange Bank en Espagne.

Ce partenariat apportera une solution de continuité pour les clients d'Orange Bank et s'inscrit dans l'intention de retirer progressivement Orange Bank du marché de la banque de détail en France et en Espagne d'ici à fin 2025.

Il ne s'agit que d'une déclaration d'intention, les décisions ou actions engageantes sur le projet ne seront prises qu'après la fin de la période de consultation des instances représentatives du personnel et prise en compte des éventuelles recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Par conséquent, le Groupe estime que les critères de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » ne sont pas remplis au 30 juin 2023.

Note 4 Créances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022
Valeur nette des créances clients - en début de période	6 305	6 029
Variations liées à l'activité	(202)	299
Variations de périmètre ⁽¹⁾	90	(3)
Ecarts de conversion	(10)	(76)
Reclassements et autres	0	56
Valeur nette des créances clients - en fin de période	6 184	6 305

(1) Correspond, en 2023, à l'intégration de VOO (voir note 3.2).

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022
Créances clients nettes, dépréciées sur la base de l'ancienneté	1 332	1 191
Créances clients nettes, dépréciées sur la base d'autres critères	453	324
Créances clients nettes échues	1 785	1 515
Créances clients nettes non échues ⁽¹⁾	4 399	4 790
Créances clients nettes	6 184	6 305
Dont part à court terme	5 883	6 022
Dont part à long terme ⁽²⁾	301	283

(1) Les créances non échues sont présentées nettes du solde des pertes anticipées sur créances clients.

(2) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement différé dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues des offres de location-financement d'équipements aux entreprises.

Le Groupe a apprécié le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2023 et a comptabilisé des dépréciations de créances clients pour un montant de (102) millions d'euros sur la période au compte de résultat ((74) millions d'euros au 30 juin 2022).

Pour les Services Financiers Mobiles, l'appréciation du risque de crédit bancaire est décrite en note 12.2.

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2022, Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière pour les activités télécoms :

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022
Dépréciation sur créances clients - en début de période	(996)	(1 012)
Dotations nettes comptabilisées au résultat	(102)	(208)
Pertes réalisées sur créances clients	121	218
Variations de périmètre ⁽¹⁾	(117)	(6)
Ecart de conversion	2	16
Reclassements et autres	(1)	(4)
Dépréciations sur créances clients - en fin de période	(1 093)	(996)

(1) Correspond, en 2023, à l'intégration de VOO (voir note 3.2).

Programmes de cession sans recours de créances commerciales

Orange a mis en place des programmes de cession sans recours de ses créances à paiements étalés dans plusieurs pays. Celles-ci ne sont plus inscrites au bilan. Les créances cédées concernent principalement l'Espagne (dont une partie a été cédée à Orange Bank - voir note 12.1), la Roumanie, la Pologne et la France et s'élèvent à environ 385 millions d'euros au premier semestre 2023 contre environ 640 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Note 5 Achats et autres charges

5.1 Achats externes

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus	(3 838)	(3 681)
<i>dont coûts des terminaux et autres équipements vendus</i>	<i>(2 205)</i>	<i>(2 039)</i>
<i>dont dépenses de publicité, promotion, sponsoring et rebranding</i>	<i>(386)</i>	<i>(398)</i>
Achats et versements aux opérateurs	(1 949)	(2 104)
<i>dont coûts d'interconnexions</i>	<i>(1 138)</i>	<i>(1 346)</i>
Autres charges de réseau, charges informatiques	(1 944)	(1 784)
Autres achats externes	(1 616)	(1 481)
<i>dont coût de construction de réseau pour revente à autrui</i>	<i>(559)</i>	<i>(572)</i>
<i>dont frais généraux</i>	<i>(631)</i>	<i>(566)</i>
Total achats externes	(9 347)	(9 050)

5.2 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Dépréciations et pertes sur créances clients - activités télécoms	(102)	(74)
Litiges	71 ⁽¹⁾	(41)
Coût du risque de crédit bancaire	(33)	(23)
Résultat de change opérationnel	(19)	(12)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(16)	(7)
Charges du service universel	(14)	(14)
Autres charges	(37)	(60)
Total autres charges opérationnelles	(150)	(231)

(1) Comprend principalement la reprise de provision de 97 millions d'euros dans le cadre du litige opposant Digicel à Orange suite à une décision favorable de la Cour de cassation en mars 2023 (voir note 14.1).

Les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms sont détaillées en note 4.

Le coût du risque de crédit concerne uniquement les Services Financiers Mobiles et comprend les dotations et reprises sur les dépréciations des titres à revenus fixes, des prêts et créances à la clientèle ainsi que les dotations et reprises de dépréciations relatives aux engagements de garantie donnés, les pertes sur créances et les récupérations de créances amorties (voir note 12.2).

Les paiements relatifs à certains litiges sont enregistrés directement en autres charges opérationnelles. Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 14.1.

5.3 Coûts des restructurations

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Plans de départs des salariés	(11)	(11)
Immobilier	(8)	0
Réseaux de distribution	(1)	(11)
Autres	(14)	(25)
Total coûts des restructurations	(35)	(47)

Orange Business a présenté la déclinaison opérationnelle de ses priorités dans le cadre du plan stratégique Lead the future. Ce plan porte une ambition forte de transformation et de simplification d'Orange Business dont le marché est en profonde mutation, et pourrait conduire à la suppression d'environ 650 postes en France sur les principales activités historiques d'Orange Business, sur la base du volontariat. La consultation des instances représentatives du personnel a débuté, et devrait s'achever sur le second semestre 2023. Ainsi, aucune provision pour restructuration n'a été comptabilisée sur le premier semestre 2023.

5.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

Extension des délais de règlement de fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Depuis plusieurs années, certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures.

Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 416 millions d'euros au 30 juin 2023.

Note 6 Charges de personnel

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Salaires et charges	(4 548)	(4 241)
<i>dont accords Temps Partiel Senior⁽¹⁾</i>	<i>(225)</i>	<i>62</i>
Autres	(75)	(87)
Total charges de personnel	(4 624)	(4 329)

(1) Au 30 juin 2023, les charges liées aux accords Temps Partiel Senior (TPS) incluent principalement un effet lié à la réforme des retraites en France de (257) millions d'euros. Au 30 juin 2022, les charges liées aux accords TPS incluaient un gain actuariel de 84 millions d'euros lié à la courbe de taux d'actualisation en forte hausse dans le contexte macroéconomique de 2022.

En France, la réforme des retraites, reculant progressivement l'âge légal de départ à 64 ans, a été promulguée le 14 avril 2023. Les accords Temps Partiel Senior (TPS) signés en 2018 et 2021 prévoyaient, dans ce cas de figure, la prolongation des dispositifs pour les salariés concernés. Ainsi, un complément de provision de 257 millions d'euros a été comptabilisé et le coût actualisé de l'engagement s'élève à 1 782 millions d'euros au 30 juin 2023 (1 753 millions d'euros au 31 décembre 2022). Ce complément de provision est partiellement compensé par la reprise de provision liée aux prestations payées sur la période.

Les effets de la réforme sur les engagements postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme (hors TPS) ne sont pas significatifs au 30 juin 2023.

Note 7 Pertes de valeur

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et lorsque des indices de perte de valeur sont identifiés.

L'évolution du contexte économique et financier, les différentes capacités de résistance des acteurs du marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, la baisse des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs de dépréciation potentiels.

Les éléments pris en compte par le Groupe au 30 juin 2023 restent inchangés par rapport à ceux décrits au 31 décembre 2022.

Les travaux de planification pluriannuelle étant réalisés au second semestre, les réexamens semestriels induits par l'identification d'indicateurs de dépréciation sont conduits sur la base de révisions préliminaires des trajectoires de flux de trésorerie retenues et de l'évolution des paramètres financiers par rapport à la fin de l'année précédente.

Au 30 juin 2023

Au 30 juin 2023, la revue des indices de perte de valeur n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser de perte de valeur.

Au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, la revue des indices de perte de valeur n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser de perte de valeur.

Note 8 Titres mis en équivalence**8.1 Variation des titres mis en équivalence**

Le tableau ci-dessous présente la valeur des principaux titres mis en équivalence :

Société (en millions d'euros)	Principale activité	Principal co-actionnaire	% d'intérêt	30 juin 2023	31 décembre 2022
Entités sous contrôle conjoint					
Orange Concessions et ses filiales	Exploitation / maintenance des Réseaux d'Initiative Publique	Consortium HIN (50 %)	50%	1 047	1 057
Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne)	Construction / exploitation en Pologne	APG Group (50 %)	50% ⁽¹⁾	334	306
Mauritius Telecom et ses filiales	Opérateur de télécommunications à Maurice	Etat mauricien (34 %)	40%	74	72
Autres				17	17
Entités sous influence notable					
Orange Tunisie	Opérateur de télécommunications en Tunisie	Investec (51 %)	49%	13	17
Savoie connectée	Opérateur d'infrastructures réseau de fibre optique	Covage (70 %)	30%	7	7
IRISnet	Opérateur de télécommunications en Belgique	Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (MRBC) (53 %)	22%	6	6
Autres				3	3
Total titres mis en équivalence				1 501	1 486

(1) Correspond au pourcentage d'intérêt d'Orange Polska dans Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne).

La variation des titres mis en équivalence est la suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022
Titres mis en équivalence - en début de période	1 486	1 440
Dividendes	(9)	(5)
Quote-part du résultat net	(8)	(2)
Variation des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	(8)	51
Variations de périmètre	-	(3)
Variations de capital	22	11
Ecarts de conversion	14	(2)
Reclassements et autres	4	(3)
Titres mis en équivalence - en fin de période	1 501	1 486

(1) Comprendait en 2022, la variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôts, comptabilisée en autres éléments du résultat global dont 33 millions d'euros pour Orange Concessions, et 18 millions d'euros pour la FiberCo en Pologne.

8.2 Principales données des entités mises en équivalence

Les principales données relatives à Orange Concessions et Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne) sont les suivantes (données des états financiers des entités à 100 %) :

(en millions d'euros)	30 juin 2023		31 décembre 2022	
	Orange Concessions	Światłowód Inwestycje Sp. z o.o.	Orange Concessions	Światłowód Inwestycje Sp. z o.o.
Actif				
Actifs non courants	3 660	465	3 699	372
Actifs courants	395	199	417	197
Total de l'actif	4 055	664	4 115	569
Passif				
Capitaux propres	2 097	317	2 117	281
Passifs non courants	1 492	272	1 494	198
Passifs courants	466	75	505	90
Total du passif et des capitaux propres	4 055	664	4 115	569
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires	285	20	768	29
Résultat d'exploitation	(20)	(4)	(7)	(4)
Résultat financier	(5)	(6)	(35)	(5)
Impôts sur les sociétés	0	2	8	1
Résultat net	(25)	(8)	(35)	(8)

8.3 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions entre le Groupe et les parties liées sont essentiellement composées des transactions avec les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence dont notamment Orange Concessions et Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne). Par ailleurs, les montants des transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2022.

Note 9 Impôts sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Total Impôts sur les sociétés	(461)	(580)
Impôt exigible	(436)	(555)
Impôt différé	(25)	(25)

La diminution de la charge d'impôt au 30 juin 2023 s'explique notamment par l'évolution du résultat comptable des entités du groupe d'intégration fiscale en France.

Recouvrabilité des impôts différés actifs

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs. La recouvrabilité est appréciée au regard des derniers plans d'affaires utilisés pour les tests de pertes de valeur, ces plans pouvant éventuellement être retraités de spécificités fiscales.

Sur les périodes présentées, l'analyse menée sur la base des plans d'affaires n'a pas conduit à comptabiliser d'effet matériel dans les comptes.

Evolution des contentieux et contrôles fiscaux

Les contentieux et contrôles fiscaux du Groupe n'ont pas connu d'évolutions majeures sur la période.

Réforme fiscale internationale

Le Groupe suit attentivement les développements liés à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité internationale introduisant un impôt minimum complémentaire mondial et poursuit ses travaux d'estimation de cet impôt complémentaire.

Note 10 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)

10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 10 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 12 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour ses actifs et passifs, le résultat financier étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2023.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	539	-		539	12.1.1	-
Actifs financiers non courants	1 002	1 030	10.5	-		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	1 155	1 050	10.3	105		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 262	-		3 271	12.1.1	(9)
Actifs financiers courants	3 342	3 343	10.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	113	113	10.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 022	5 890	10.3	133		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	69	-		96	12.1.2	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	31 786	31 786	10.3	-		-
Dérivés passifs non courants	341	305	10.3	35		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 447	-		3 447	12.1.2	(1)
Passifs financiers courants	5 651	5 660	10.3	-		(9)
Dérivés passifs courants	51	51	10.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank

Orange SA a consenti une convention d'avance en compte courant à Orange Bank en juin 2023, portant sur un montant de 150 millions d'euros et avec pour échéance le 31 décembre 2023, avec faculté d'être portée ultérieurement à 400 millions d'euros. Au 30 juin 2023, cette avance en compte courant n'a pas été utilisée par Orange Bank.

10.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Le coût de l'endettement financier net est constitué des produits et charges relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période.

Les gains et pertes de change incluent notamment la réévaluation en euros des emprunts obligataires et bancaires libellés en devises étrangères ainsi que la réévaluation symétrique, le cas échéant, des couvertures associées telles que définies par IFRS 9.

(en millions d'euros)	Résultat financier						Autres éléments du résultat global
	Coût endettement financier brut ⁽¹⁾	Produits (charges) sur actifs constitutifs endettement net	Coût endettement financier net	Gain (perte) de change	Autres charges financières nettes	Résultat financier	Réserves
30 juin 2023							
Actifs financiers	-	130	130	21	21		3
Passifs financiers	(563)	-	(563)	(17)	(0)		-
Dettes locatives	-	-	-	-	(116)		-
Dérivés	29	-	29	(37)	0		(286)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(60)		-
Total	(534)	130	(404)	(32)	(156)	(592)	(283)
30 juin 2022							
Actifs financiers	-	(9)	(9)	17	59		(32)
Passifs financiers	(497)	-	(497)	(378)	(0)		-
Dettes locatives	-	-	-	-	(61)		-
Dérivés	199	-	199	321	0		488
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(24)		-
Total	(298)	(9)	(307)	(40)	(26)	(373)	456

(1) Inclut les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés pour (6) millions d'euros au 30 juin 2023 et (1) million d'euros au 30 juin 2022.

A fin juin 2023, l'état du résultat global consolidé présente une perte sur les couvertures de flux de trésorerie de (286) millions d'euros (dont (277) millions d'euros liés aux entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale), contre un gain de 488 millions d'euros (dont 438 millions d'euros liés aux entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale) au premier semestre 2022. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe par des *cross currency swaps* :

- la perte sur le premier semestre 2023 s'explique principalement par la dépréciation du dollar américain contre l'euro et par l'augmentation des différentiels de taux long terme.
- le gain sur le premier semestre 2022 s'expliquait principalement par l'appréciation du dollar américain contre l'euro et par la réduction des différentiels de taux long terme.

10.3 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022
TDIRA ⁽¹⁾	641	638
Emprunts obligataires	29 388	29 943
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	3 963	3 309
Dettes sur actifs financés	390	316
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	811	1 072
<i>NEU Commercial Papers</i> ⁽²⁾	1 615	1 004
Banques créditrices	255	250
Autres passifs financiers ⁽³⁾	383	105
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	37 446	36 638
Dérivés passifs courants et non courants ⁽⁴⁾	357	386
Dérivés actifs courants et non courants ⁽⁴⁾	(1 163)	(1 455)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couverture en vie	(142)	114
Endettement financier brut après dérivés (a)	36 498	35 684
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> ⁽⁵⁾	(28)	(38)
Placements à la juste valeur ⁽⁶⁾	(3 306)	(4 500)
Quasi-disponibilités	(3 430)	(3 178)
Disponibilités	(2 460)	(2 668)
Autres actifs financiers	(0)	(2)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(9 224)	(10 386)
Endettement financier net (a) + (b)	27 274	25 298

(1) Titres à durée indéterminée remboursables en actions.

(2) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(3) Comprend le passif financier de 279 millions d'euros comptabilisé au titre de la promesse d'achat consentie par Orange à Nethys (voir note 3.2.).

(4) Au 30 juin 2023, l'effet change sur les *cross currency swaps* couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain latent de 742 millions d'euros.

(5) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(6) Seuls les placements à la juste valeur, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

10.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires

Au cours du premier semestre 2023, Orange SA a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance 1^{er} mars 2023 avec un coupon de 2,5 %.

Le 1^{er} mars 2023, Orange SA a contracté un emprunt bancaire auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 500 millions d'euros à échéance 1^{er} mars 2030 à taux variable euribor 6 mois + 39 pdb.

10.5 Actifs financiers

Les actifs financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2023			31 décembre 2022
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	448	-	448	419
Titres de participation	448	-	448	419
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	221	3 306	3 528	4 745
Placements à la juste valeur ⁽¹⁾	-	3 306	3 306	4 500
Titres de participation	193	-	193	206
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	28	0	28	38
Autres	0	-	0	2
Actifs financiers au coût amorti	360	37	397	381
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾	80	26	106	106
Autres	280	11	291	275
Total Actifs financiers	1 030	3 343	4 372	5 545

(1) Exclusivement des *NEU Commercial Papers* et des titres obligataires.

(2) Dont prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

Note 11 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)

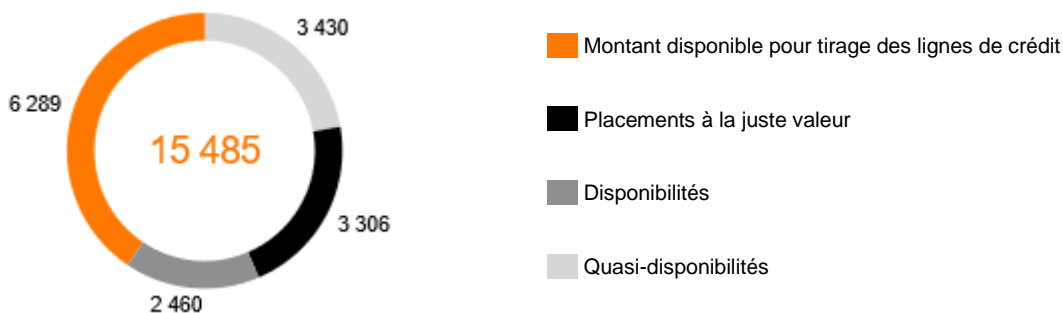
11.1 Politique de gestion des risques

Au premier semestre 2023, le contexte macroéconomique est marqué par le relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales pour limiter les tensions inflationnistes. Ces évolutions sur le marché financier n'ont pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers.

Le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié lui permettant de présenter au 30 juin 2023 la position de liquidité suivante :

Position de liquidité

(en millions d'euros)



Pour la gestion spécifique du risque de contrepartie lié aux créances clients, voir note 4.

11.2 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange a évolué au premier semestre 2023 par rapport au 31 décembre 2022, Moody's Investors Service (Moody's) a changé la perspective de stable à positive.

Au 30 juin 2023, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+
Perspective	Stable	Positive	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

11.3 Ratios financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2022 demeurent respectés au 30 juin 2023.

11.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers

Aucun événement ayant un impact significatif sur la détermination des niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers n'est intervenu au cours du premier semestre 2023.

Note 12 Activités des Services Financiers Mobiles

12.1 Éléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles

Les comptes des activités des Services Financiers Mobiles ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 10 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 12 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour les actifs et passifs financiers, le résultat financier qui y est associé étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupes entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2023.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	539	-		539	12.1.1	-
Actifs financiers non courants	1 002	1 030	10.5	-		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	1 155	1 050	10.3	105		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 262	-		3 271	12.1.1	(9)
Actifs financiers courants	3 342	3 343	10.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	113	113	10.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 022	5 890	10.3	133		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	69	-		96	12.1.2	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	31 786	31 786	10.3	-		-
Dérivés passifs non courants	341	305	10.3	35		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 447	-		3 447	12.1.2	(1)
Passifs financiers courants	5 651	5 660	10.3	-		(9)
Dérivés passifs courants	51	51	10.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

Le secteur Services Financiers Mobiles regroupe Orange Bank et d'autres entités. La contribution des autres entités à l'état de la situation financière du secteur Services Financiers Mobiles et a fortiori du Groupe n'étant pas matérielle, seules les données d'Orange Bank font l'objet d'une présentation détaillée ci-dessous.

12.1.1 Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2023			31 décembre 2022
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	3	-	3	3
Titres de participation	3	-	3	3
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat	266	5	271	296
Titres de dettes	266	5	271	296
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	45	-	45	50
Placements à la juste valeur	-	-	-	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	37	-	37	42
Autres	8	-	8	8
Actifs financiers au coût amorti	225	3 248	3 474	3 021
Titres à revenu fixe	225	1	226	310
Prêts et créances auprès de la clientèle	-	2 486	2 486	2 517
Prêts et créances auprès des établissements de crédit	-	762	762	191
Autres	-	-	-	2
Total Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank	539	3 254	3 793	3 370

Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle et des établissements de crédit.

Dans le cadre de la retranscription des comptes de la banque dans le plan comptable Groupe, ont été rassemblés au sein des opérations avec la clientèle : les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle.

A fin juin 2023, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (872 millions d'euros), de crédits à l'habitat (932 millions d'euros) et de rachat de créances entre Orange Bank Espagne et Orange Espagne (569 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

12.1.2 Passifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées principalement de dettes de la banque auprès de la clientèle pour 2 188 millions d'euros, des établissements de crédit pour 891 millions d'euros ainsi que de certificats de dépôts pour 283 millions d'euros.

A fin juin 2023, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 890 millions d'euros et de comptes ordinaires de la clientèle pour 1 297 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et emprunts à terme.

Les emprunts *Targeted Longer-Term Refinancing Operations* ("TLTRO") seront remboursés en respect du calendrier de la BCE, c'est-à-dire 481 millions d'euros ont ainsi été remboursés le 28 juin 2023 et 60 millions d'euros seront remboursés en décembre 2023.

12.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank.

Dans un contexte touché par la hausse de l'inflation en France, Orange Bank maintient sa politique de provisionnement prudente face aux incertitudes économiques, notamment au travers des provisions *forward looking*. Au 30 juin 2023, ces provisions ont fait l'objet d'une mise à jour en prenant en compte les nouvelles projections du PIB selon l'OCDE sur 2023 et 2024, ainsi que le contexte inflationniste et le taux de chômage en France et en Espagne. Compte tenu de l'amélioration des prévisions de PIB, partiellement prise en compte dans les scénarios retenus par la banque, les provisions calculées au titre de l'effet *forward looking* passent de 7 millions d'euros au 31 décembre 2022 à 6 millions d'euros au 30 juin 2023.

Au 30 juin 2023, le coût du risque d'Orange Bank s'établit à 31 millions d'euros (soit 2,3 % de l'encours moyen), dont 13 millions d'euros en France (soit 1,3 % de l'encours moyen) et 18 millions d'euros en Espagne (soit 5,6 % de l'encours moyen).

Depuis la fin de l'année 2022, Orange Bank constate une augmentation du coût du risque de crédit en France et en Espagne, liée pour partie à l'augmentation de la production des crédits à la consommation depuis le second semestre 2022 et pour partie à une dégradation de la qualité du portefeuille, conséquence directe des effets de l'inflation sur les ménages les plus fragiles. Dans ce contexte, Orange Bank a décidé de resserrer ses conditions d'octroi des crédits à la consommation et des facilités de caisse en France, de réduire ses investissements marketing envers les prospects et de rehausser ses taux d'intérêts. Enfin, la banque a mis en place des actions visant à réduire le stock des *non-performing exposures* (NPE) afin de maintenir son ratio *non performing loan* (NPL) autour de 5 % et de maîtriser son coût du risque.

12.3 Informations sur la gestion du risque de taux et de liquidité d'Orange Bank

La gestion de risque de taux est pilotée au moyen de deux indicateurs :

- L'impasse de taux, qui correspond à la différence entre les crédits et les dépôts à la clientèle par bandes de maturité. Cet indicateur détermine le risque de taux de la banque (à la hausse ou à la baisse). Depuis 2022, la banque est exposée à la hausse des taux ;
- La sensibilité de l'*Economic Value of Equity* (EVE), qui conformément à la méthodologie réglementaire permet de calculer la sensibilité de la banque à un choc de taux. Le pilotage de cet indicateur se fait dans les limites de l'appétence du risque de la Banque ;

La banque gère ce risque de taux par l'utilisation de swaps de couverture. Les éléments sont couverts en macro-couverture pour les portefeuilles de crédits et en micro-couverture pour les émissions et titres détenus.

La gestion du risque de liquidité est réalisée de façon active.

Outre le calcul régulier des ratios réglementaires, la liquidité est pilotée de façon quotidienne sur les deux piliers suivants :

- Le niveau des dépôts ;
- La production de crédits ;

Le gap commercial, qui est la différence entre les dépôts et les crédits, se resserre fortement et régulièrement depuis le début de l'année 2023 notamment grâce à la levée de comptes à terme auprès de la clientèle sur Raisin, plateforme allemande de collecte de dépôts. Les dépôts clientèle progressent ainsi d'environ 400 millions d'euros sur le semestre.

Cette liquidité a permis le remboursement des 481 millions d'euros de TLTRO à fin juin.

Au 30 juin 2023, le ratio de liquidité à court terme (LCR) est maintenu à un niveau élevé à hauteur de 745%.

En juin 2023, une convention d'avance en compte courant d'Orange SA à Orange Bank portant sur un montant de 150 millions d'euros et avec pour échéance le 31 décembre 2023 a été mise en place. Au 30 juin 2023, cette avance en compte courant n'a pas été utilisée par Orange Bank.

Note 13 Capitaux propres

Au 30 juin 2023, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2023, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,16 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 7,99 % du capital et 12,05 % des droits de vote.

13.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2023.

13.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 23 mai 2023, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (Programme de Rachat 2023) et mis fin avec effet immédiat au Programme de Rachat 2022. Cette autorisation a une période de validité de 18 mois à compter de l'Assemblée générale susnommée. Le descriptif du Programme de Rachat 2023 figure dans le document d'enregistrement universel (DEU) déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mars 2023.

Au 30 juin 2023, la société détient 874 145 actions propres (dont 510 000 au titre du contrat de liquidité et 364 145 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions *LTIP (Long Term Incentive Plan)* 2021-2023 et 2022-2024).

Au cours du premier semestre 2023, Orange a livré 917 026 actions propres aux bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions *LTIP 2020-2022*.

Au 31 décembre 2022, la société détenait 1 965 171 actions propres (dont 1 285 171 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions *LTIP 2020-2022, 2021-2023 et 2022-2024* et 680 000 au titre du contrat de liquidité).

13.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 23 mai 2023 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2022. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 7 décembre 2022 pour un montant total de 797 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 7 juin 2023 pour un montant de 1 064 millions d'euros.

13.4 Titres subordonnés

Nominal des titres subordonnés

Le 5 avril 2023, Orange a lancé une offre de rachat concernant titres subordonnés à durée indéterminée d'un montant de 1 milliard d'euros ayant une première date de remboursement anticipé le 7 février 2024. Le 18 avril 2023, à l'issue de cette offre, le Groupe a pu procéder au rachat de 802 millions d'euros de ces titres subordonnés. Le montant nominal de cette tranche restant en circulation après ce rachat est de 198 millions d'euros.

Le 18 avril 2023, Orange a émis 1 milliard d'euros de titres subordonnés avec un coupon annuel fixe de 5,375 % dans le cadre de son programme *EMTN (Euro Medium Term Notes)*. Orange dispose d'une option de remboursement de cette tranche à compter du 18 janvier 2030, et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement. Le taux d'intérêt est révisé à partir de 2030 et des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 0,25 % à partir de 2035 et de 0,75 % supplémentaires à partir de 2050.

Le montant présenté dans la colonne "titres subordonnés" du tableau de variation des capitaux propres de 5 148 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique (les tranches libellées en livres sterling ayant été totalement remboursées début 2023).

Rémunération des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2023, la rémunération des titres subordonnés a été la suivante :

Date d'émission d'origine	Nominal d'origine (en millions de devises)	Nominal d'origine (en millions d'euros)	Devise d'origine	Taux	30 juin 2023		30 juin 2022	
					(en millions de devises)	(en millions d'euros)	(en millions de devises)	(en millions d'euros)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	5,25 %	(60)	(60)	(53)	(53)
01/10/2014	1 250	1 250	EUR	5,00 %	-	-	-	-
01/10/2014	600	771	GBP	5,75 %	-	-	(24)	(29)
15/04/2019	1 000	1 000	EUR	2,38 %	(24)	(24)	(24)	(24)
19/09/2019	500	500	EUR	1,75 %	(9)	(9)	(9)	(9)
15/10/2020	700	700	EUR	1,75 %	-	-	-	-
11/05/2021	500	500	EUR	1,38 %	(7)	(7)	(7)	(7)
18/04/2023	1 000	1 000	EUR	5,38 %	-	-	-	-
Rémunération sur titres subordonnés en capitaux propres						(100)		(121)
Coupons sur titres subordonnés reclassés en emprunts court terme fin 2022 et versés en 2023						(2)		-
Rémunération versée sur titres subordonnés						(102)		(121)

La rémunération des porteurs est enregistrée dans les capitaux propres cinq jours ouvrés avant la date de tombée annuelle sauf exercice par Orange de son droit à différer le paiement des coupons.

L'effet impôt afférent à la rémunération des titres subordonnés pour 31 millions d'euros est constaté en résultat sur la période.

13.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(65)	(33)
Reclassement dans le résultat de la période	1	(4)
Total écarts de conversion	(65)	(37)

La variation des écarts de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- une diminution de (65) millions d'euros sur le premier semestre 2023, liée à la dépréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne, en partie compensée par l'appréciation du zloty ;
- une diminution de (37) millions d'euros sur le premier semestre 2022, liée à la dépréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne et le zloty.

13.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022
Distribution de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	374	277
<i>dont groupe Sonatel</i>	202	185
<i>dont groupe Orange Côte d'Ivoire</i>	53	-
<i>dont groupe Orange Polska</i>	51	35
<i>dont Médi Telecom et ses filiales</i>	34	33
<i>dont groupe Jordan Telecom</i>	25	17

⁽¹⁾ Dont 222 millions d'euros de dividendes décaissés au 30 juin 2023 et 177 millions d'euros au 30 juin 2022.

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	3 031	3 183
<i>dont groupe Orange Polska</i>	1 269	1 250
<i>dont groupe Sonatel</i>	836	907
<i>dont groupe Orange Côte d'Ivoire</i>	215	253
<i>dont Orange Roumanie et ses filiales</i>	192	217
<i>dont groupe Jordan Telecom</i>	176	193
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	154	155
<i>dont Médi Telecom et ses filiales</i>	124	140
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(11)	(11)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	3 019	3 172

Note 14 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

14.1 Litiges

Au 30 juin 2023, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 254 millions d'euros (387 millions d'euros au 31 décembre 2022). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2022.

- Dans le cadre des procédures en cours sur le marché de la clientèle « entreprises », seule l'instruction de la procédure opposant Adista à Orange suit son cours.
- Dans le cadre de la procédure opposant Digicel à Orange (mise en œuvre des pratiques anticoncurrentielles sur les marchés mobile et fixe-vers-mobile aux Antilles et en Guyane), la Cour de cassation en mars 2023 a partiellement cassé et annulé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 juin 2020, sur le point précis du caractère progressif de l'assiette sur laquelle s'appliquent les intérêts permettant de réparer le préjudice de trésorerie. Orange a saisi la Cour d'appel de renvoi en mars 2023. La procédure suit son cours.
- Dans le litige opposant Bouygues Telecom à Orange relatif à la qualité de services de ses offres de gros, Bouygues Telecom a de nouveau réévalué son préjudice qui s'élèverait à 85 millions d'euros. Orange considère que ces prétentions sont infondées.
- Le 24 février 2023, Bouygues Telecom et la SDAIF (société de développement pour l'accès à l'infrastructure fibre) ont assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris sur le mécanisme de restitution des prises FTTH qui prévoit la possibilité pour les opérateurs commerciaux qui disposent d'un accès au réseau fibre d'Orange de réaliser eux-mêmes le raccordement de leurs clients finaux et de se voir restituer une partie du coût de ce raccordement lorsque la ligne est reprise par un nouvel opérateur commercial. Bouygues Télécom et la SDAIF soutiennent que le mécanisme mis en place par Orange serait incompatible avec le droit sectoriel et réclament 125 millions d'euros correspondant selon eux aux montants des restitutions dues au titre des résiliations des lignes FTTH depuis l'origine du contrat. Orange considère ces allégations infondées.
- Dans le cadre de la deuxième réclamation indemnitaire opposant trois opérateurs (dont Orange Polska et Polkomtel) à l'opérateur polonais P4 pour 314 millions de zlotys (soit 71 millions d'euros), la Cour d'appel a décidé de la reprise de l'instance qui était initialement suspendue au sort de la première réclamation indemnitaire d'un montant de 316 millions de zlotys (soit 71 millions d'euros). La procédure suit son cours.
- Dans le litige opposant Orange Roumanie et le Conseil de la concurrence roumain, en juin 2023, la Cour de cassation roumaine a rejeté l'appel du Conseil de la concurrence et a confirmé l'annulation de la décision de l'Autorité de concurrence. Le litige est désormais clos.
- Dans le litige opposant Orange Mali à Remacotem (relatif à la facturation des appels aboutissant sur un répondeur), la Cour Suprême du Mali a rejeté en mars 2023 le pourvoi en cassation formé par Orange Mali et Malitel contre l'arrêt de la Cour d'appel de Bamako en date du 3 novembre 2021. Les délais de grâce octroyés à Orange Mali ayant pris fin en mai 2023, suite à la décision rendue par la Cour Suprême du Mali en mars 2023, Orange Mali et Remacotem ont conclu un protocole d'accord mettant fin au litige. Remacotem s'est désisté de l'instance. Ce litige est désormais clos.
- Dans le litige opposant l'opérateur de télécommunications Zain à Jordan Telecommunications Company (Orange Jordan) pour défaut d'ouverture des numéros géographiques attribués par le régulateur jordanien en application du contrat d'interconnexion conclu entre Zain et Orange Jordan au titre duquel Zain estime avoir subi un préjudice qu'il évalue à 250 millions de dinars jordaniens (323 millions d'euros), la Cour de cassation jordanienne a confirmé l'incompétence des tribunaux de l'ordre judiciaire et a considéré que la clause compromissoire s'appliquait au litige. Ce litige est désormais clos, Zain n'ayant pas introduit de procédure d'arbitrage.
- Dans le cadre des procédures concernant la société Korek Telecom, le 20 mars 2023, un tribunal arbitral constitué sous l'égide de la Chambre de Commerce Internationale a rendu une sentence définitive dans le litige qui oppose indirectement (à travers leur

société commune) le Groupe koweïtien de logistique Agility et Orange à leur ex-coactionnaire irakien dans le capital de l'opérateur irakien Korek Telecom. Le tribunal arbitral a octroyé 1,7 milliard de dollars américains de dommages et intérêts à la société commune et à la holding ex-actionnaire de Korek Telecom pour diverses violations du pacte d'actionnaires et actes délictueux commis par l'ex-coactionnaire irakien, notamment pour collusion avec le régulateur irakien des télécommunications. A ce stade de la procédure, cette décision est sans impact dans les états financiers consolidés du Groupe. D'autres procédures, en particulier la procédure d'arbitrage initiée par Orange auprès du CIRDI contre l'État irakien, sont toujours en cours.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2022 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

14.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Au 30 juin 2023, le Groupe n'a pas contracté de nouvel engagement susceptible d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future par rapport à ceux décrits dans les comptes consolidés du 31 décembre 2022.

Note 15 Evénements postérieurs à la clôture

Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 25 juillet 2023 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2023 de 0,30 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 6 décembre 2023. Le montant du décaissement estimé s'élève à 798 millions d'euros sur la base du nombre d'actions ayant droit à dividende au 30 juin 2023.

Avenant à la convention d'avance en compte courant à Orange Bank

Orange SA a apporté des modifications à la convention d'avance en compte courant consentie à Orange Bank en juin 2023, portant le montant immédiatement disponible à 400 millions d'euros avec une extension d'échéance au 31 décembre 2025.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2023 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 26 juillet 2023

Le Directeur exécutif Finances, Performance et Développement du Groupe par intérim
Jean-Michel Thibaud

4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

ORANGE S.A.

111, quai du Président Roosevelt 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2023

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 25 juillet 2023. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Les commissaires aux comptes

Paris la Défense, le 25 juillet 2023

Paris la Défense, le 25 juillet 2023

KPMG S.A

Deloitte & Associés

Jacques Pierre
Associé

Sébastien Haas
Associé

Christophe Patrier
Associé